



Courrier international

N° 1230 du 28 mai au 4 juin 2014
courrierinternational.com
France : 3,70 €

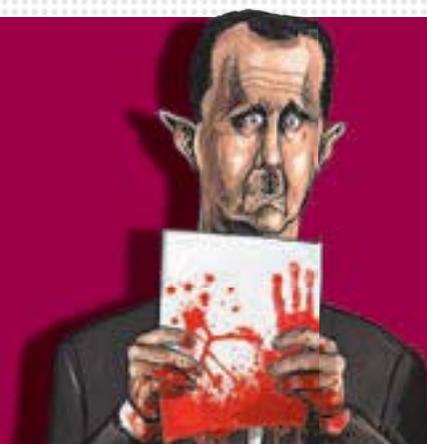
Afrique CFA 2 800 F CFA, Algérie 450 DA, Allemagne 20 €, Andorre 40 €, Arabie Saoudite 400 riyals, Autriche 4,20 €, Canada 0,30 \$ CAN, Chili 110 \$, Espagne 4,20 €, États-Unis 6,95 \$ US, Grèce 4,20 €, Irlande 4,20 €, Italie 4,20 €, Japon 500 ¥, Maroc 32 DT, Norvège 52 NOK, Pays-Bas 20 €, Portugal cont. 4,20 €, Suisse 6,20 CHF, Tunisie 5 DTU, TON 740 CFP

Google maître du futur

Robots, biotechnologies, santé... Le géant d'Internet investit tous azimuts. Enquête.



EUROPE—QUI SERA LE PROCHAIN PATRON ?
SYRIE—UNE PARODIE D'ÉLECTION
EXPATRIÉS—ILS PARTENT ÉTUDIER À L'ÉTRANGER



EST.
1887

Glenfiddich

SINGLE MALT

En conservant la distillerie dans
notre famille, nous avons préservé le
caractère unique de notre whisky.

GLENFIDDICH DISTILLERY

DISTILLERIE FAMILIALE DEPUIS 1887



DISTILLERIE FAMILIALE DEPUIS 1887

SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION



EDITORIAL
ERIC CHOL

Une autre politique

Les problèmes de la France ne concernent a priori que la France. Mais quand ils deviennent à ce point incontrôlables, quand un parti xénophobe et europhobe s'impose en tête des forces politiques du pays, on comprend que le (gros) caillou français plombe l'Europe, et inquiète aussi le reste du monde. Les problèmes de l'Europe, eux, ne concernent pas que l'Europe. La poussée des extrêmes, la claque infligée par les europhobes, le revers subi par les partis traditionnels, tout cela contribue à l'enfoncer un peu plus dans un trou noir dont elle cherche en vain la sortie. Les charlatans populistes affirment qu'il suffit de siffler la fin de la récré européenne et que chacun rentre dans sa classe nationale pour faire disparaître les difficultés. Les gardiens des temples de Bruxelles et de Francfort dénoncent, eux, le manque de foi européenne des Etats membres et – pour certains – leur fâcheuse tendance à l'incurie. Ensemble, personnel politique et élites européennes stigmatisent les médias, coupables de ne pas s'intéresser assez à l'Europe. Oubliant au passage que c'est précisément la Commission européenne qui a choisi, cinq mois avant les élections, de couper le financement de Presseurop (partenaire de *Courrier international*). Les causes du mal français et du malaise européen ne se confondent pas entièrement. Mais les deux réclament – très vite – des réponses nouvelles : souhaiter une autre politique pour l'Europe, ce n'est plus un gros mot, c'est une nécessité.

En couverture :

—Google. Dessin de **Benedict Campbell** (*Debut Art, Londres*).

—Bachar El-Assad. Dessin de **Ruben** (*Pays-Bas*).

Retrouvez Eric Chol
chaque matin à 7 h 50,
dans la chronique
"Où va le monde"
sur 101.1 FM

radio classique



Sommaire

p.32 **à la une**

GOOGLE MAÎTRE DU FUTUR

Robotique, intelligence artificielle, lutte contre le vieillissement... Après Internet, le géant américain s'attaque à la science et à l'innovation tous azimuts. L'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* a enquêté sur la stratégie du groupe et de son gourou, Larry Page.



JOE MAGEE

UKRAINE p.8

Champagne pour le roi du chocolat

L'élection de Petro Porochenko dès le premier tour de la présidentielle atteste de la capacité à rebondir des Ukrainiens, estime le quotidien de Lviv *Vissoki Zamok*. La Russie, elle, évoque un oligarque avide.



KAZANEVSKY

TRANSVERSALES p.38

Etudiants, partir à tout prix

Chaque année, des millions de jeunes envisagent de quitter leur pays pour suivre leur cursus à l'étranger. Mais les frais d'inscription et les coûts liés à l'expatriation freinent cet élan. Notre dossier formation.

EUROPE p.12

LA POUSSÉE POPULISTE SE CONFIRME

En France, au Royaume-Uni, au Danemark et en Autriche, l'extrême droite dépasse les 20 %. Réactions et analyses de la presse européenne.

360° p.46

CALLE 13, LA RÉVOLUTION FINIT PAR PAYER



LAURA GALLO/ARCHIVOLATINO-REA

Dans ses concerts, sponsorisés par de grandes multinationales, le groupe hip-hop portoricain ne cesse de fustiger le capitalisme. Un paradoxe assumé sans détour, raconte le magazine mexicain *Eme-Equis*.

SUR NOTRE SITE



www.courrierinternational.com

EUROPE Après les élections au Parlement, qui pour présider la Commission ?



FOOTBALL A moins de deux semaines du début de la compétition, retrouvez les articles, analyses, reportages... de la presse étrangère sur la Coupe du monde.

Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Google+ et Pinterest





Sommaire

Les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent plus de 1500 sources du monde entier : journaux, sites, blogs. Ils alimentent l'hebdomadaire et son site courrierinternational.com. Les titres et les sous-titres accompagnant les articles sont de la rédaction. Voici la liste exhaustive des sources que nous avons utilisées cette semaine :

Decat o Revista Bucarest, trimestriel. **Le Devoir** Montréal, quotidien. **The Diplomat** (the-diplomat.com) Tokyo, en ligne. **Eme-Equis** Mexico, hebdomadaire. **L'Espresso** Rome, hebdomadaire. **Focus** Munich, hebdomadaire. **Ghanoon** Téhéran, quotidien. **Global Times** Pékin, quotidien. **The Guardian** Londres, quotidien. **Al-Hayat** Londres, quotidien. **L'Indépendant** Bamako, quotidien. **The Independent** Londres, quotidien. **L'Indicateur du renouveau** Bamako, quotidien. **Jadaliyya** (jadaliyya.com) Washington, en ligne. **The New York Times** New York, quotidien. **L'Orient-Le Jour** Beyrouth, quotidien. **El País** Madrid, quotidien. **El Periódico de Catalunya** Barcelone, quotidien. **Público** Lisbonne, quotidien. **Raseef22** (raseef22.com) Beyrouth, en ligne. **Sahara Reporters** (saharareporters.com) New York, Lagos, en ligne. **Shahrvand** Téhéran, bihebdomadaire. **Soho** Bogotá, mensuel. **Der Spiegel** Hambourg, hebdomadaire. **Technology Review** Cambridge (Massachusetts), paraît toutes les six semaines. **La Vanguardia** Barcelone, quotidien. **Vissoki Zamok** Lviv, quotidien. **Washington Monthly** Washington, mensuel. **The Washington Post** Washington, quotidien. **Yazhou Zhoukan** Hong Kong, hebdomadaire. **Yediot Aharonot** Tel-Aviv, quotidien. **Your Middle East** (yourmiddleeast.com) Stockholm, en ligne.



← **Toutes nos sources** Chaque fois que vous rencontrez cette vignette, scannez-la et accédez à un contenu multimédia sur notre site courrierinternational.com (ici la rubrique "Nos sources").

7 jours dans le monde

8. Ukraine. Un président symbole d'espoir

10. Portrait. Chen Youbao

11. Controverse. Faut-il censurer Twitter?

D'un continent à l'autre

— EUROPE

12. Union européenne. Le prix de la crise

14. UE. Vers un conflit entre les Etats et le Parlement ?

— FRANCE

16. Société. Sale temps pour les femmes de pouvoir

— ASIE

18. Thaïlande. L'armée impose son arbitrage

20. Mer de Chine. Pour Pékin, les fronts se multiplient

— AMÉRIQUES

22. Etats-Unis. Des écoles en noir et blanc

23. Argentine. Au Che Guevara FC, qu'importe la victoire

— MOYEN-ORIENT

24. Syrie. L'élection mascarade

26. Iran. Enfants à vendre

— AFRIQUE

28. Nigeria. Les fantômes d'un géant

29. Mali. Retour vers le chaos

30. Libye. Un pays entre plusieurs feux

31. Maroc. Répression jusqu'à l'obstination

A la une

32. Google maître du futur

Transversales

38. Expatriation.

Etudiants : partir à tout prix

45. Signaux. Chauvinisme économique

360°

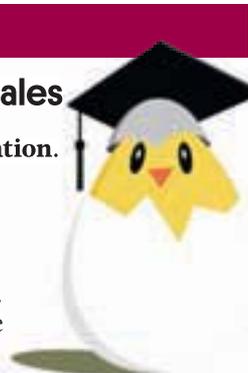
46. Portrait. Calle 13 : la révolution finit par payer

50. Cinéma.

1948, angle mort

52. Culture. Il court, il court, Manole

54. Tendances. Les tablettes de la foi



FALCO

Courrier international

Edité par **Courrier international SA**, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance au capital de 106 400 €. Actionnaire La Société éditrice du Monde. Président du directeur, directeur de la publication : Arnaud Aubron. Directeur de la rédaction, membre du directeur : Eric Chol. Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président. Dépôt légal Mai 2014. Commission paritaire n° 0712c82101. ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 6-8, rue Jean-Antoine-de-Baif, 75212 Paris Cedex 13 Accueil 33 (0)1 46 46 16 00 Fax général 33 (0)1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0)1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com Directeur de la rédaction Eric Chol Rédacteurs en chef Jean-Hébert Armengaud (16 57), Claire Carrard (édition, 16 58), Odile Conseil (déléguée 16 27), Rédacteurs en chef adjoints Catherine André (16 78), Raymond Clarinard, Isabelle Lauze (hors-séries, 16 54) Assistante Dalila Bounekta (16 16) Rédactrice en chef technique Nathalie Pingaud (16 25) Direction artistique Sophie-Anne Delhomme (16 31) Directeur de la communication et du développement Alexandre Scher (16 15) Conception graphique Javier Errea Comunicación

Europe Catherine André (coordination générale, 16 78), Danièle Renon (chef de service adjointe Europe, Allemagne, Autriche, Suisse allemande, 16 22), Gerry Feehily (Royaume-Uni, Irlande, 16 95), Lucie Geffroy (Italie, 16 86), Nathalie Kantt (Espagne, Argentine, 16 68), Hugo dos Santos (Portugal, 16 34) Iwona Ostapkowicz (Pologne, 16 74), Caroline Marcelin (chef de rubrique, France, 17 30), Iulia Badea-Guérinée (Roumanie, Moldavie, 19 76), Wineke de Boer (Pays-Bas), Solveig Gram Jensen (Danemark, Norvège), Alexia Kefalas (Grèce, Chypre), Mehmet Koksall (Belgique), Kristina Rönnqvist (Suède), Agnès Jarfas (Hongrie), Mandi Gueguen (Albanie, Kosovo), Miro Miceski (Macédoine), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Katerina Kesa (Estonie) Russie, est de l'Europe Laurence Habay (chef de service, 16 36), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) Amériques Béringère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Gabriel Hassan (Etats-Unis, 16 32), Anne Proenza (chef de rubrique, Amérique latine, 16 76), Paul Jurgens (Brésil) Asie Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 16 24), Ingrid Therwath (Asie du Sud, 16 51), Ysana Takino (Japon, 16 38), Kazuhiko Yatabe (Japon), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Elisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée) Moyen-Orient Marc Saghie (chef de service, 16 69), Ghazal Golshiri (Iran), Pascal Fenaux (Israël), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe), Pierre Vanrie (Turquie) Afrique Ousmane Ndiaye (16 29), Hoda Saliby (chef de rubrique Maghreb, 16 35), Chawki Amari (Algérie) Transversales Pascale Boyen (chef des informations, Economie, 16 47), Catherine Guichard (Economie, 16 04), Anh Hoà Truong (chef de rubrique Sciences et Innovation, 16 40), Gerry Feehily (Médias, 16 95), Virginie Lepetit (Signaux) Magazine 360° Marie Béloiel (chef des informations, 17 32), Virginie Lepetit (chef de rubrique Tendances, 16 12), Claire Maupas (chef de rubrique Insolites 16 60), Raymond Clarinard (Histoire), Catherine Guichard Ils et elles ont dit Iwona Ostapkowicz (chef de rubrique, 16 74)

Site Internet Hamdam Mostafavi (chef des informations, responsable du web, 17 33), Carolin Lohrenz (chef d'édition, 19 77), Carole Lyon (rédactrice multimédia, 17 36), Paul Grisot (rédacteur multimédia, 17 48), Pierrick Van-Thé (webmaster, 16 82), Marie-Laëtitia Houradou (responsable marketing web, 16 87), Patricia Fernández Perez (marketing) Agence Courrier Sabine Grandadam (chef de service, 16 97) Traduction Raymond Clarinard (rédacteur en chef adjoint), Isabelle Boudon (anglais, allemand), Françoise Escande-Boggino (japonais, anglais), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois), Julie Marcot (anglais, espagnol, portugais), Marie-Françoise Monthiers (japonais), Mikage Nagahama (japonais), Ngoc-Dung Phan (anglais, italien, vietnamien), Olivier Ragsol (anglais, espagnol), Danièle Renon (allemand), Hélène Rousselot (russe), Mélanie Liffschitz (anglais, espagnol), Leslie Talaga (anglais, espagnol) Révision Jean-Luc Majouret (chef de service, 16 42), Marianne Bonneau, Philippe Czepak, Fabienne Gérard, Françoise Picon, Philippe Planche, Emmanuel Tronquart (site Internet) Photographies, illustrations Pascal Philippe (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53) Maquette Bernadette Dremière (chef de service, 16 67), Catherine Doutey, Nathalie Le Dréau, Gilles de Obaldia, Josiane Petricca, Denis Scudeller, Jonathan Renaud-Badet, Alexandre Errichiello, Céline Merrien (colorisation) Cartographie Thierry Gauthé (16 70) Infographie Catherine Doutey (16 66) Calligraphie Hélène Ho (Chine), Abdollah Kiaie (Inde), Kyoko Mori (Japon) Informatique Denis Scudeller (16 84) Directeur de la production Olivier Mollé Fabrication Nathalie Communeau (directrice adjointe), Sarah Tréhin (responsable de fabrication) Impression, brochage Maury, 45330 Malherbes

Ont participé à ce numéro : Alice Andersen, Anabelle Arsicaud, Aurélie Boissière, Jean-Baptiste Bor, Lucas Fourquet, Rollo Gleeson, Thomas Gragnic, Mélanie Guéret, Margot Guillois, Carole Lembezat, Jean-Baptiste Luciani, Valentine Morizot, Corentin Pennarguear, Polina Petrouchina, Diana Prak, Mélanie Robaglia, Fanny Saint-Martin, Judith Sinnige, Leslie Talaga, Isabelle Taudière, Anne Thiaville, Nicole Thirion, Janine de Waard, Sébastien Walkowiak, Morgane Witz

Publicité M Publicité, 80 boulevard Blanqui, 75013 Paris, tél. : 01 57 28 20 20 Directrice générale Corinne Mrejen Directeur délégué David Eskenazy (david.eskenazy@mpublicite.fr, 38 63) Directeurs de clientèle Hedwige Thaler (hedwige.thaler@mpublicite.fr, 38 09), Laëtitia de Clerck (laetitia.declerck@mpublicite.fr, 38 11) Chef de publicité Corinne Couderc (corinne.couderc@mpublicite.fr, 38 97) Assistante commerciale Carole Fraschini (carole.fraschini@mpublicite.fr, 38 68) Régions Eric Langevin (eric.langevin@mpublicite.fr, 38 04) Annonces classées Cyril Gardère (cyril.gardere@mpublicite.fr, 38 89) Site Internet François Muzy-Mazza (francois.muzy@mpublicite.fr, 38 07)

Secrétaire général Paul Chaîne (17 46) Assistantes Frédérique Froissart (16 52), Sophie Jan Gestion Bénédicte Menault-Lenne (responsable, 16 13) Comptabilité 01 48 88 45 02 Responsable des droits Dalila Bounekta (16 16) Ventes au numéro Responsable publications Brigitte Billiard Direction des ventes au numéro Hervé Bonnaud Chef de produit Jérôme Pons (0 805 05 01 47, fax : 01 57 28 21 40) Diffusion internationale Franck Olivier Torro (01 57 28 22 22) Promotion Christiane Montillet Marketing Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saudemont (17 39), Kevin Jolivet (16 89)

Modifications de services ventes au numéro, réassorts Paris 0805 05 01 47, province, banlieue 0 805 05 01 46

Service clients Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9. Tél. 03 21 13 04 31 Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au vendredi de 9 h à 18 h) Courriel abo@courrierinternational.com Commande d'anciens numéros Boutique du Monde, 80, bd Auguste-Blanqui, 75013 Paris Tél. 01 57 28 27 78



Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 49 times per year (triple issue in Aug, double issue in Dec), by Courier International SA c/o USACAN Media Dist. Srv. Corp. at 26 Power Dam Way Suite S1-S3, Plattsburgh, NY 12901. Periodicals Postage paid at Plattsburgh, NY and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courier International c/o Express Mag, P.O. box 2769, Plattsburgh, NY 12901-0239.

Ce numéro comporte un encart "La Recherche" posé sur certains abonnés de France métropolitaine.

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à :
Courrier international - Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9



Avantage abonné

Créez votre compte sur courrierinternational.com pour accéder en illimité à notre site Internet, aux newsletters, aux archives, aux PDF... Retrouvez votre magazine sur votre iPhone/iPad (applications à télécharger gratuitement).

Plus simple et plus rapide

abonnez-vous sur boutique.courrierinternational.com ou par téléphone au 03 21 13 04 31 (non surtaxé)

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique :
(32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com
USA-Canada :
(1) 800 363 1310 - expsmag@expressmag.com
Suisse :
(41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch

Je m'abonne pour 1 an (52 numéros) + accès illimité au site Internet au prix de 99 € au lieu de 185 €*, soit plus de 46 % d'économie.

Monsieur Madame

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CP VILLE

TÉLÉPHONE E-MAIL

RCOI40QPBI001

Je choisis de régler par :

chèque à l'ordre de *Courrier international*

carte bancaire n° _____

Expire fin _____ Cryptogramme _____

date et signature obligatoires

*Prix de vente au numéro. En application de la loi du 6-1-1978, le droit d'accès et de rectification concernant les abonnés peut s'exercer auprès du service abonnements. Pour l'étranger, nous consulter. Ces informations pourront être cédées à des organismes extérieurs, sauf si vous cochez la case ci-contre.



A STORY OF BROTHERS*

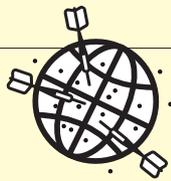
 **CHIVAS**

***UNE HISTOIRE
DE FRÈRES**

Les gestes des frères fondateurs, JAMES & JOHN CHIVAS, sont reproduits chaque jour par COLIN SCOTT, maître assembleur, et GRAEME MITCHELL, responsable des chais de vieillissement pour le whisky CHIVAS REGAL.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

7 jours dans le monde.



↳ Dessin de Kazanevsky, Ukraine.

UKRAINE

Un président symbole d'espoir

Le 25 mai, l'oligarque Petro Porochenko a été élu au premier tour avec plus de 53 % des voix. Plus encore qu'un pied de nez à Moscou, c'est un plébiscite pour la jeune démocratie ukrainienne.

—Vissoki Zamok L'viv

Le dimanche 25 mai, trois mois après avoir chassé Viktor Ianoukovitch, celui qui voulait se maintenir coûte que coûte à la présidence, l'homme qui a ruiné le pays et versé tant de sang, l'Ukraine s'est rendue aux urnes pour élire un nouveau chef d'Etat.

A la place du dictateur, les manifestants triomphants d'Euromaïdan [mouvement populaire déclenché en novembre 2013 par le refus de Ianoukovitch de signer un accord d'association avec l'Union européenne et qui, après un bain de sang, a abouti au départ du président en exercice fin février 2014] souhaitent voir un homme responsable, honnête, un homme d'Etat altruiste et qui ne soit pas affligé d'une mentalité de truand. Notre voisin agressif est intervenu violemment pour nous empêcher de faire notre choix, par l'occupation, les manœuvres militaires, l'intimidation, les assassinats, la torture, le vol, la prise d'otages, la guerre médiatique et le sabotage. Mais l'Ukraine a tenu bon face à la terreur et au chantage, et elle a riposté en se rendant massivement aux urnes [la participation annoncée serait supérieure à 60 %]. Les longues queues devant les bureaux de vote en ont été la parfaite traduction. Elles se sont formées non à cause d'une mauvaise organisation du scrutin, mais grâce à la volonté de nos citoyens de montrer au monde quels étaient leurs espoirs.

Une grande excitation régnait dans les bureaux de vote où étaient attendus les favoris. A Kiev, plusieurs centaines de journalistes se bousculaient à la Maison des officiers, où Porochenko est venu voter en compagnie de sa femme et de ses quatre enfants. A cette occasion, il a déclaré qu'une fois élu, il choisirait pour destination de son premier voyage non pas Bruxelles ou Moscou, mais le Donbass, assurant qu'il ne tenait pas à ce que la région se transforme en Somalie, pays ravagé depuis des années par la guerre civile. Il a ajouté qu'il espérait pouvoir dialoguer avec Poutine, que la Crimée restait selon lui ukrainienne et qu'il comptait créer un ministère spécialement chargé de la presqu'île. Ioulia

Timochenko, elle, est bien sûr allée voter comme de coutume à Dnipropetrovsk, sa ville natale, avec son mari et sa fille [elle occupe la deuxième place, avec environ 13 % des voix].

Dans la plupart des districts de l'Est, le contraste était frappant. C'était bien le désert annoncé, en particulier dans les régions de Donetsk et de Louhansk. Sur les vingt-deux circonscriptions de l'oblast de Donetsk, neuf seulement ont pu voter, dans les endroits placés solidement sous le contrôle des forces armées ukrainiennes. Des séparatistes armés ont mené des raids sur des bureaux de vote, menacé de mort les membres des commissions électorales, interdit aux gens de sortir de chez eux. Preuve de l'atmosphère oppressante qui pèse sur la région, Rinat Akhmetov lui-même, l'homme le plus riche du pays, a été menacé de mort et a dû quitter sa ville de Donetsk pour se réfugier à Kiev sans avoir pu voter.

Malgré l'occupation de la Crimée, le président Petro Porochenko a également été élu par ses habitants, les milliers de ceux qui ont déjà fui la presqu'île pour s'installer à Kiev ou à L'viv, mais aussi plusieurs centaines d'autres qui y vivent toujours et ont refusé de rendre leur passeport



Vu de Russie

L'oligarque avide

● Petro Porochenko, c'est "l'Internationale oligarchique globale" aux yeux du géopoliticien russe Valeri Korovine, qui s'exprime dans le quotidien en ligne conservateur Vzgliad. "Il s'agit d'un représentant typique de l'élite postsoviétique, pour qui s'en mettre plein les poches constitue le principal objectif et le sens de l'existence. Or ce genre d'individu ne peut se réclamer d'aucune patrie. Avec l'aide des Etats-Unis qui jouent le rôle de modérateur dans les processus globaux, il essaie aujourd'hui d'instaurer un contrôle total sur la situation politique en Ukraine, afin de prendre possession légalement de tout ce qui reste de l'Etat soviétique et de son industrie. Après avoir sponsorisé Maïdan, il a montré que rien ne l'arrêterait dans la poursuite de son objectif: la privatisation pour son propre compte de l'Etat ukrainien lui-même."

ukrainien. Ceux-ci ont pris le bus pour se rendre sur le continent. Des Tatars de Crimée ont ainsi voté dans les oblasts de Kherson, de Zaporijia, de Kiev – comme leur leader Moustafa Djemilev – et de L'viv. Même à Moscou, 26 000 ressortissants ukrainiens ont choisi de se rendre dans les consulats ukrainiens pour y glisser leur bulletin dans l'urne. Compte tenu de l'hystérie anti-ukrainienne qui règne là-bas, ce n'était pas une mince affaire.

Tous les Ukrainiens qui, le 25 mai, ont décidé de se choisir un nouveau président savaient que ce vote serait déterminant pour l'avenir du pays. Et, où qu'ils se soient trouvés en ce dimanche ensoleillé, même quand il leur a fallu se déplacer sur des kilomètres, tous n'avaient qu'une seule mission, qu'ils ont remplie: s'exprimer dans l'isolement.

—Ivan Farion
Publié le 25 mai



KIANOUSH; IRAN

Un pays sous le choc

BELGIQUE— "L'horreur. Il n'y a pas d'autre mot", écrit Le Soir, atterré par la fusillade qui a fait quatre morts, samedi 24 mai, devant le Musée juif de Bruxelles. Les autorités appellent à la prudence, puisque, l'attentat n'ayant pas été revendiqué, on n'en connaît pas les motifs. Néanmoins, estime le journal belge, le lieu visé "met tragiquement en évidence la haine des Juifs, qui est revenue gangrener nos démocraties, par une banalisation des discours ou, par une montée dans l'horreur, par des attentats comme celui commis contre des écoliers juifs à Toulouse et signé Mohamed Merah."

Yoani Sanchez résiste



ESQUIBEL; COSTA RICA

CUBA— La blogueuse qui, depuis 2004, raconte la réalité cubaine au grand dam des autorités, a lancé le 21 mai un nouveau journal numérique indépendant entièrement rédigé sur l'île. Une lettre de bienvenue signée par plusieurs personnalités des médias et de la littérature, dont les Prix Nobel Lech Walesa et Mario Vargas Llosa, a salué la naissance de 14ymedio. Neutralisé dès le premier jour, le site du journal a toutefois pu

**LA PHOTO
DE LA SEMAINE**



La colère contre le Mondial



PAULO ITO/FICKR.COM

BRÉSIL - Un enfant qui pleure à table avec dans son assiette rien d'autre à manger qu'un ballon de foot. Cette peinture murale est apparue le 10 mai sur les murs d'une école de São Paulo, rapporte l'édition américaine de **Slate**. Et depuis, l'œuvre de l'artiste de *street art* Paulo Ito a été partagée plus de 50 000 fois rien que sur Facebook. Cela fait près d'un an que la ville de São Paulo est le siège de nombreuses manifestations contre les dépenses du gouvernement pour la Coupe du monde. Le coût de l'organisation vient d'atteindre 11 milliards de dollars, une somme qui aurait pu être consacrée aux Brésiliens, assurent les manifestants. Interviewé par **Slate**, Paulo Ito explique la popularité de son œuvre : "Les gens avaient l'impression [que l'argent n'est pas utilisé à bon escient] et l'image n'a fait que retranscrire cela."

4000

milliards de dollars, c'est le montant du contrat gazier signé le 21 mai entre la Chine et la Russie. Conclu pour trente ans, il prévoit la livraison annuelle de 38 milliards de mètres cubes de gaz à la Chine, premier consommateur d'énergie au monde. Pour les experts occidentaux cités par le quotidien économique russe **RBC Daily**, il s'agit d'un "triomphe politique pour Poutine".

rétablir ses pages après l'attaque grâce à l'aide des internautes cubains. "Bloquer 14ymedio, voilà une stratégie stérile si l'objectif est de nous faire taire : l'interdit, il n'y a rien de plus séduisant", écrivait la rédaction du journal à l'issue de sa première journée d'existence.

Corrida historique

ESPAGNE - "Vent de mort et orgie de sang", titrait **El Mundo** le 21 mai après la soirée dramatique qui s'est déroulée la veille dans les arènes de Madrid, lors de la San Isidro, la plus importante feria du monde. Trois toreros ont été blessés coup sur coup, dont l'un gravement. Les organisateurs ont été contraints de suspendre le spectacle. Un fait rarissime dans l'histoire de la corrida, la dernière suspension remontant à 1979.



AJUBEL, EL MUNDO, MADRID

Mort du général Jaruzelski

POLOGNE - Pour les uns, il était avant tout le dernier dictateur de la Pologne communiste et l'auteur de la loi martiale de 1981. Pour les autres, il était l'homme providentiel qui a sauvé le pays de l'intervention soviétique. "C'est aussi celui qui a organisé la table ronde avec l'opposition en 1989, ouvrant la voie à la transition démocratique", souligne le quotidien **Gazeta Wyborcza**. L'action politique du général aux lunettes noires, à la retraite politique depuis 1990, continue à susciter des controverses. "Il restera malgré tout une personnalité de premier plan dans l'histoire européenne", conclut le quotidien.



**ILS PARLENT
DE NOUS**

LUIS URÍA, correspondant du quotidien catalan **La Vanguardia**

La France, maillon faible de l'Europe

Après la claque des élections européennes, Manuel Valls peut-il encore sauver la gauche ?

Pour la gauche française, il est trop à droite. En Espagne, il est également jugé trop à droite, bien qu'il jouisse d'un capital de sympathie parce qu'il est catalan. Il n'est en poste que depuis deux mois seulement. Il n'a pas réussi à renverser la donne, mais on ne peut pas lui imputer la désaffection des électeurs (14 % pour le PS) : en France, depuis la réforme du quinquennat, le chef c'est le président. Aussi la marge de manœuvre de Manuel Valls est très réduite. C'est au président de redonner un cap au pays en engageant des réformes de fond et non de simples mesurètes.



DR

Est-ce la fin du modèle français face

Mariano Rajoy, chef du gouvernement espagnol, était aux côtés d'Angela Merkel au début, appartenant à la même famille idéologique. Mais quand François Hollande a été élu, l'Espagne a d'abord cru qu'il était possible de changer la donne en Europe, avec une force de proposition française capable de contrebalancer l'austérité allemande. On a cru en Espagne que la France pouvait changer le cap. Mais on a vite compris que cela ne marcherait pas. La bonne volonté de François Hollande ne suffit pas. Aujourd'hui, après l'échec de la gauche française aux européennes, François Hollande est encore plus affaibli et Angela Merkel encore plus forte.

Lire aussi pp. 12, 13, 14.



Vu d'ailleurs

présenté par **Christophe Moulin** avec **Eric Chol**

Vendredi à 23 h 10, samedi à 11 h 10, et dimanche à 14 h 10, 17 h 10 et 21 h 10.



Ibo Ogertman / LCI

L'actualité française vue de l'étranger chaque semaine avec **Courrier international**

Chen Youbao

Un destin sur le fil du rasoir

ILS FONT
L'ACTUALITÉ

En soixante ans de carrière, ce barbier a coiffé et rasé les plus illustres têtes chinoises, les grands dirigeants du parti, de Zhou Enlai à Deng Xiaoping.

— Global Times Pékin

Chen Youbao sait que, “pour réussir”, tout dirigeant politique chinois doit avoir les tempes bien dégagées.

“Je ne coupe jamais trop”, explique ce barbier chevronné, installé dans sa vieille boutique de Xi’an, dans la province du Shaanxi [nord du pays].

Barbier officiel de la pension d’Etat Diaoyutai, qui accueille les dignitaires étrangers durant leurs visites à Pékin, puis de l’ambassade de Chine à Moscou, ce sémillant octogénaire a joué des ciseaux et du rasoir sur les plus illustres têtes, de l’ancien Premier ministre Zhou Enlai à Deng Xiaoping [ex-numéro un].

“La plupart des responsables officiels préféraient les cheveux lisses tirés en arrière et ils ne se teignaient pas les cheveux”, dit-il à propos de ses anciens clients.

“Aujourd’hui, ils optent plutôt pour la raie sur le côté et ils se teignent les cheveux en noir”, ajoute-t-il.

D’après le barbier, la coiffure est un des éléments qui changent le moins dans l’apparence des responsables politiques.

Tiré à quatre épingles, avec ses chaussures cirées, Chen offre un contraste saisissant avec les 20 mètres carrés délabrés qu’il loue pour exercer ses talents. De l’extérieur, seule une pancarte témoigne de son passé prestigieux : “Boutique de l’ancien barbier de la pension d’Etat du ministère des Affaires étrangères”.

Né à Yangzhou, dans la province du Jiangsu [sud-est], Chen a commencé sa carrière adolescent et a décroché un travail dans une coopérative de coiffeurs de Xi’an.

Jeune et charismatique, il a été désigné pour travailler à la résidence d’Etat du ministère des Affaires étrangères en 1959.

A la fin de l’année, il a été de nouveau promu pour un – rare – poste à l’étranger à l’ambassade de Chine à Moscou, où il s’est occupé de clients distingués comme

↓ **Chen Youbao.**

Dessin de Cost pour Courrier international.



l’ancien Premier ministre Zhou Enlai, le président Liu Shaoqi ou Deng Xiaoping.

Une fois installés dans le fauteuil de Chen, les hommes les plus puissants de Chine redevenaient de simples clients venus pour un bon rafraîchissement.

“Ils étaient aussi sympathiques que des clients ordinaires, parfois même plus, et bavardaient volontiers pendant que je leur coupais les cheveux ou que je leur faisais la barbe”, se souvient Chen, qui n’hésite pas à régaler ses clients du récit de ses hauts faits.

“Un jour, en octobre 1961, j’ai coupé les cheveux du Premier ministre Zhou alors qu’il était en visite à Moscou pour le XXII^e Congrès du Parti communiste de l’Union soviétique. Il était de très bonne humeur et nous a fait chanter avec lui”, raconte Chen en montrant une photo de lui en compagnie du Premier ministre.

Il faut toutefois des nerfs d’acier pour appliquer une lame de rasoir sur la gorge des plus hauts camarades du Parti. Chen se souvient du jour où, ayant perdu son sang-froid, il avait écorché Liu Shaoqi [ancien président mort en détention en 1969] en le rasant. Ce dernier, comprenant que raser un homme d’Etat de son rang n’était pas chose facile, le rassura en déclarant que “ce n’[était] pas grave”.

La vie du barbier n’a pas toujours été aussi lisse que sa lame de rasoir.

Fatiguée d’élever seule leurs enfants à Xi’an, la femme de Chen insista pour qu’il quitte son travail au ministère en 1963. Le couple divorça. Chen n’évoque que brièvement ces années difficiles. Durant la Révolution culturelle (1966-1976), sa femme, rendue amère par le divorce, l’accusa de dénigrer ses illustres clients.

Résultat, Chen fut soumis à plusieurs séances d’autocritique difficiles et humilié dans les rues de Xi’an. Il dut ensuite suivre un programme de rééducation par le travail dans le comté de Yongshou, à une centaine de kilomètres de chez lui. Il ne toucha pas à un rasoir pendant un an.

— Li Ying

Publié le 22 avril



CONTROVERSE

Faut-il censurer Twitter ?

Le ministre de l'Intérieur espagnol veut poursuivre les auteurs faisant l'apologie du crime et de la haine raciale sur les réseaux sociaux.

NON

Une furie démagogique

—El Periódico de Catalunya
Barcelone

On n'a pas dû voir souvent un ministre parvenir à faire parler d'une poignée d'énergumènes sans intérêt, mais [le ministre de l'Intérieur espagnol] Jorge Fernández Díaz a réussi cet exploit. Il faudrait se demander à quel moment exactement et par quel tour de passe-passe l'assassinat d'une haute personnalité du Parti populaire (PP) [Isabel Carrasco] par une autre militante du PP est devenu un sujet de débat sur un réseau social, et pourquoi, alors que la polémique commençait à retomber, le ministre qui l'avait soulevée l'a ravivée en dénonçant un autre déferlement de tweets, antisémites, cette fois-ci. La question prend une autre dimension encore lorsque l'on considère les milliers de messages comportant des menaces, des provocations et des insultes racistes qui ont été publiés par le passé et sont restés jusqu'à présent royalement ignorés, sans que l'on comprenne très bien pourquoi on en condamne certains et pas d'autres. Il faudrait au moins reconnaître au ministre l'indubitable succès du débat qu'il a lancé et qui a été accueilli par ses fidèles avec un enthousiasme si débordant qu'il y a fort à parier que l'affaire n'en restera pas là. La furie démagogique a donné lieu à des arrestations non moins démagogiques d'individus qui ont moins de *followers* que de famille et qui n'auraient jamais rêvé d'un pareil instant de gloire. Car dans le pays officiel des expulsions et du travail au noir, il est pour le moins ironique que la polémique sur la teneur de quatre messages postés sur un réseau social devienne soudain une affaire d'Etat : le ministre qui se dit aujourd'hui scandalisé par des agitateurs anonymes aurait lui-même pu les combattre depuis longtemps en faisant appliquer la loi, sans avoir à faire un tel cinéma. En réalité, ce ne sont pas les insultes qui inquiètent le ministre et beaucoup de ceux qui sont complaisamment entrés dans son jeu, mais quelque chose de beaucoup plus évident : c'est le principe même de Twitter.

Comme chacun le sait, l'Etat a déjà la mainmise sur la majorité des titres de presse écrite et des chaînes de télévision, et la dernière île qu'il n'a pas encore conquise est

Internet. L'anecdote de quatre messages injurieux a été montée en épingle dans le vain espoir de contrôler la dernière arme puissante qui reste aux sans défense : la parole. La liste des gouvernements obsédés par les réseaux sociaux comporte des pays aussi peu reluisants que le Venezuela, la Chine, la Turquie, Cuba ou la Corée du Nord, pour la simple et bonne raison que Twitter n'est pas un outil de propagation de la haine, comme on voudrait nous le faire croire, mais de la liberté. Nous ne savons pas si l'Espagne envisage de rejoindre ce club douteux, mais elle serait bien avisée de se souvenir que l'on ne peut pas se battre contre les réseaux sociaux. Oui, Internet est un foyer de critique et même de révolution, et c'est pour cela que, dans tous les coins de la Terre, il menace par défaut le statu quo : sans Twitter, ni le "printemps arabe" ni le processus d'indépendance de la Catalogne n'auraient vu le jour. Sous la mascarade dûment théâtralisée des insultes se cache le véritable mal-être de ceux qui nous gouvernent : Twitter est incontrôlable et imprévisible. Qu'ils ne viennent pas nous embobiner.

—Ernest Folch
Publié le 22 mai

OUI

Préserver la convivialité

—La Vanguardia Barcelone

Maintenant je comprends Hitler et sa haine des Juifs." "Les Juifs à la chambre à gaz." Ce sont là deux extraits de tweets publiés sur la Toile au lendemain de la défaite du Real Madrid face au Maccabi de Tel-Aviv, le 18 mai. Près de 18 000 autres messages antisémites de cet acabit ont circulé sur Twitter. Les messages motivés par la haine ne sont pas une nouveauté sur les réseaux sociaux. Selon certaines sources policières, ils constitueraient 1 % de l'ensemble du trafic. D'aucuns pourraient trouver ce pourcentage insignifiant, mais nous ne pouvons ignorer qu'il représente un nombre considérable d'échanges. Et nous ne pouvons pas non plus ignorer que beaucoup trop d'individus croient pouvoir distiller des injures sur Internet en toute impunité.

Et de fait, ils s'en tiraient à bon compte – du moins, jusqu'à présent. Car le 20 mai, douze associations de la communauté juive

de Catalogne ont porté plainte auprès du parquet de Barcelone contre cinq utilisateurs identifiés nommément parmi les auteurs de ces 18 000 messages. Reste bien entendu à voir quelles suites judiciaires pourront être données à ces plaintes. Mais il se pourrait qu'elles marquent un point d'inflexion.

La quantité faramineuse de messages qui circulent chaque jour sur les réseaux sociaux, la vitesse à laquelle ils sont effacés et la difficulté à les contrer sont autant de facteurs qui ont contribué à créer un sentiment d'impunité parmi ceux qui utilisent ce média pour propager la xénophobie ou appeler au meurtre. Les agressions verbales que l'on trouve intolérables dans d'autres cercles sociaux semblent avoir droit de cité sur Internet, souvent protégées sous le couvert de l'anonymat. Cela n'a aucun sens. Les attitudes injurieuses, les atteintes à l'honneur d'autrui, les flèches empoisonnées de haine sont aussi indésirables sur les réseaux que dans tout autre milieu. On ne peut tenir impunément sur Internet des propos passibles de poursuites lorsqu'ils sont proférés dans la rue, dans un journal, un meeting, un film ou un livre.

La première solution à ce problème, et la plus souhaitable, passe par l'autodiscipline des auteurs de ce type de contenus. Il ne s'agit ni d'interdire ni de censurer ni de réprimer, mais de préserver la convivialité. A cette fin, il convient de modérer les messages et d'éliminer ceux qui comportent des incitations à la haine. Ce qui, comme nous le disions, pourrait être laissé à l'initiative de ceux qui seraient tentés de les diffuser. Mais si cette autorégulation échoue, il faudra prendre d'autres mesures : d'abord, appliquer le Code pénal ; ensuite, adapter la législation à une réalité qui évolue à vitesse grand V. Et parallèlement, exiger

des opérateurs – de Twitter dans ce cas précis – qu'ils prennent leurs responsabilités. Un réseau social n'est pas un phénomène naturel au comportement imprévisible. C'est une création humaine, avec des noms et des patronymes, avec une structure d'entreprise qui génère des bénéfices considérables. Il est inacceptable que ces entreprises détournent le regard lorsque leurs ondes sont utilisées pour fomenter la haine. L'objectif n'est pas de restreindre la liberté de ses utilisateurs mais d'éviter, au nom précisément de cette liberté, que l'on y attente en toute impunité. —

Publié le 21 mai 2014

Contexte

●●● Plusieurs messages injurieux ont été publiés sur Twitter et Facebook après le meurtre, le 12 mai, d'Isabel Carrasco, présidente du León et chef du Parti populaire de la région. Le ministre de l'Intérieur a ordonné l'ouverture d'une enquête et affiché sa volonté de "nettoyer les réseaux sociaux des indésirables". Deux personnes ont été arrêtées. Plusieurs voix se sont alors élevées pour dénoncer une tentative de manipulation du gouvernement limitant la liberté d'expression, et s'opposer à toute chasse aux sorcières sur Twitter et Facebook. La polémique a resurgi quelques jours plus tard, lorsque la victoire du Maccabi Tel-Aviv face au Real Madrid en Euroleague de basket, le 18 mai, a entraîné une vague de tweets antisémites.

“ Je l'ai appris sur Un Monde d'Info ”

du lundi au vendredi à 16h15 et 21h45

avec



Vivons bien informés.

d'un
continent
à l'autre.

europa

France	16
Asie	18
Amériques.....	22
Moyen-Orient.....	24
Afrique.....	28



Union européenne. Le prix de la crise



FOCUS

La montée des populistes europhobes complique le projet européen. Tout dépendra du jeu des alliances bruxelloises, estime *El País*. *L'Espresso* note que le triomphe de Marine Le Pen éloigne dangereusement Paris de Berlin. Enfin, la désignation du président de la Commission, second volet de cet épisode électoral, pourrait générer un conflit entre les États et le Parlement, selon *Focus*.



↳ "L'Europe enfin unie" "A bas l'Europe". Dessin de Tom paru dans *Trouw*, Amsterdam.

—El País Madrid

Emergeant de la crise qui marquera ce début de siècle, l'Europe a ressorti le 25 mai un vieux squelette de l'armoire en offrant une ascension fulgurante aux partis radicaux de plusieurs pays. Au final toutefois, elle octroie la victoire au démocrate chrétien Jean-Claude Juncker, avec une avance très courte, et une large majorité aux forces pro-européennes. C'est une victoire à l'arraché pour le Luxembourgeois et son programme d'austérité et de réformes, auquel il promet aujourd'hui d'ajouter un versant social. Le Parti populaire européen, qui dominait très nettement les institutions européennes depuis une quinzaine d'années, se trouve aujourd'hui ébranlé par la Grande Récession et perd plusieurs dizaines de sièges ; pour autant, les conservateurs restent la première force au Parlement malgré les effets dévastateurs de cette crise, qui avait jusqu'à présent balayé des gouvernements de toutes les couleurs, presque sans exception. L'hémicycle communautaire échappe donc à cette centrifugeuse politique, mais pas à d'autres remous des plus dangereux : avec pour figure de proue le Front national français, et une large implantation du nord au sud (au Danemark et en Finlande, mais aussi en Grèce et en Italie) et d'est en ouest (Hongrie, Allemagne, Royaume-Uni), les populistes confirment la forte montée que leur prédisaient les sondages et entendent bien compliquer la gouvernabilité du projet européen – voire aussi celle des pays où ils obtiennent les meilleurs résultats.

Autre grand danger, l'abstention s'est révélée moins brutale qu'on ne le redoutait : elle atteint des taux élevés, mais moins que l'annonçaient les sondages. La participation globale atteint 43,1 % et enregistre une légère progression, du jamais-vu depuis 1979.

Pourtant, ni la poussée spectaculaire des extrêmes droites ni l'abstention ne ternissent la courte victoire de Juncker, pas plus qu'elles n'atténuent le goût amer qui reste dans la bouche de leurs opposants : les élections sont toujours une sorte de tribunal en dernier ressort, et les électeurs ont laissé le social-démocrate allemand Martin Schulz loin derrière son adversaire conservateur. La gauche continue donc sa traversée du désert.

Voilà pour le bilan du duel Juncker-Schulz. Mais sur un plan plus large, c'est un autre tableau que révèle l'ensemble des résultats : le bloc des gauches (sociaux-démocrates, gauche radicale et Verts) cumule une certaine avance sur le centre droit (PPE et autres formations conservatrices), avec des libéraux à mi-chemin entre ces deux grands blocs et des populistes en forte progression, en particulier en France, en Italie et au Royaume-Uni. "Cette montée de l'europhobie est un crève-cœur, c'est le signe d'une dépression politique qui couve", se désolait dimanche soir un haut fonctionnaire européen. Au-delà des progrès du FN,

"La progression des europhobes montre un degré d'incertitude élevé"

de l'Ukip et consorts (progrès qui ne remettent nullement en cause la majorité pro-européenne), la répartition du pouvoir au Parlement reste très ouverte et dépendra de l'habituel jeu des alliances bruxelloises. Avec la forte probabilité de voir s'imposer une grande coalition à l'allemande.

Derrière les conservateurs (214 sièges, qui leur permettent de proposer leur candidat, Juncker, à la présidence de la Commission) et les socialistes, qui perdent des sièges par rapport à 2009 (189), les libéraux ont sauvé les meubles (avec 66 députés), les Verts reculent légèrement (52) et la gauche radicale gagne du terrain (à 42 sièges). Mais les européennes ne sont pas des élections comme les autres : dans les semaines qui suivent le scrutin, on assiste toujours à un jeu de chaises musicales qui peut étoffer ou appauvrir les rangs des principaux groupes parlementaires.

Le verdict des urnes laisse encore quelques inconnues. Le bipartisme a certes du plomb dans l'aile, mais il ne s'est pas effondré : que ce soit Juncker ou Schulz, le futur président de la Commission devra trouver des alliés ou des partenaires pour gouverner, mais leurs deux grands partis, toujours incontournables, totalisent malgré la tournante quelque 55 % des voix. Attention, toutefois : si la politique est le moyen pour une société de gérer l'incertitude, la progression des europhobes est une secousse de taille

↳ Dessin de Mayk paru dans *Sydsvenskan, Malmö.*

qui montre que le degré d'incertitude en Europe reste élevé. Les extrêmes cumulent un peu plus de 20 % des voix dans l'Union, avec des scores plus remarquables encore dans de nombreux pays. Le populisme, proposant des remèdes simples à des problèmes compliqués, le doigt sur la gâchette de son terrible arsenal anti-immigration, s'impose aujourd'hui avec une agressivité qui marquera l'ordre du jour politique des années à venir. Il y a de l'écho dans l'Histoire, rappelle un diplomate : comme l'a montré le xx^e siècle européen, les grandes crises, quand elles sont combattues au moyen de certaines recettes économiques, "poussent la démocratie à se retourner contre la démocratie".

— **Claudi Pérez**
Publié le 25 mai

Marine Le Pen a tué l'axe franco-allemand

Vu d'Italie. Le triomphe du FN éloigne Paris de Berlin, qui se pose quasiment en seul garant de la stabilité de l'Europe. Et cela au moment où les électeurs indiquent qu'une refonte de l'Union est nécessaire.



— **L'Espresso Rome**

L'axe franco-allemand, autour duquel s'est articulée la construction si laborieuse de l'Europe, a vécu – tout au moins dans l'esprit des électeurs. Les deux peuples, ennemis héréditaires réconciliés autour du rêve d'un continent unifié par une institution supranationale, font aujourd'hui un choix opposé et retentissant. Les Allemands confirment leur confiance à l'endroit d'Angela Merkel et récompensent également les autres acteurs (les sociaux-démocrates) d'une grande coalition qui est gage de stabilité interne et qui ne souhaite pas s'écarter sensiblement de la politique de rigueur que l'Allemagne a imposée, en premier lieu aux pays du sud de l'Europe, moins vertueux dans la gestion de leurs comptes.

La France a vu le triomphe du Front national. Avec 25 % des suffrages, un chiffre qui dépasse des prévisions déjà optimistes, le parti nationaliste et xénophobe de Marine Le Pen, qui prévoit explicitement dans son programme l'implosion des institutions communautaires, termine devant la droite traditionnelle (l'UMP, le parti de Nicolas Sarkozy) et humilie les socialistes de François Hollande, qui enregistrent une défaite cuisante (14 %). Le président a convoqué ce [lundi] matin une réunion de crise à l'Élysée : mais aucune table ronde ne pourra changer le cours des événements, qui condamne la France à une dérive qui l'éloigne de l'Allemagne.

Ces résultats isolent un peu plus Berlin de Paris, mais aussi de l'ensemble du continent, car le message des électeurs est clair entre, d'un côté, une Allemagne florissante et satisfaite qui, forte d'une économie en plein essor, renouvelle sa confiance dans la dialectique électorale habituelle qui oppose ses formations historiques et, de l'autre, le reste de l'Europe, qui se lamente d'une hégémonie ressentie comme abusive.

Cela vaut au moins pour le Portugal et la Grèce, qui ont subi le plus durement les effets de la crise économique et des directives de la troïka, et qui ont choisi de récompenser la gauche : les socialistes arrivent largement en tête à Lisbonne et la gauche radicale d'Alexis Tsipras devient le premier parti d'Athènes, avec un résultat avoisinant les 30 %.

Et cela vaut aussi pour les autres pays moins durement touchés par les privations découlant de la crise financière. En Autriche, la droite nationaliste améliore son score de 6 points, à 19 %. Le front eurosceptique gagne également du terrain au Danemark et engrange un joli résultat au Royaume-Uni, où l'Ukip de Nigel Farage vole des voix aux travaillistes et aux conservateurs. L'inquiétant cas de la Hongrie, qui voit le Premier

Les eurosceptiques pourront paralyser les institutions s'ils parviennent à s'entendre

ministre bruxello-sceptique Viktor Orbán recueillir la majorité absolue et les extrémistes antisémites du Jobbik se hisser à la deuxième place, mérite une analyse à part.

A l'exception du cas sidérant de la Slovaquie, où seuls 17 % des électeurs ont fait le déplacement dans les bureaux de vote, la crainte d'une abstention massive n'a pas été confirmée : 43,11 % des électeurs sont allés voter, contre 43 % en 2009. C'est la confirmation que les électeurs ont eu l'intuition que ce scrutin pouvait marquer un tournant.

Au bout du compte, le Parti populaire européen deviendrait la première formation politique du nouveau Parlement européen. Son candidat, le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker, revendique d'ores et déjà la présidence de la Commission européenne. Il n'aura d'autre choix que de former une "grande coalition" à l'italienne (ou à l'allemande) avec les socialistes et les démocrates de Martin Schulz pour faire face aux formations eurosceptiques, qui devraient remporter quelque 130 sièges : un chiffre certes inférieur au raz-de-marée attendu de plus de 200 sièges, mais néanmoins colossal, qui leur permettra de paralyser les institutions communautaires, s'ils parviennent à s'entendre – ce qui reste à démontrer.

Ce scrutin appelle une refonte de l'Europe. C'est comme si les motifs qui prévalaient sur les échiquiers géopolitiques d'autrefois prenaient leur revanche sur le rêve plus récent d'un continent soudé dans une paix durable. L'isolationnisme britannique, qui n'a jamais faibli, reprend de la vigueur ; les rives du Rhin, ce fleuve qui marque en quelque sorte la frontière entre la France et l'Allemagne, s'écartent l'une de l'autre ; des pays échaudés par la dissolution excessive de leur identité dans une institution étrangère opèrent un repli sur leurs intérêts nationaux ; et des forces indépendantistes s'affirment, réclamant une capitale face à l'Etat central (les Catalans avec Barcelone, par exemple).

Autant de tendances qui appellent une réponse de la part d'une Europe qui souhaite continuer sur le même chemin. Mais à un rythme différent.

— **Gigi Riva**
Paru le 26 mai 2014

A la une



DANEMARK

"Poussée énorme du DF" (Dansk Folkeparti, Parti du peuple, extrême droite, 27%). Morten Messerschmidt, tête de liste du DF, dans l'enceinte du Parlement danois. **Berlingske**, Copenhague



ROYAUME-UNI

"L'Ukip jubile et l'Europe bascule à droite." Marine Le Pen, "figure de proue du virage à droite au Parlement européen". **The Times**, Londres



GRÈCE

"Première fois pour la gauche", titre le quotidien après la victoire du parti de la gauche radicale Syriza, avec 26 à 28 % des voix. **Eleftherotypia**, Athènes



ROUMANIE

"Elections européennes : grande enseigne, peu d'affluence". **Jurnalul National**, Bucarest

Royaume-Uni

La tempête Ukip

●●● "Nigel Farage avait promis un séisme politique, et il a tenu sa promesse", note l'universitaire Matthew Goodman dans **The Guardian**. L'Ukip, le parti britannique europhobe et anti-immigration, est arrivé en tête des européennes avec 27,5 % des voix, suivi par les travaillistes (25 %) et les conservateurs (24 %). "Ceux qui continuent de dire que le phénomène Ukip n'est qu'une tempête dans un verre d'eau sous-estiment l'importance de la colère des électeurs travailleurs laissés pour compte. Depuis longtemps, ces gens sont inquiets face à ce qu'ils perçoivent comme une menace pour leur identité, leurs valeurs et leur mode de vie : que ce soit en provenance des immigrants, des eurocrates non élus de Bruxelles ou des élites lointaines de Westminster. On a essayé de ridiculiser Farage et de le chasser de notre paysage politique. Cette approche a misérablement échoué. Il est temps d'ouvrir un débat sérieux sur les racines de cette révolte grandissante."



↓ François Hollande, Angela Merkel et David Cameron.
 “Et la présidence de la Commission est décernée à...”
 Dessin d’Oliver paru dans *Der Standard*, Vienne.

Vers un conflit entre les Etats et le Parlement ?

Qui va emporter la présidence de la Commission, le conservateur Jean-Claude Juncker, ou le social-démocrate Martin Schulz ? A moins qu’un troisième homme ne sorte du chapeau des chefs d’Etat et de gouvernement...

— **Focus** (extraits) Munich

Mordant, le message de Sigmar Gabriel était directement adressé à la chancelière, Angela Merkel. Le chef des sociaux-démocrates allemands (SPD) y dénonçait “la plus grande escroquerie de l’histoire européenne” si, au lendemain des élections, le prochain président de la Commission européenne

n’était pas l’un des deux candidats tête de liste. “Il arrive que les chefs d’Etat et de gouvernement européens soient tentés de placer des personnalités effacées à la tête de la Commission pour paraître plus puissants”, pouvait-on lire.

Le danger, que tente de conjurer le chef du SPD, est bien réel. A en croire les derniers sondages, ni le candidat conservateur Jean-Claude Juncker, ni son

rival social-démocrate Martin Schulz, n’avait de chances d’être nommé à la tête de la Commission européenne sitôt après les élections. Aucune majorité claire pour l’un ou l’autre ne semblait en effet se dessiner au Parlement européen. Angela Merkel et les autres chefs d’Etat pourraient donc décider eux-mêmes et imposer leur candidat. D’après un ministre conservateur expérimenté, “il y a 50 % de chances” qu’aucun des deux candidats têtes de liste ne soit finalement désigné.

Au cas où ni Juncker, ni Schulz ne remporterait la présidence, les noms de Christine Lagarde, patronne du Fonds monétaire international (FMI), et d’Enda Kenny, Premier ministre irlandais, circulent à Bruxelles. Ce dernier est le favori du chef de gouvernement britannique, David Cameron, qui ne veut entendre parler ni de Jean-Claude Juncker, ni de Martin Schulz.

Toutefois, cela provoquerait de vives tensions à Berlin et dans la coalition gouvernementale, car le

“J’attends de la chancelière qu’elle mette fin aux magouilles.”

SPD tient à respecter la volonté du suffrage universel. “C’est très simple : celui qui obtient la majorité des voix au Parlement devient le président de la Commission, martèle Yasmin Fahimi, secrétaire générale du SPD. J’attends de la chancelière qu’elle mette fin aux magouilles de coulisses. Les chefs d’Etat et de gouvernement ne doivent pas faire obstacle au vote des citoyens.”

Les enjeux sont considérables, le poste de président de la Commission n’étant pas le seul à pourvoir à Bruxelles. Les sièges du président du Conseil, du haut représentant pour les Affaires étrangères et du président du Parlement sont eux aussi vacants. Là encore, il va falloir choisir en fonction de critères complexes : gauche, droite, Nord, Sud, grand, petit, homme, femme, etc.

Angela Merkel se trouve au centre de ce petit jeu. La chancelière a prévu une longue période de négociations avec ses homologues européens après le vote. “Il n’y a pas d’automatisme, mais il y a des règles”, rappelle la chancelière. Même avec l’aide des libéraux et des Verts, Martin Schulz pourrait être dans l’impossibilité de former une majorité. Le soutien de l’extrême gauche pourrait lui apporter les voix manquantes. Voilà pourquoi le secrétaire général de la CSU, parti conservateur de Bavière, Andreas Scheuer, lui demande d’être clair : “De même que le PPE [droite] ne doit pas s’allier avec les populistes de droite, les sociaux-démocrates ne doivent pas pencher plus à gauche.” Par ailleurs, Martin Schulz peut-il vraiment en appeler au Parti travailliste britannique, qui ne le reconnaît pas comme tête de liste ? Quant aux conservateurs, peuvent-ils réellement s’appuyer sur les voix du parti de Silvio Berlusconi, qui a fait campagne contre l’Europe en Italie ?

“Nous nous dirigeons vers un grave conflit institutionnel, prévient Kurt Lauk, président du Conseil économique de la CDU à Bruxelles. Le Parlement dira qu’il a un candidat avec une majorité, et le Conseil européen lui répondra qu’il n’est pas obligé de l’accepter. C’est le Conseil qui donne sa légitimité au

président de la Commission.” Cette rivalité entre le Parlement et le Conseil est “inscrite dans le traité de Lisbonne”, explique Kurt Lauk. Elle éclatera pour la première fois au grand jour et pourrait nuire à l’équilibre de la coalition gouvernementale de Berlin.

Pour sortir de cette crise, il serait possible de former une grande coalition informelle au Parlement européen. Ainsi, si le candidat des conservateurs, Jean-Claude Juncker, était désigné à la présidence de la Commission, le social-démocrate, Martin Schulz, pourrait se voir attribuer la présidence du Parlement. Il pourrait aussi être nommé commissaire européen et vice-président de la Commission. Il paraît qu’Angela Merkel serait d’accord.

— **M. Van Ackeren, D. Goffart, H.-J. Moritz, A. Niesmann, T. Röhl**

Publié le 19 mai



Vu d'Autriche

Merkel contre Bruxelles

● **Angela Merkel veut à tout prix empêcher que le social-démocrate allemand Martin Schulz ne devienne président de la Commission, note Kurier. Mais la candidature du Luxembourgeois Jean-Claude Juncker pour le parti conservateur PPE n’agrée pas non plus à la chancelière. D’ailleurs, explique le quotidien autrichien de centre droit, les affiches de campagne de la CDU, le Parti conservateur allemand, mettaient en avant “la chancelière experte en crise”, et Juncker n’y apparaissait même pas. Somme toute, les deux candidats apparaissent comme trop forts aux yeux d’Angela Merkel qui souhaite “une Bruxelles faible”. La chancelière va donc tout faire pour que les chefs d’Etat et de gouvernement élisent le président de la Commission de manière autonome, conclut Kurier.**



france culture C'EST POUR VOUS

LES ENJEUX INTERNATIONAUX

THIERRY GARCIN ET ÉRIC LAURENT DU LUNDI AU VENDREDI / 6H46 - 7H

DANS LES MATINS DE FRANCE CULTURE

en partenariat avec **Courrier international**

franceculture.fr

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE AUX CÔTÉS DES ENTREPRENEURS DEPUIS 150 ANS



ÉMILIE, VÉRONIQUE, ASTRID ET ALINE TRAVAILLENT POUR LA MARQUE DE PRÊT-A-PORTER ANATOPIK. GRÂCE À LEUR TALENT CRÉATIF ET AU SITE DE VENTE EN LIGNE DÉVELOPPÉ AVEC SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, LEURS MODÈLES SONT DISTRIBUÉS PARTOUT EN FRANCE COMME À L'ÉTRANGER.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE A ACCOMPAGNÉ 8500 ENTREPRISES E-COMMERCE EN 2013.

SOCIETEGENERALE.COM/150ANS

DEVELOPPONS ENSEMBLE
L'ESPRIT D'EQUIPE  SOCIÉTÉ GÉNÉRALE





france

Quelques-unes des figures de proue de l'élite féminine viennent de subir des revers cuisants. En des circonstances similaires, réserverait-on un tel sort à des hommes qui occuperaient les mêmes fonctions ?



Société. Sale temps pour les femmes de pouvoir

↳ Dessin de Boligán paru dans *El Universal*, Mexico.

—The Independent
Londres

En France, les femmes puissantes viennent de vivre une semaine difficile. La première directrice du journal *Le Monde* [édité par le groupe *Le Monde*, propriétaire de *Courrier international*] a été remerciée. La directrice du musée Picasso a été révoquée. Quant à Ségolène Royal, 60 ans, ministre de l'Environnement et ancienne candidate à la présidence, elle a été obligée de retirer des remarques qu'elles avaient faites sur ses collègues du ministère, qu'elle jugeait sexistes et arrogants. Parallèlement, la cadre dirigeante la plus brillante de France, Anne Lauvergeon, 54 ans, surnommée "Atomic Anne", ancienne PDG du groupe nucléaire public Areva, a été éreintée par la Cour des comptes.

Pionnières. Faut-il y voir une simple coïncidence ? Ou s'en prend-on à elles parce qu'elles sont des femmes ?

Dans le cas de la directrice du *Monde*, Natalie Nougayrède, 47 ans, et de celle du musée Picasso, Anne Baldassari, 59 ans, on a entendu les mêmes sempiternelles critiques : "Chefaillon autoritaire avec qui il est impossible de travailler, incapable de déléguer..."

Les femmes commencent seulement à accéder aux hauts postes dans la société française. Les pionnières semblent payer le prix habituellement réservé à ceux qui sont les premiers à prendre une citadelle âprement défendue.

Florence Montreynaud, militante féministe et écrivaine très en vue, a expliqué à *The Independent* : "Ces événements n'ont rien d'une coïncidence. Ils sont révélateurs de ce qu'est la France."

"Il est encore très difficile pour une femme de se faire accepter à un poste de pouvoir dans ce pays, reprend-elle. Ce n'est peut-être pas toujours facile pour les femmes ailleurs dans le monde, mais c'est très, très difficile en France. Ici, si un homme a une forte personnalité, poursuit-elle, les

gens disent : 'Il sait ce qu'il veut'. Si une femme a une forte personnalité, ils disent : 'Elle est compliquée, on ne peut pas travailler avec elle'."

Une femme politique socialiste qui tient à garder l'anonymat explique que les comportements machistes restent la règle dans le monde politique français, même à gauche.

"Si un homme se trompe, il est un mauvais politique ou un mauvais dirigeant d'entreprise, explique-t-elle. Si une femme se trompe, c'est elle l'erreur. Elle n'aurait jamais dû être nommée à ce poste."

"Je pense que pour une part le problème est lié au fait - et cela pourrait expliquer la mauvaise presse de Royal et sa faible cote dans les sondages - que ces préjugés poussent parfois les femmes à réagir de façon excessive et les rendent hypersensibles", note-t-elle.

Et d'ajouter : "Elles survivent tant bien que mal dans un monde d'hommes, si bien qu'elles ne peuvent pas déployer les qualités plus douces, plus consensuelles, que les femmes pourraient apporter à l'entreprise et au milieu politique."

Les femmes d'influence sont souvent appelées par leur prénom

Une journaliste du *Monde* est d'un tout autre avis. "Natalie Nougayrède a été désignée à la tête du journal par la société des rédacteurs, parce qu'on avait le sentiment qu'il était temps de donner sa chance à une femme, commente-t-elle. Elle a échoué parce qu'elle n'a pas su rallier les journalistes. [...] Y avait-il des résistances dues au fait qu'elle était une femme ? Non. Elle n'était juste pas faite pour ce travail."

Florence Montreynaud, fondatrice de l'association féministe Les Chiennes de garde, estime qu'en un sens ces pertes dans l'"état-major" féminin sont un bon signe.

"Si les femmes à de hauts postes sont jugées comme les hommes, rien à redire, fait-elle valoir. Et que quelqu'un comme Anne Lauvergeon

doive rendre des comptes sur sa gestion financière, c'est normal."

"Cela s'inscrit dans la logique de ce que nous revendiquons depuis quarante ans - le fait que les femmes soient 'des hommes comme les autres'", souligne-t-elle.

Machos. Cela étant, Montreynaud estime que la France, plus que d'autres pays, a du mal à accepter l'idée qu'il y ait des "femmes puissantes".

"Vous avez remarqué qu'en France les femmes d'influence sont appelées par leur prénom ? observe-t-elle. C'est toujours Ségolène, et non M^{me} Royal. Atomic Anne et non M^{me} Lauvergeon. Dans toute une page d'articles du *Monde* sur son départ, M^{me} Nougayrède était systématiquement appelée Natalie. Je trouve ça détestable. C'est une manière de diminuer les gens, de les infantiliser."

"Ce qui est très difficile en France pour une femme, c'est d'être à la fois puissante et féminine. Elles doivent s'habiller comme des hommes, porter des tailleurs sévères, avoir les cheveux courts, si elles veulent commencer à se faire accepter. Christine Lagarde (l'ancienne ministre des Finances, aujourd'hui à la tête du FMI) en est un bon exemple, conclut-elle, et n'y voyez pas de ma part une critique de M^{me} Lagarde. Pas du tout."

Le président François Hollande a tenu à ce que la moitié de ses ministres soient des femmes. Ce qui inciterait plutôt les hommes politiques machos de la droite française à se lâcher.

Quand Cécile Duflot, l'ancienne ministre du Logement, est apparue à l'Assemblée nationale vêtue d'une robe d'été [à fleurs] bleu et blanc, tout à fait décente, elle a été sifflée et huée. Une autre ministre, toujours à l'Assemblée, a été interrompue par un député qui faisait la poule et gloussait. Cette femme politique, une socialiste, a déclaré : "C'est difficile pour certains hommes français. Mais le monde change, que cela leur plaise ou non."

—John Lichfield
Publié le 19 mai

france culture
C'EST POUR VOUS

AFFAIRES ETRANGÈRES

CHRISTINE OCKRENT ET LES MEILLEURS EXPERTS NOUS RACONTENT LE MONDE
CHAQUE SAMEDI, 12H45-13H30

en partenariat avec

Courrier international

franceculture.fr

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE AUX CÔTÉS DES ENTREPRENEURS DEPUIS 150 ANS



FRÉDÉRIC, FLORENCE, PASCAL, DOMINIQUE ET LUCIA TRAVAILLENT CHEZ LE TRAITEUR HAUT DE GAMME ERISAY RÉCEPTIONS. LEUR SOUCI DU DÉTAIL ET LE FINANCEMENT PAR SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'UN ATELIER ULTRA MODERNE ONT PERMIS À CETTE PME FAMILIALE D'ÊTRE AUJOURD'HUI LE 6^{ÈME} TRAITEUR DE FRANCE.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE A FINANCÉ 43 000 PROJETS D'ENTREPRISES EN 2013.

SOCIETEGENERALE.COM/150ANS

DEVELOPPONS ENSEMBLE
L'ESPRIT D'ÉQUIPE  SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

DEPUIS
150
ANS



Thaïlande. L'armée impose son arbitrage

Le 26 mai, le général Prayuth a finalement été reconnu chef de la junte sur ordre du roi, âgé et malade. Son arrivée au pouvoir porte un coup d'arrêt à la lutte qui oppose la classe moyenne rurale à l'élite royaliste.



—The Diplomat Tokyo

J'ai décidé de prendre le pouvoir", a déclaré le 22 mai le chef de l'armée de terre en tapant du poing sur la table des négociations autour de laquelle il avait réuni les différentes factions politiques thaïlandaises. Le général Prayuth Chan-ocha était à bout de patience. Depuis le coup d'Etat militaire de 2006 qui a renversé Thaksin Shinawatra, alors Premier ministre populaire mais controversé, la Thaïlande attendait de retrouver un fonctionnement démocratique normal. Mais

les partisans de la démocratie électorale qui avaient porté Thaksin au pouvoir se sont heurtés aux royalistes appelant les élites traditionnelles à brider l'influence de l'ex-Premier ministre en exil.

Parallèlement à la lutte pour le pouvoir opposant des dirigeants qui plaçaient leurs pions pour préparer la succession du roi Bhumibol [âgé de 86 ans, le roi est sur le trône depuis 1946], c'est une bataille entre deux classes moyennes qui s'est jouée. Une classe moyenne émergente, issue des provinces, devant son ascension aux timides mesures redistributives du

gouvernement Thaksin et à un meilleur accès au marché, a affronté la classe moyenne traditionnelle de Bangkok qui, elle, doit son prestige et sa richesse à ses liens avec la monarchie et à plusieurs décennies de développement capitaliste dirigé par les royalistes.

Peu à peu, toutes les institutions ont été entraînées dans ce conflit politique. Le pouvoir judiciaire, notamment, a pris fait et cause pour les adversaires de Thaksin et a joué un rôle actif pour faire tomber les gouvernements proches de lui. L'ingérence des magistrats dans la vie politique a conduit les

✎ *Dessin de Chappatte paru dans l'International New York Times, Paris.*

partisans de Thaksin à lancer des accusations de partialité, alors même qu'ils perdaient confiance en l'Etat de droit. La judiciarisation de la Thaïlande, qui s'est récemment traduite par le limogeage de la Première ministre Yingluck Shinawatra [au pouvoir depuis 2011], sœur de Thaksin, par un arrêt de la Cour constitutionnelle, n'a rien fait pour aider le pays à sortir de l'impasse.

Prérogative. Dans ce contexte, la dernière intervention en date de l'armée apparaît comme un indicateur supplémentaire de la déliquescence de la démocratie thaïlandaise. Or, en proclamant la loi martiale dans l'ensemble du pays [le 20 mai], puis en orchestrant un véritable coup d'Etat [le 22 mai], le général Prayuth Chan-ocha, non content de porter un coup à la démocratie et aux libertés civiles, s'est également arrogé une prérogative royale. En effet, pour être appliquée dans tout le royaume, la loi martiale ne peut être promulguée que par proclamation royale. Ce n'est donc pas uniquement la démocratie thaïlandaise qui est menacée. A l'heure où le roi Bhumibol, malade, s'efface lentement de la scène politique, la couronne elle aussi est un enjeu des négociations.

Alors que les auteurs du putsch de 2006 bénéficiaient du soutien du roi, les soldats qui sont derrière la dernière intervention n'ont cherché aucune légitimation de la part du palais. [Le 26 mai, le général Prayuth Chan-ocha a finalement annoncé avoir été nommé chef de la junte par ordre royal.]

En fait, en court-circuitant le gouvernement provisoire du parti Phuea Thai [PPT, Pour la Thaïlande], proche de Thaksin, le général Prayuth pourrait même s'être aliéné un membre important de la famille royale : le prince héritier Vajiralongkorn, qui ne fait pas mystère de ses sympathies pour Thaksin. Si, dans le sillage du coup d'Etat, l'armée désigne unilatéralement un nouveau Premier ministre que les

partisans de Thaksin n'approuvent pas, une nouvelle escalade sera inévitable. Pourtant, on peut aussi interpréter la situation comme une occasion de négocier un nouveau contrat social, prélude à un remaniement radical des structures de l'Etat thaïlandais.

Alors que la santé du roi Bhumibol est de plus en plus précaire, son leadership charismatique ne sera bientôt plus une source de légitimité pour ceux qui ont prospéré sous son règne. Les élites royalistes, tout comme certains secteurs de l'armée et bon nombre de Bangkokiens de la classe moyenne, craignent de perdre leurs privilèges au bénéfice des masses rurales. Le prince héritier Vajiralongkorn ne suscitera sans doute pas le respect qui était acquis à son père. La monarchie ne pourra pas légitimer un développement capitaliste inégalitaire, qui ne bénéficie aux ruraux qu'au compte-gouttes. L'évolution des aspirations du peuple a d'ores et déjà porté les autorités à s'écarter progressivement des valeurs religieuses qui sous-tendaient le règne de Bhumibol. Confrontée à ces changements tectoniques, la Thaïlande se trouve dans une position peu enviable, mais c'est là le propre des régimes qui ne tiennent qu'à un seul homme : à la mort du roi, l'avenir est aux mains des candidats à sa succession.

Alors la Thaïlande négocie. Les conservateurs doivent admettre les aspirations légitimes de mobilité sociale des classes moyennes émergentes. Le camp adverse doit comprendre que les élites traditionnelles redoutent de perdre leur représentation politique. Si la Thaïlande parvient à bien négocier, si elle évite de nouvelles effusions de sang, elle sera bientôt en position d'amorcer une transformation positive. Si elle échoue, les conséquences seront désastreuses.

—Serhat Ünalđı*
Publié le 23 mai

* Directeur de projet de la Fondation Bertelsmann, diplômé de l'université Humboldt, à Berlin.

PARTOUT AILLEURS ERIC VALMIR
LE VENDREDI À 19H20

en partenariat avec Courrier international

france inter LA VOIX EST LIBRE
franceinter.fr



TAXITOYEN

HORIZON

Des taxis dédiés au transport
de personnes à mobilité réduite.

Afin que le taxi soit accessible à tous, nous avons créé "Horizon", notre service de taxis parisiens dédié aux personnes à mobilité réduite. Nous disposons donc de véhicules spécialement équipés, conduits par des chauffeurs formés et attentionnés, ainsi que des télé-conseillers dédiés pour répondre aux demandes particulières de cette clientèle.

TAXIS G7  **3607**
  **TAXISG7.FR**

UNE FILIALE DU
GROUPE 

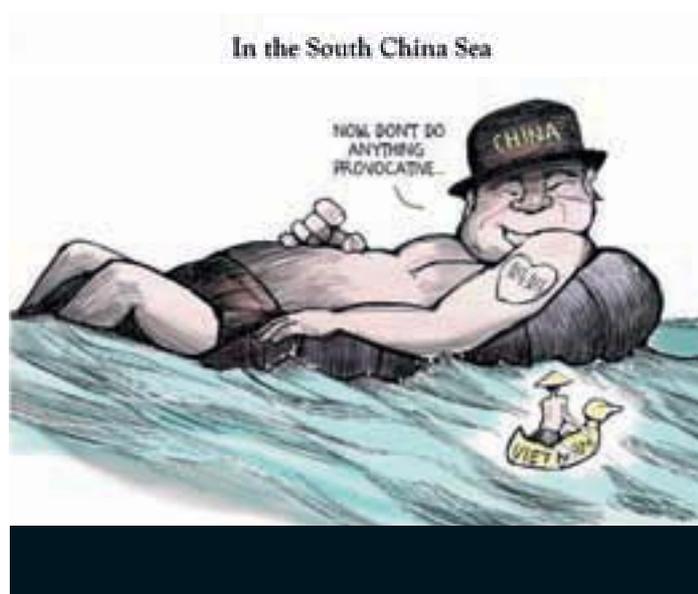
TAXIS G7

Pour vous, nous avançons

MER DE CHINE

Pour Pékin, les fronts se multiplient

La montée des conflits territoriaux dans la région est due, selon un périodique de Hong Kong, à la tournée d'Obama en Asie. Car la Chine y rencontre désormais une plus forte résistance.



—Yazhou Zhoukan
Hong Kong

Le 29 avril, le président des Etats-Unis, Barack Obama, achevait sa tournée dans quatre pays d'Asie. Dans un discours prononcé dans un camp militaire de Manille, il a fermement mis en garde la Chine contre toute tentative de résolution par la force des litiges territoriaux. Rappelant qu'un traité de défense mutuelle prévoit clairement qu'en cas d'attaque militaire des Philippines les Etats-Unis interviendront pour les protéger, il a affirmé sa "volonté de fer" de tenir cet engagement. Lors de sa visite au Japon, il avait par ailleurs précisé que le traité de défense bilatéral unissant son pays au Japon couvrirait les îles Diaoyu [Senkaku en japonais].

Plateforme chinoise. Pour les observateurs spécialistes de l'Asie, il est clair que par ce voyage Barack Obama cherchait à jeter de l'huile sur le feu en mer de Chine orientale et méridionale. Fort de l'engagement américain, le Japon allait se montrer de plus en plus effronté sur le dossier des îles Diaoyu, tandis que, de leur côté, le Vietnam et les Philippines

allaient forcément s'enhardir en mer de Chine méridionale. Ainsi, alors que les propos d'Obama résonnaient encore aux oreilles de tous, des incidents éclataient entre le Vietnam et les Philippines en mer de Chine méridionale, où la situation s'est rapidement envenimée. D'abord avec le Vietnam : tout a commencé le 3 mai par un communiqué du Bureau chinois des affaires maritimes indiquant que la Cnooc [China National Offshore Oil Company, compagnie pétrolière chinoise de forage offshore] allait installer une plateforme dans la zone maritime de l'archipel chinois des Xisha [îles Paracel, revendiquées par le Vietnam] en vue de procéder à des sondages pendant trois mois. Durant cette période, les navires étrangers auraient interdiction d'approcher la plateforme pétrolière à moins de 4,8 kilomètres. Le 1^{er} mai, la Chine avait déjà envoyé sur place une importante flotte militaire. La position du ministère vietnamien des Affaires étrangères est que le Vietnam détient la souveraineté sur les îles Paracel et Spratly [Nansha en chinois] et que toute activité menée sans l'accord du Vietnam par quelque pays que ce soit dans cette zone économique exclusive est illégale. Par

En mer de Chine méridionale. La Chine : "Et maintenant, épargne-moi tes provocations." Dans le cœur : Maman. Dessin de Danziger, Etats-Unis.

conséquent, le 4 mai, le Vietnam a demandé à la Chine de se retirer, avant d'envoyer 29 navires armés dans la zone.

Les premiers patrouilleurs vietnamiens arrivés sur place ont été interceptés sans ménagement par les navires militaires chinois, qui les ont percutés au moins à trois reprises, aspergeant l'équipage avec des canons à eau. Des avions chinois ont survolé à basse altitude des navires vietnamiens à des fins d'intimidation. La bataille autour des Paracel était relancée [en 1974, la Chine en a pris le contrôle après un conflit armé], quoique aucune des deux parties n'ait ouvert le feu.

Ouvrage militaire. La Chine a par ailleurs l'intention de bâtir prochainement un ouvrage militaire sur le récif de Johnson Sud, situé dans l'archipel des Spratly, ce qui devrait entraîner également une réaction de la part du Vietnam. En 1988, une bataille entre la Chine et le Vietnam avait éclaté à proximité de ce récif [faisant 70 morts parmi les Vietnamiens], et les événements récents peuvent faire craindre de nouveaux incidents.

Un conflit entre la Chine et les Philippines est également en cours. Le 7 mai, des garde-côtes philippins ont arraisonné un navire de pêche chinois et procédé à l'arrestation de ses 11 membres d'équipage au large du récif de la Demi-Lune [qui fait partie des Spratly] ; ils ont également saisi plus de 500 tortues de mer [pêchées illégalement]. La Chine a tenté sans succès de négocier la libération de ses ressortissants et la restitution du bateau, mais les Philippines ont annoncé leur intention d'inculper les marins.

Il va sans dire que si les Philippines ont osé ouvrir le feu et retenir un bateau et son équipage, cela est lié à la signature récente d'un accord de défense renforcé avec les Etats-Unis, au solide soutien de Barack Obama et aux manœuvres militaires conjointes de début mai, qui ont mobilisé plus de 5 500 soldats américains et philippins. Ces exercices de grande ampleur se sont déroulés au large du banc de Scarborough, zone ayant donné lieu il y a deux ans à des affrontements avec la Chine, qui a finalement pris le contrôle de ce banc. Ces manœuvres américano-philippines comportaient

un exercice simulant l'attaque aérienne et maritime d'une île pour s'en emparer, ce qui prouve bien l'intention de récupérer le banc de Scarborough. L'attitude des Philippines prouve également que, grâce au soutien des Etats-Unis, ce pays n'hésite plus à adopter une stratégie d'attaques spontanées dans la région.

Influencé par l'exemple philippin, le Vietnam a connu des flambées de violence antichinoise [les 17 et 18 mai, en réaction à l'installation de la plateforme pétrolière, faisant au moins 4 morts, 140 blessés et d'importants dégâts matériels dans les usines attaquées]. Après ces violences, il est probable que le Vietnam emboîtera le pas à son voisin philippin et durcira sa position vis-à-vis de la Chine, ce qui pourrait constituer une bonne occasion pour les Etats-Unis de s'infiltrer. Il faut savoir que ceux-ci ont œuvré discrètement ces dernières années dans l'espoir de faire de la baie de Cam Ranh sa plus grande base avancée vis-à-vis de la Chine, comme l'avait fait en son temps l'Union soviétique après la guerre du Vietnam. A l'époque, la location de la baie de Cam Ranh avait failli aboutir, mais l'intervention du président chinois d'alors, Jiang Zemin, avait fait capoter l'affaire.

Le Vietnam emboîte le pas à son voisin philippin et durcit sa position vis-à-vis de la Chine

Le 11 mai s'est tenu en Birmanie le sommet de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean). Le président philippin, Benigno Aquino, a proposé l'adoption d'une résolution soumettant la question de la souveraineté en mer de Chine méridionale à un arbitrage international. Par "arbitrage international", on entend une décision prise par les puissants, c'est-à-dire par les Etats-Unis.

Fort heureusement, au sein de l'Asean, seuls 4 pays [sur 10] ont des litiges territoriaux avec la Chine : outre le Vietnam et les Philippines, il s'agit de Brunei et de la Malaisie, des pays qui ne souhaitent pas faire d'histoires. Les autres pays ont de bonnes relations avec la Chine. Le stratagème philippin ne devrait donc pas réussir. Cependant, cela permet au moins de se rendre compte d'une chose : les querelles au sujet de la mer de Chine méridionale se sont déjà étendues au domaine militaire et diplomatique.—

Publié le 25 mai

Des récifs très disputés

Revendications maritimes

- chinoises
- vietnamiennes
- philippines
- japonaises
- malaisiennes
- bruniennes
- Limites ayant fait l'objet d'accords entre les Etats



SOURCE : "ATLAS GÉOPOLITIQUE DES ESPACES MARITIMES" (ÉD. TECHNIP, ORTOLLAND ET PIRAT)



Choisissez votre formule d'abonnement à **durée libre** !

ABONNEMENT PAPIER

Recevez **Courrier international**

dans votre boîte aux lettres toutes les semaines

pour **8,25 €** par mois au lieu de ~~15,40 €~~
(PRIX VENTE AU N°)



OU

ABONNEMENT DIGITAL

Retrouvez **Courrier international**

Articles exclusifs, l'Hebdo partout avec vous,
toutes les archives, sur votre ordinateur,
smartphone, tablette ou liseuse...



pour **5,90 €** par mois

BON D'ABONNEMENT

A retourner accompagné de votre RIB à :

Courrier international - Service abonnements - A 2100 - 62066 ARRAS CEDEX 9

1 Oui, je m'abonne à *Courrier international* je choisis la formule :

- ABONNEMENT PAPIER**, je recevrai chaque semaine mon numéro pour **8,25 €** par mois
- ABONNEMENT DIGITAL**, je retrouverai tous les jours sur mes supports digitaux *Courrier international* pour **5,90 €** par mois et je bénéficie d'un mois gratuit.

RCO1400PBA230

RCW1400PBA001

Monsieur Madame

NOM PRÉNOM

ADRESSE

VILLE CODE POSTAL | | | | |

TÉLÉPHONE ADRESSE MAIL

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez *Courrier international SA* à envoyer des instructions à votre banque pour débi- ter votre compte, et votre banque à débi- ter votre compte conformément aux instructions de *Courrier international SA*. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débi- t de votre compte pour un prélèvement autorisé.

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal : | | | | | Ville :

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

IBAN - Numéro d'identification international du compte bancaire

BIC - Code international d'identification de votre banque

RÉFÉRENCE UNIQUE DU MANDAT (RUM)

Seul rempli par *Courrier international*

Paiement ré- p- t- itif

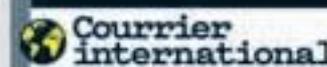
Fait à :

Le :

Signature obligatoire

Organisme créancier :

Courrier international
ICS : FR11222396542
80, boulevard Auguste-Blanqui
75013 Paris



2
Je remplis
le mandat de
prélèvement
SEPA
et je joins
un RIB

Offre valable jusqu'au 31/12/2014 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Les informations ci-dessus sont nécessaires à l'enregistrement de votre commande. Elles peuvent être communiquées à des sociétés partenaires de *Courrier international*. En application de la loi informatique et libertés, vous disposez d'un droit d'accès et de modification de vos données relatif au présent document.

NOTE : Vous acceptez que le prélèvement soit effectué à l'installation de votre abonnement. Vos droits concernant le prélèvement sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à être utilisées par le créancier qui pour le poste de sa relation avec son client. Elles peuvent donner lieu à l'insertion, par ce dernier, de ses droits d'opposition, d'accès et de modification tels que prévus aux articles 38 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.



amériques

Etats-Unis. Des écoles en noir et blanc

Soixante ans après l'arrêt de la Cour suprême mettant fin à la ségrégation scolaire, les élèves sont de moins en moins mélangés.



—The New York Times New York

De Topeka (Kansas)

Le 17 mai 1954, la Cour suprême déclarait illégales les écoles réservées aux Noirs ou aux Blancs. Soixante ans plus tard, certains militants des droits civiques affirment que la ségrégation revient en force dans les établissements scolaires américains. De son côté, la première dame, Michelle Obama, a déploré que *“trop de jeunes [aillent] dans des écoles où ils ne fréquentent que des gamins qui leur ressemblent”*.

“Aujourd'hui, d'après certains chiffres, nos écoles pratiquent autant la ségrégation qu'à l'époque où Martin Luther King a prononcé son dernier discours” [le 3 avril 1968], a déclaré Michelle Obama devant 1 200 élèves de terminale, le 16 mai dernier à Topeka, la ville du Kansas d'où est partie la plainte ayant abouti à l'arrêt historique dans l'affaire *Brown v. Board of Education* [Brown contre le Conseil de l'Éducation].

Le discours de Michelle Obama s'apparentait à une déclaration de politique générale. Revenant sur son propre passé, elle a fait valoir que les avancées obtenues grâce à l'arrêt de la Cour suprême étaient remises en cause. *“En fait, l'intégration scolaire a reculé dans plusieurs régions, et de nombreuses*

communautés sont devenues moins diverses”, a-t-elle souligné, ajoutant que *“trop souvent, l'égalité n'est pas respectée dans ces écoles, en particulier dans celles fréquentées par des élèves de couleur, qui sont souvent à la traîne.”*

Régression. Aujourd'hui, près de quatre élèves noirs et latinos sur dix fréquentent des écoles pratiquant une forte ségrégation, peut-on lire sur le blog officiel du ministère de l'Éducation. Qui précise que seuls 14 % des élèves blancs sont inscrits dans des écoles pouvant être considérées comme multiculturelles.

“Nous avons régressé, lentement mais sûrement”, renchérit Catherine E. Lhamon, sous-secrétaire aux droits civiques au sein du ministère de l'Éducation. *“Partout dans le pays, on voit de plus en plus d'écoles qui pratiquent une ségrégation raciale.”*

Et le Kansas, tient-il les promesses de l'arrêt Brown ? La question fait débat dans l'Etat. Une alliance de secteurs scolaires a poursuivi l'Etat en justice, faisant valoir que le financement actuel des écoles était inadapté et pénalisait lourdement les établissements des quartiers peuplés de minorités à faibles revenus. La Cour suprême de l'Etat a récemment ordonné au parlement de l'Etat de rétablir l'aide spéciale aux quartiers pauvres. Le gouverneur républicain du

Kansas, Sam Brownback, a déclaré qu'il était d'accord avec la décision de la Cour. *“Il faut régler ce problème”*, a-t-il commenté.

Mais Wade Henderson, président de la Leadership Conference on Civil and Human Rights [fédération de divers organismes de défense des droits civiques et des droits de l'homme], a affirmé que les systèmes de financement comme celui du Kansas reléguent *“des millions d'enfants, principalement noirs et 'brown' [métis] dans des écoles inadaptées, où ils sont séparés sans être égaux”*.

Il y a soixante ans que la Cour suprême a rendu sa décision dans l'affaire Brown, une action collective dont le principal plaignant était Oliver L. Brown, pasteur à temps partiel et soudeur dans les ateliers des chemins de fer de Santa Fe (Kansas). L'homme voulait que sa fille aînée, Linda, puisse fréquenter une école intégrée.

A Washington, le président Obama a commémoré l'arrêt Brown en rencontrant la famille des plaignants, Linda Brown et sa jeune sœur, Cheryl Brown Henderson, ainsi que deux avocats ayant participé au procès.

“Il est notre premier président africain-américain, ce que beaucoup des parties prenantes de l'affaire Brown n'auraient même pas rêvé voir un jour”, a déclaré Cheryl Brown Henderson, estimant que

cette visite était *“l'aboutissement de ce pour quoi ils se sont battus”*.

Michelle Obama a passé l'après-midi à visiter le site historique national *Brown v. Board of Education*, à Topeka. L'école, en briques, sur deux niveaux, n'accueillait autrefois que des Noirs. Elle a été transformée en musée des Droits civiques et en centre éducatif. La première dame y a organisé une table ronde avec des élèves de quartiers pauvres qui rêvent d'aller à l'université.

Intégration. Plus tôt dans la journée, le gouverneur Brownback s'était rendu sur les lieux et avait inauguré une classe de maternelle, rénover pour ressembler à ce qu'elle était dans les années 1950. *“Le système 'séparés mais égaux' se termine ici”*, a déclaré Brownback.

L'affaire Brown est encore dans toutes les mémoires à Topeka. Certains de ceux qui ont assisté à l'inauguration ont fréquenté des écoles où la ségrégation s'appliquait. Parmi eux, Dale Cushinberry, un directeur d'école à la retraite, qui se rappelle qu'il était acheminé en car vers une école située hors de son quartier. *“Notre quartier pratiquait la mixité, précise Cushinberry. Nous jouions au parc ensemble, nous jouions au ballon le week-end, puis le lundi nous grimpons dans un bus scolaire jaune, et eux [ses camarades de jeu blancs] partaient à pied”* pour

↳ Dessin de Vlahovic, Serbie.

l'école du quartier. *“Après l'arrêt Brown, poursuit-il, nous sommes tous allés à l'école à pied”*.

Pour Michelle Obama aussi, cette visite a réveillé des souvenirs. Elle est née à Chicago à une époque où les écoles publiques résistaient encore à l'intégration. Lorsqu'elle est entrée dans l'enseignement secondaire, la ville – sous la pression des autorités fédérales – a ouvert une école intégrée expérimentale destinée aux meilleurs élèves. Ce qui, assure-t-elle, l'a mise sur la voie de Princeton et de Harvard.

Michelle Obama a expliqué aux élèves de Topeka que, quand elle se sent abattue, elle aime *“prendre du recul et [se] rappeler”* tous les progrès qu'elle a connus. *“Je pense à ma mère, qui, quand elle était petite, a fréquenté des écoles de Chicago qui pratiquaient la ségrégation et a vécu dans sa chair la discrimination. Je pense aux grands-parents de mon mari, des Blancs nés et élevés ici au Kansas, eux-mêmes des produits de la ségrégation”*, qui ont contribué à élever un petit-fils métis.

“Et puis, a conclu la première dame, je songe que cet enfant est devenu un jour le président des Etats-Unis et qu'aujourd'hui cette petite fille de Chicago l'aide à élever ses petites-filles à la Maison-Blanche”.

—Sheryl Gay Stolberg
Publié le 16 mai

A la une



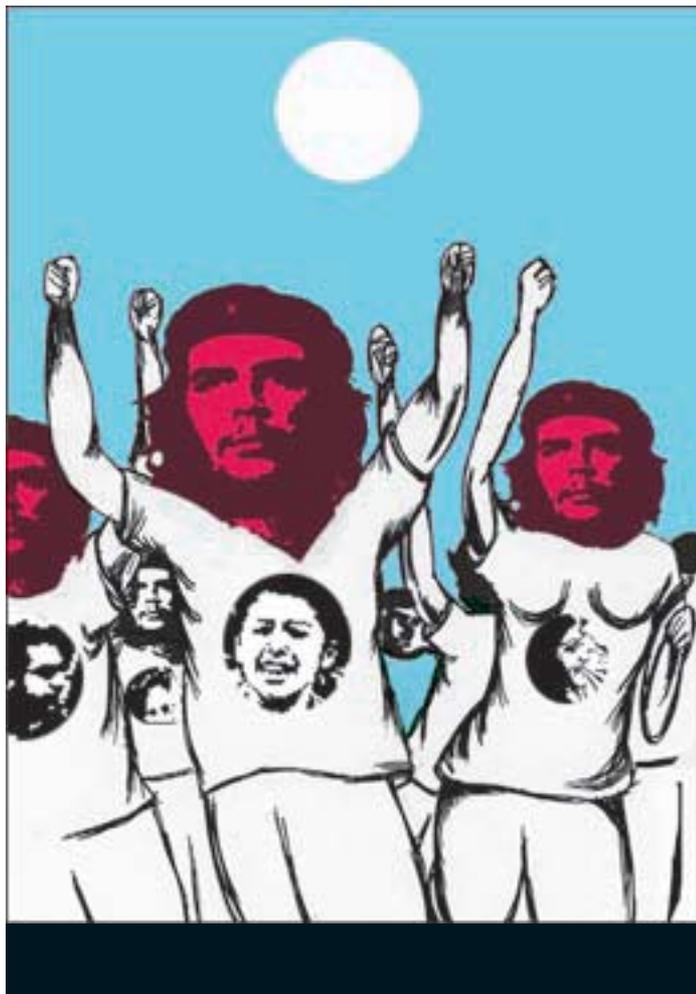
C'est l'article qui fait le buzz aux Etats-Unis : *“250 ans d'esclavage, 90 ans de lois discriminatoires, 60 ans de ségrégation scolaire, 35 ans de politiques du logement racistes... Voici venu le temps des réparations”*, clame en couverture le magazine **The Atlantic**, qui souligne : *“Tant que nous n'assumerons pas notre dette morale, l'Amérique ne pourra pas être réconciliée.”* Ce n'est pas la première fois que se pose la question des réparations relatives à l'esclavage aux Etats-Unis, mais l'article du journaliste noir Ta-Nehisi Coates pourrait relancer le débat outre-Atlantique.

✎ Dessin d'Ajubel
paru dans *El Mundo*, Madrid.

ARGENTINE

Au Che Guevara FC, qu'importe la victoire

Dans la province de Córdoba, à contre-courant du football mondial, un club baptisé du nom du Comandante refuse de faire du business avec ses joueurs. Reportage.



—Soho (extraits) Bogotá

La révolution est en marche. Et tous espèrent qu'elle sera victorieuse. C'est le calme avant la bataille, rompu par l'apparition d'un commando de guévaristes en culottes courtes. Ils sont 11 garçons, les bras levés, en baskets à crampons et maillot rouge à l'effigie du Che. Ils pénètrent sur la pelouse la mine sérieuse, concentrée, comme s'ils savaient que seules la discipline et la concentration leur permettront de dominer l'équipe adverse et de planter le ballon au fond des cages ennemies. Parents, frères et sœurs, amis, grands-parents, oncles et

tantes et voisins saluent leur entrée aux cris de "Allez Che Guevara !", "Vas-y, le Che !", "Hasta la victoria siempre !", ou encore "Guévaristes en finale !" Et dans cette histoire, le Che, c'est une équipe de foot. Tous les week-ends, ses matchs sont des événements familiaux. Il n'y a qu'un seul et unique Che Guevara dans l'histoire du football mondial, et c'est ce club, où de jeunes Argentins évoluent dans plusieurs divisions.

Avant le coup de sifflet d'engagement, les proches déploient une grande banderole frappée du portrait d'Ernesto Guevara, tandis que sur le poste de radio retentit la chanson *Hasta siempre*,

Comandante – un hymne au Che composé en 1965 par le Cubain Carlos Puebla [pour saluer le départ de Guevara de Cuba].

D'ici, en tout cas, de ces petits guévaristes désormais lancés à la poursuite du ballon sur ce terrain, il se peut qu'émerge la nouvelle étoile du foot latino-américain. Mais le plus important, en tout cas pour la présidente du club, n'est pas là : l'important, c'est que de leurs rangs sortiront peut-être les nouveaux modèles du quartier, des acteurs du changement social, qui ouvriront la voie à la population pauvre de la ville de Jesús María. Au Che Guevara FC, on attend davantage que des stars : on attend l'homme nouveau.

Nous affrontons des clubs qui tiennent leurs gamins en otage

Jesús María se trouve dans la province de Córdoba, dans le centre-nord de l'Argentine, à 50 kilomètres au nord de la capitale provinciale. Mónica Nielsen vit dans un quartier résidentiel de Jesús María : c'est elle, la présidente du Club Social y Deportivo Che Guevara, fondé le 14 décembre 2006. "Laissez-moi d'abord dire une chose. Nous, nous ne sacrifions pas un seul gamin sous prétexte de financer les activités de 200 autres. Nous n'allons pas vendre des joueurs pour de l'argent, lance-t-elle d'emblée. Nous allons à contre-courant de ce qui a corrompu le foot. Avec le nom illustre que nous portons, je ne peux pas me permettre de commencer à faire du business sur le dos des gamins."

La présidente du Che Guevara sait qu'elle n'aura pas la tâche facile. Que la soif de gloire guette de toutes parts, en permanence. Elle le sait, car elle se souvient que les choses n'ont jamais été simples, et ce dès le début. Aujourd'hui, le club compte 120 joueurs de 6 ans et plus, répartis sur 7 divisions. Et tout est gratuit : aucun d'eux ne débourse un peso. C'est cette cause qu'elle défend, insiste Mónica, dont l'enthousiasme est visible. Les jeunes footballeurs ont déjà été invités à jouer à l'étranger et le club fait des émules. La présidente sait qu'une bonne saison, avec des championnats et des victoires, ferait beaucoup pour sa cause. Mais elle sait aussi que, dans son club en tout cas, l'important n'est pas de gagner. "C'est un club

à vocation sociale, avant tout. Le gamin qui entre au Che Guevara FC sait qu'il sera toujours libre de partir pour un autre club. Les portes sont ouvertes, personne n'est prisonnier, chez nous. Nous affrontons des clubs qui tiennent leurs gamins en otage. Mais nous avons le courage de rencontrer des équipes qui ont un pouvoir d'achat supérieur au nôtre. Des équipes qui, elles, font du business avec leurs joueurs, qui encaissent des droits, qui vendent des jeunes. De notre championnat, ici, à Jesús María, sont sortis des footballeurs qui aujourd'hui évoluent au River ou au Boca [les deux grands clubs de Buenos Aires]. Et les gens trouvent normal que le gamin s'en aille, que le club touche de l'argent, que la famille touche de l'argent, que le gamin soit une marchandise. Un produit de plus sur le marché, dans cette société de consommation qui est la nôtre."

Le Che Guevara FC a désormais un statut juridique, ses joueurs sont rattachés à la Ligue de football de la province de Córdoba et évoluent en Ligue régionale Colón. Depuis l'année dernière, ils participent aussi aux championnats des moins de 17 ans et des moins de 12 ans. Les joueurs s'entraînent sur le terrain de clubs qui, par amitié et par solidarité, leur ouvrent leurs installations.

"Vous vous rendez compte que le Che Guevara a un modèle qui va à contre-courant de tout ce qui se passe dans le football actuel, où la vente de jeunes joueurs semble être le business à la mode ?

— Bien sûr, mais je ne peux pas faire des affaires sur le dos des enfants, insiste Mónica Nielsen. Quand tu es guévariste, c'est à la vie à la mort : le guévarisme, c'est le sens du sacrifice.

— Et si vous tombez sur le nouveau Lionel Messi ?

— Si c'est un gamin qui sait tendre la main à ses semblables et à ceux qui suivent, cela se verra. Là est tout le défi. Ce petit saura s'il veut tendre la main au club, s'il veut rendre la solidarité qu'il a reçue de nous."

Nous sommes à quelques minutes de la mi-temps, et le Che Guevara FC a encaissé 2 buts. Mais cela n'entame en rien l'allant des jeunes joueurs, ni de leur famille, ni de cette présidente de club qui refuse de vendre ses footballeurs. En France, il y a un parfum baptisé *Che Guevara*. La marque de baskets Converse a fait une pub utilisant le portrait du Che. Le mannequin Gisele Bündchen a défilé à New York vêtue d'un

bikini estampillé de centaines de visages du révolutionnaire argentin. Ernesto Guevara de la Serna est mis au service de cigares, de T-shirts, de maisons d'édition. Au Che Guevara FC, l'appropriation de cette figure révolutionnaire va au-delà de la mode rétro chic. D'ailleurs, le club ne brille pas : il se classe systématiquement en bas du tableau.

Quand il sera grand, Joaquín Rojas veut être footballeur. Pour l'heure, il est sur le terrain tous les week-ends, vêtu du maillot à l'effigie du commandant Ernesto "Che" Guevara. Joaquín Rojas a 6 ans, il fait du football depuis qu'il en a 5 ; il est originaire du quartier de Güemes, un bidonville où le *paco*, mélange de résidus de cocaïne et de solvants ultratoxiques, se vend à tous les coins de rue. Joaquín a obligé son père et ses frères à l'accompagner au Che Guevara : malgré son âge, il savait qu'il voulait faire du foot. Certains clubs sont prêts à acheter des joueurs dès l'âge de 6 ans, pour peu qu'ils leur voient un avenir radieux sur les pelouses. Mónica, elle, sait dénicher d'autres talents, et elle voit déjà en Joaquín un modèle et un acteur de la vie sociale.

Cet après-midi-là, le Che Guevara FC a perdu son match. Mais personne n'a l'air de trop s'en soucier. Pour ce commando de petits guévaristes, la révolution ne fait que commencer.

—Juan Pablo Meneses
Publié le 31 mars

L'auteur

JUAN PABLO MENESSES est un écrivain, essayiste et journaliste indépendant né en 1969 à Santiago du Chili. Il a notamment publié *Niños futbolistas* (Enfants footballeurs, Ed. Blackie Books), une enquête sur les dessous du football latino-américain, notamment l'achat et la vente des jeunes joueurs.



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

A lire également : **Mondial 2014, la Coupe du monde vue par la presse étrangère**. A moins d'un mois du début de la compétition, retrouvez une sélection d'articles sur le Brésil, la contestation en cours, les préparatifs, les équipes en lice...



moyen-
orient

Syrie. Une élection mascarade

Cette présidentielle que Bachar El-Assad a tenu à organiser n'est qu'une farce électorale, alors que plus de la moitié du pays échappe au régime et que 9 millions de Syriens sont réfugiés ou déplacés.



—Al-Hayat Londres

La décision de Bachar El-Assad d'organiser une nouvelle élection présidentielle est sans doute plus brutale pour les Syriens que la répression sauvage que son régime mène contre eux. Car la violence déchire leur corps mais respecte leur cerveau, alors que cette farce électorale est une humiliation sans pareille. La brutalité pure suppose que les Syriens sont forts et doivent être anéantis, tandis que les prendre pour des imbéciles relève d'une volonté de les réduire à moins que rien. Ce mépris s'affiche clairement dans

la candidature de Bachar El-Assad à la présidence de la République, vécue comme une blague grossière. Et le rire est en effet la seule réponse que mérite cette mascarade. D'autant qu'Assad s'est présenté comme le septième candidat parmi 24 au total, avant que la Cour constitutionnelle n'en valide finalement que 3, dont celle de Bachar Hafez El-Assad.

Il est certain que le fonctionnaire chargé de rédiger et de diffuser la liste des candidats a grincé des dents et tenté de demander à ses supérieurs de le dispenser de cette responsabilité. Car si demander l'autorisation de se présenter n'irrite pas Bachar, elle

↓ ↘ Dali et Andy Warhol, deux œuvres de la série "The Syrian Museum", de l'artiste syrien Tammam Azzam,

actuellement exposé à l'Institut des cultures d'Islam.

fait se retourner de colère Hafez, son père, dans sa tombe. L'événement est donc une blague en soi, un sujet de plaisanterie exemplaire. Mais c'est devenu hélas un fait réel qu'il faut traiter avec sérieux.

Avec sa nouvelle "démocratie", Assad pousse la délicatesse jusqu'à encourager des commentateurs et des observateurs parmi ses partisans, en Syrie et au Liban, à participer à l'opération de crétinisation en se demandant en toute naïveté, dans des émissions de télévision, si [une telle élection, avec trois candidats, "démocratique"] ne constituerait pas une première en Syrie depuis cinquante ans. La stupéfaction de ces observateurs ne serait pas plus grande s'ils assistaient à la résurrection du Christ trois jours après sa crucifixion, accompagnée d'éclairs et de coups de tonnerre, exactement telle que les chrétiens se la figurent.

On suggère implicitement qu'une main obscure a empêché la tenue d'élections pendant longtemps et qu'Assad s'est rebellé contre cette force, qui pourrait être l'impérialisme et le sionisme. Toutefois, même une mémoire affaiblie se souvient que le parti Baas gouverne la Syrie depuis 1963 et que Hafez El-Assad lui-même l'a dirigée pendant trente ans à partir de 1970, avant d'offrir la présidence à son fils Bachar.

Le régime considère donc son peuple avant tout comme un imbécile facile à tromper. Sauf qu'il demande aujourd'hui à cet imbécile, qui n'a pas été consulté depuis cinquante ans, de s'exprimer en votant. Comme si le résultat du scrutin n'était pas connu d'avance. Et comme si des millions de Syriens tués, expulsés et déplacés par Assad n'étaient pas hors d'état de voter.

Le régime considère son peuple avant tout comme un imbécile facile à tromper

Le fond du message n'est pas seulement le mépris pour les Syriens, mais surtout le mépris pour les principes universels. Le régime dit en substance : vous voulez des élections ? En voici, et avec des concurrents pour M. le Président. Quant à l'idée initiée par la Grèce antique appelée "démocratie", nous pouvons la reformuler nous-mêmes, perchés sur un pied, entre deux tueries. Tout peut être préparé comme un repas rapide, au mépris des centaines d'ouvrages sur les règles de la démocratie. Il s'agit là d'un message de profond dédain pour le monde, invité à croire que la démocratie est née en Syrie entre deux barils d'explosifs. Cet excès d'assurance rappelle le régime de la Corée du Nord. L'isolement et le délire, qui amènent un dirigeant à se moquer tout à la fois de son peuple, du reste du monde et des principes universels, conduisent finalement le chef lui-même à passer pour un crétin.

—Hazem Saghieh
Publié le 6 mai

Farce sur Facebook

Le chef de l'Etat syrien et son épouse s'affichent sur les réseaux sociaux en personnes charitables et proches de leur peuple.

—L'Orient-Le Jour Beyrouth

Bachar El-Assad, candidat à un troisième septennat dans une Syrie ravagée par la guerre depuis trois ans, a lancé une vigoureuse campagne médiatique sous le slogan "Sawa !" [ensemble]. Pour séduire les Syriens, le président, dont la victoire est fort probable face à deux candidats effacés, s'emploie à saturer les réseaux sociaux de commentaires anodins et de photos triées sur le volet. Un outil de communication politique à travers lequel Bachar El-Assad cherche à s'afficher en président humain, proche de son peuple.

La page officielle Facebook de sa campagne présidentielle, intitulée "Sawa !", a été créée le 10 mai. Cinq jours plus tard, elle rassemblait déjà plus de 160 000 fans, avec lesquels Bachar El-Assad, ou son équipe de communicants, cherche manifestement à tisser un lien de proximité. Pour ce faire, le président partage via le réseau social des photos personnelles exclusives qui retracent l'ensemble de son parcours. Parmi elles, un portrait en noir et blanc de lui âgé de 4 ans, entouré de ses frères, et un autre où, étudiant de 17 ans, il est plongé dans ses révisions. On voit également le Bachar ophtalmologue mener une intervention dans un bloc opératoire en 1989, histoire de rappeler ses études médicales, ou encore Bachar capitaine en uniforme militaire, sur le point de s'engouffrer dans un char en 1994. Entre deux flash-back, le président se fend d'un simple "Bonjour", rapidement "liké" des milliers de fois, et l'agrément d'une photo de lui en costume cravate, les yeux rivés sur son Mac.

Plus de 2 400 personnes suivent aussi, depuis le 10 mai, le président syrien sur son compte Twitter de campagne, @SawaAl Assad, visiblement alimenté de façon synchronisée avec Facebook. Bachar mise sur une forte stratégie de personnalisation du pouvoir et d'humanisation. Il le fait ici dans le même esprit que dans le cadre de "Syrian Presidency" [présidence syrienne], bannière sous laquelle il avait investi les mêmes réseaux sociaux il y a plus d'un an. Sur ces réseaux toujours actifs, on le voit entouré d'enfants ou encore dans des situations politiques qu'il peut tourner aisément à son avantage, comme sur cette photo où il est dans une église dévastée à Maaloula, célèbre ville chrétienne [au sud de Damas],



après le départ des rebelles chassés par l'armée syrienne en avril. Mais Bachar El-Assad n'est pas le seul à s'exposer de la sorte sur la Toile. Son épouse Asma prend aussi la "pose Instagram" à plusieurs reprises : Asma au chevet de blessés, Asma en train de cuisiner pour des familles pauvres, Asma en épouse aimante avec Bachar... Autant d'images, bien loin des clichés de l'horreur de la guerre, qui laisseraient presque à penser à une certaine normalité.

L'enthousiasme quasi frénétique de Bachar El-Assad (un billet toutes les deux heures environ) pour ces réseaux à la mode est synchronisé avec des épisodes marquants du conflit. Le 25 juillet 2013, un jour après qu'il s'est affiché pour la première fois sur Instagram, l'ONU annonce que la guerre en Syrie a provoqué la mort de plus de 100 000 personnes... Quant à la campagne numérique "Sawa!", elle est lancée le jour de l'accord militaire scellé par le régime avec les rebelles [pour évacuer] la ville de Homs.

Tout semble mis en œuvre pour détourner l'attention de l'opinion internationale de la réalité du terrain, miné par la guerre. L'effet de décalage est assez saisissant. A titre d'exemple, le cliché d'un bracelet portant le mot "sawa", "ensemble", donc, n'est pas le genre d'images attendues d'un pays en guerre civile affichant un bilan de 150 000 morts depuis mars 2011 et où l'on ne note aucun signe de répit dans les violences.

"Sawa" se décline aussi sur Instagram, la plateforme de partage de photos en vogue sur laquelle le président détient un compte à son nom, SawaAl Assad, avec 29 photos qui tiennent l'affiche et 3 600 followers. Si chaque billet engendre des centaines de commentaires contenant majoritairement des éloges et des prières en faveur de Bachar, quelques réactions clairement anti-Assad apparaissent également, à l'instar de ce message publié mardi sous la photo du président face à son Mac : "Que Dieu te maudisse, toi et les tiens !"

— **Dounia Hadni**
Publié le 15 mai

Candidats sur mesure

Pour donner un vernis démocratique à la réélection de Bachar El-Assad, le régime syrien a accepté la candidature d'un technocrate hésitant et d'un politicien arriviste.

— **Raseef22** (extraits) *Beyrouth*

Le 4 mai dernier, la Cour constitutionnelle syrienne a validé trois candidatures à la présidentielle. Vingt-quatre dossiers de candidature avaient été déposés, mais, en dehors de celui du président sortant, Bachar El-Assad, seuls deux autres noms ont été retenus : Hassan Abdallah Al-Nouri et Maher Abdelhafiz Hajjar.

Le régime prépare ainsi un scénario électoral risible, dont le seul but consiste à éviter qu'il y ait une vraie élection. Les opposants réfugiés à l'étranger ont évidemment été exclus d'office, mais aussi toute personne qui aurait pu oser un jour critiquer le régime. Alors que les bombes continuent de pleuvoir sur la Syrie, les profils des deux candidats qui se présentent contre le président sortant complètent ce tableau surréaliste.

Hassan Abdallah Al-Nouri a été député de 1998 à 2003. Entre 1997 et 2000, il était également secrétaire de la chambre de commerce et d'industrie de Damas. Ensuite, il a été appelé au gouvernement en tant que secrétaire d'Etat pour le Développement de l'administration, poste qu'il a occupé jusqu'en 2002. Les Syriens ne citent jamais son nom quand ils parlent politique. Il a

Ont été exclus du scrutin tous ceux qui auraient pu un jour oser critiquer le régime

donc le profil du parfait technocrate. Ses diplômes vont également dans ce sens. En effet, après une licence en économie et commerce à l'université de Damas en 1982, il a enchaîné sur un magistère d'administration publique à l'université du Wisconsin, puis avec un doctorat à l'université Kennedy [en Californie] en 1989.

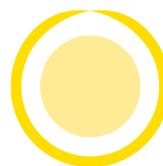
Selon différentes sources difficiles à vérifier, il détient également un diplôme en administration et commerce de l'université du Saint-Esprit, au Liban, en plus d'un doctorat d'une université suisse, et serait conseiller international accrédité par un institut américain. Ces nombreux diplômes ajoutent au mystère qui entoure sa personnalité, d'autant qu'ils sont redondants et pour la plupart délivrés par des universités peu connues. Quant à Maher Abdelhafiz Hajjar, il n'a aucune des qualifications nécessaires à un grand commis

de l'Etat. Ce serait plutôt un politicien de troisième ou quatrième catégorie, qui ressemble moins à un véritable homme politique qu'à la caricature du parfait arriviste. En 1968, il a obtenu un diplôme supérieur en études linguistiques à l'université de littérature et de sciences humaines d'Alep. Cela n'a pas suffi à le rendre apte à écrire une seule phrase correcte en arabe. C'est ce que montrent les messages qu'il poste sur les réseaux sociaux.

Il promet "d'établir la paix et de mettre un terme au bain de sang en l'espace d'un an", tout en précisant que "la paix ne veut pas forcément dire qu'il faille passer par une solution tout à fait politique".

Il poste des commentaires malveillants sous tous azimuts sur les réseaux sociaux. A propos des chrétiens syriens, il écrit : "Dans l'ensemble, ils sont restés neutres et n'ont rien apporté à la patrie pour faire face au complot. Ils ne peuvent donc pas réclamer un président chrétien." Il a également provoqué la colère des Kurdes, en répondant au refus de certains de leurs dirigeants d'organiser les élections dans les trois régions autonomes kurdes : "Qu'ils crèvent, ces mercenaires !"

— **Hassan Abbas**
Publié le 9 mai



FORUM EXPAT

VENEZ CONSTRUIRE
VOTRE PROJET À L'INTERNATIONAL

3 JUIN
PARIS

TRAVAILLER, VIVRE OU CRÉER SON ENTREPRISE À L'ÉTRANGER ?

- Rencontrez les pays à la recherche de talents français.
- Saisissez nos opportunités d'emploi et d'entrepreneuriat.
- Préparer votre expatriation.



ENTRÉE
GRATUITE
Inscription
obligatoire

www.leforumexpat.com



MARDI 3 JUIN 2014 - 9H À 19H

Les Docks, Cité de la mode et du design
34 quai d'Austerlitz Paris 13^e

UN ÉVÈNEMENT

Le Monde

Courrier international



IRAN

Enfants à vendre

A Téhéran, les mères toxicomanes finissent souvent par se débarrasser de leur progéniture. Ce quotidien iranien a mené son enquête.



—Shahrvand Téhéran

Somayah a mis son fils au monde chez elle. Quand ses autres enfants sont arrivés, après l'accouchement, il y avait du sang partout. Son nouveau-né n'est plus là. On le lui a acheté. Aujourd'hui, personne ne sait où il se trouve. Sous quel toit ? dans quelle rue ? à quel prix ? Elle ne le dit pas. Somayah était censée raconter sa vie et sa grossesse en tant que mère toxicomane. Mais la drogue lui fait perdre la tête. Elle ne connaît ni l'heure ni le jour de l'accouchement. Lorsque je lui rends visite, elle est déjà défoncée par la métamphétamine. Elle ne peut plus parler. Une voix s'élève : "Elle ne va pas bien. Elle s'est trop dopée, et de toute façon elle ne parle pas."

Somayah est mère de deux enfants, un garçon et une fille. Personne ne sait où est passé le dernier-né. Si on lui pose la question, elle nie tout en bloc. "Elle a vendu son enfant. A quel prix et à qui, on n'en sait rien. Certains disent que c'est à une femme enceinte qui voulait un fils mais qui a eu une fille. Elle a donc acheté le fils de Somayah", explique Mohaya Vahedi, assistante sociale qui connaît les habitants du quartier de Darvazeh-Ghar [dans le sud de Téhéran].

"Comme Somayah, beaucoup de femmes ne vont pas accoucher à l'hôpital pour ne pas enregistrer la naissance ni l'identité de l'enfant, afin de pouvoir le vendre plus tard." Dès la première semaine de leur grossesse, les mères droguées ont déjà des "clients" [des candidats à l'adoption]. L'achat et la vente de ces enfants sont très faciles à mener.

Ils n'ont pas d'acte de naissance – c'est comme s'ils n'existaient pas. Ils sont vendus soit à des trafiquants de drogue soit à des bandes qui les envoient mendier ou vendre n'importe quoi dans la rue. En fonction de l'état de ces mères toxicomanes, leur prix varie de 100 000 tomans à 5 millions [de 25 à 2 000 euros]. Ces mères n'éprouvent aucun sentiment de perte lorsque leurs petits sont partis.

Beaucoup d'enfants nés de mères droguées sont ainsi abandonnés. Zahra, qui n'a que 3 mois, est l'une de ces enfants. Lorsqu'elle avait 1 mois, sa mère l'a abandonnée dans une rue du quartier de Shoush [sud de Téhéran]. Elle tète du lait à un biberon tenu par Zohreh, qui l'a recueillie. Zohreh est elle-même mère de 6 enfants et n'a pas assez de ressources pour subvenir à leurs besoins. "Regarde comment elle se serre contre moi. Si je ne l'avais pas prise, quelqu'un l'aurait volée. Chez moi, elle revit. Ce matin-là, elle avait la diarrhée et vomissait sans arrêt. Elle serait morte si je ne l'avais pas recueillie. J'ai 6 enfants. Avec elle, ça fait 7. Je ne la donnerai à personne", dit Zohreh – qui se drogue, elle aussi.

Parmi ces mères toxicomanes, Zohreh est l'une des rares à vouloir que ses enfants aient un acte de naissance, qu'ils aillent à l'école et apprennent à lire. Or ses enfants n'ont pas d'acte de naissance. Lorsqu'elle l'avoue, sa voix tremble. Car les enfants sans père ne peuvent pas obtenir ce type de document officiel. Avec ses enfants, elle vit de la vente de babioles dans les rues. "Je ne veux pas qu'ils travaillent, confie-t-elle, mais

✎ Dessin de Mana Neyestani
extrait de *Tout va bien, Ça et là*
et Arte éditions, 2012.

je n'ai pas d'autre solution. Leur père est parti. Qui va payer les factures d'électricité et d'eau si je les envoie à l'école ?"

Sima apporte des boîtes de mouchoirs dans un sac en plastique. Elle se traîne de fatigue. Dans trois mois, tout sera terminé. Elle accouchera, ira directement à l'assistance sociale et leur donnera l'enfant. Son mari est parti. Il l'a laissée avec deux bambins – plus celui qui est dans son ventre, alors qu'elle est en état d'addiction. "Je n'ai pas les moyens de les élever. Je les ai donnés à l'assistance sociale. Je ferai pareil pour celui-là." Ils seront mieux n'importe où ailleurs,

"Qui va payer les factures d'électricité et d'eau si je les envoie à l'école ?"

explique-t-elle, plutôt que de partager son quotidien entre héroïne et métamphétamine. "Ils seront peut-être heureux. Et s'ils sont malheureux, je ne serai pas là pour lire la misère dans leurs yeux."

Lorsque leur consommation de drogue augmente, ces femmes sont obligées de quitter leur logement. Elles laissent parfois leurs enfants derrière elles. Elles se retrouvent ensuite à dix dans une maison – si elles ont de la chance. Sinon, elles deviennent SDF. Le ministère de l'Intérieur a annoncé que le nombre des femmes toxicomanes a doublé et qu'elles tombent enceintes beaucoup plus souvent que les autres. Leurs petits finissent dans les rues, dans les orphelinats et, plus tard, en prison. Beaucoup d'entre eux ne connaissent pas leur mère. Comme si elle n'avait jamais existé.

—Shideh Lalemi
Publié le 29 avril

SOURCE



SHAHRVAND

Téhéran, Iran

Quotidien et site en persan

<http://shahrvand-newspaper.ir>

Le quotidien *Shahrvand* (citoyen) appartient au Croissant-Rouge iranien, et, de fait, il est financé par l'Etat. La rédaction de ce journal fondé en mars 2012 a été proche de Mahmoud Ahmadinejad, l'ancien président conservateur (2005-2013), jusqu'à l'élection de son successeur, le modéré Hassan Rohani, en juin 2013. Le quotidien a formé alors une nouvelle équipe, constituée de journalistes réformateurs. Suspendu pendant presque deux mois, il a reparu à la mi-novembre 2013, avec un nouveau logo et une maquette différente. Le nouveau rédacteur en chef, Abdolrasoul Vesal, a annoncé que le journal allait privilégier le traitement des sujets sociaux.

Trois cents millions d'Iraniens et moi

La volonté du régime de Téhéran de quadrupler le nombre des habitants a inspiré ce texte onirique à un journaliste iranien.

—Ghanoon Téhéran

Le chef de la commission de la santé du Parlement, Hossein-Ali Shahriari, a récemment déclaré que le pays détenait la capacité d'avoir 300 millions d'habitants – à ce jour, il en compte 77 millions. Ce chiffre n'est pas très exact, comme d'habitude. Mais peut-être que, si nous nous tenons tous debout, côte à côte et serrés les uns contre les autres, nous pourrions atteindre les 300 millions. Toutefois, les choses seront plus difficiles si nous décidons de nous asseoir, surtout que les Iraniens ont pour la plupart un derrière encombrant. Dans ce cas, la capacité d'absorption du pays se réduira seulement à 250 millions d'habitants. Pour parvenir à ce nombre, le Parlement iranien se prépare à voter une loi interdisant la vasectomie, la ligature des trompes, l'avortement, ainsi que la contraception.

Depuis le jour où mon père a appris que cette loi allait être votée, son comportement a radicalement changé. Il est devenu très solitaire et sort très peu de la maison. Parfois, il dissimule son visage avec des lunettes et un chapeau pour aller acheter des journaux au coin de notre rue. Il revient essoufflé à la maison et ferme très rapidement la porte derrière lui. Un jour, il m'a dévoilé son vieux secret. Il était debout à côté de la fenêtre et regardait la rue. Soudain il a sursauté.

Père : "Ils sont là. C'est bien eux. N'ouvrez pas la porte !"

Mère : "Comment tu sais qu'ils sont venus pour toi ? Tu es trop vieux pour qu'ils veuillent s'occuper de toi." J'étais bouche bée et regardais les allers-retours incessants de mon père.

Pendant ce temps-là, quelqu'un criait dans un mégaphone à l'extérieur de notre maison : "La maison est encerclée. Sortez, monsieur ! Nous savons que vous avez subi une vasectomie !"

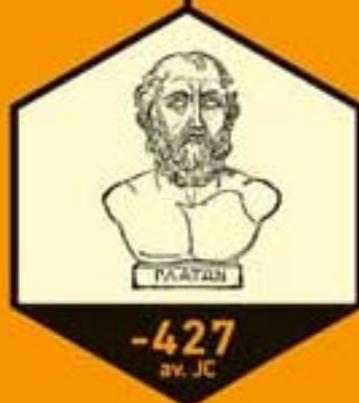
Père : "M... ! Maintenant tout le monde le sait !"

Mon père a couru vers le balcon, essayant de s'enfuir en sautant sur le toit de la maison de nos voisins.

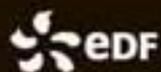
"Est-ce que c'est vrai, maman ? Papa s'était fait vasectomiser ?" ai-je demandé.

Maman a alors fondu en larmes et elle est tombée à terre. "Oui, mais l'affaire remonte à vingt-cinq ans. A cette époque, toute personne se faisant vasectomiser recevait même une prime. Nous n'avions pas assez de moyens financiers pour continuer à faire des enfants."

—Amir Vafaie
Publié le 16 avril



20-21 SEPT. 2014
OPÉRA BASTILLE
PALAIS GARNIER
lemonde.fr/festival
#lemondefestival



L'ORÉAL



ESPRESSO
FABERNOVEL





afrique

Nigeria. Les fantômes d'un géant

Confronté à la violence meurtrière sans précédent de Boko Haram, le pays le plus peuplé du continent est au bord de l'implosion. Mais ce cauchemar peut aussi provoquer, enfin, un sursaut citoyen.



nouvelle génération, qui conduit le débat, est formée de jeunes hommes et de jeunes femmes trop avertis pour être freinés dans leur action par les excuses du gouvernement. Ils sont en phase avec le reste du monde et ont élargi les horizons de leur réussite au-delà de leur environnement immédiat.

Ils sont impatients de voir le Nigeria revendiquer la place qu'il mérite dans le monde. Comme ils ont grandi sous de mauvais gouvernements, ils les repèrent de loin et savent bien quel fardeau ils représentent.

Sursaut ou péril. On peut se réjouir que les Nigériens se soient rassemblés autour du mot d'ordre #BringBackOurGirls [Ramenez nos filles !]. Mais pour gagner la guerre ils ont besoin d'autres armes que de simples hashtags. Pour repositionner leur pays, ils doivent consentir de vrais sacrifices et réclamer une société juste. Il ne s'agit pas seulement pour eux de se donner

bonne conscience, mais d'ériger les trois piliers présents dans toute grande nation : l'obligation de rendre des comptes, la recherche de l'excellence et la solidarité.

Il ne peut y avoir d'unité dans une société injuste. Ni de paix. Or ce sont là deux idéaux que les Nigériens appellent souvent de leurs vœux. Pour qu'ils deviennent réalité, beaucoup reste à faire. La bonne nouvelle, c'est que les idéaux du Nigeria n'ont pas été mis à l'essai puis abandonnés. Jugés difficiles à atteindre, ils ont été laissés de côté. Pour pouvoir les tester et établir une société juste, il faudra consentir des sacrifices. C'est la condition pour que le Nigeria ne reste pas un pays arriéré.

L'ancien juge de la Cour suprême des Etats-Unis Louis Brandeis disait que la lumière du soleil était le meilleur désinfectant. L'ouverture et la transparence seront capitales pour le renouveau du pays. Le pus qui suinte de la tête du Nigeria ne peut plus être dissimulé ni ignoré. La plaie doit être ouverte et drainée. Il peut s'en dégager une odeur. Du sang. Même si c'est douloureux, il faudra peut-être verser quelques gouttes de teinture d'iode sur la plaie, la

✎ Abubakar Shekau, leader du groupe terroriste Boko Haram. Dessin de Cajas, Equateur.

“Boko Haram est le commencement de la fin”

nettoyer et la panser. Toutes ces opérations sont indispensables.

Le nord du pays ne sera plus le même après Boko Haram. Ses habitants vont être confrontés à des choix difficiles : demanderont-ils des comptes à leurs responsables ou les laisseront-ils éduquer leurs enfants et laisser ceux des autres dans l'obscurantisme ? Si les autorités continuent à manquer à leurs obligations, les citoyens devront se rassembler. Le Nord décidera quelle place il souhaite occuper dans le pays sans se sentir méprisé ou favorisé.

Alors que d'autres Etats ne cessent d'œuvrer à fonder une nation parfaite, le Nigeria, lui, ne s'est jamais penché sur la question.

Le président Jonathan a déclaré que l'enlèvement des lycéennes par Boko Haram était le commencement de la fin. On peut dire aussi que c'est un tournant pour le pays. Ce pourrait être le début d'un renouveau honnête et sincère du Nigeria, ou la fin d'un simulacre. Le choix nous appartient.

Voulons-nous emboîter le pas au Pakistan, à l'Afghanistan et à la Somalie, ou au Brésil, à la Malaisie et à Singapour ? Comme on l'a vu ces dernières semaines, la situation peut changer très vite et les conséquences s'avérer désastreuses, y compris pour les innocents.

—Rudolf Ogoo Okonkwo
Publié le 13 mai

—Sahara Reporters
(extraits) New York, Lagos

Après Boko Haram, ce pays ne sera plus jamais le même, tant ce groupe armé hante le pays depuis cinq ans. La possibilité que le Nigeria se trouve dans un état si incertain m'a troublé. Cela signifie que tous les maux de notre pays pourraient se pérenniser.

Les événements de ces dernières semaines m'ont incité à imaginer ce que pourrait être l'après-Boko Haram au Nigeria. Au milieu de l'indignation soulevée par l'enlèvement de plus de 200 lycéennes de Chibok [le 14 avril, revendiqué par Boko Haram], j'ai relevé plusieurs changements dans l'esprit nigérian et dans la façon dont le monde se comporte avec nous. La manière dont nous interpréterons et gérerons ces changements déterminera l'évolution du Nigeria au lendemain de ce conflit.

La première image qui m'est apparue est celle d'un peuple uni autour d'une cause. [De nombreuses manifestations ont eu lieu au Nigeria pour que le gouvernement se mobilise et retrouve les lycéennes.] C'était

une image puissante qui disait à la classe dirigeante que la situation pourrait changer du jour au lendemain. Malgré un certain nombre de critiques, c'était un beau spectacle. Peut-être faut-il y voir un galop d'essai. Un prélude à quelque chose de plus grand. Un coup de poing sur la table. Peut-être aussi le mouvement va-t-il faire long feu. Tout dépendra de notre réaction. Mais pour les autorités c'était sans nul doute un signal d'alarme.

Leçon de crise. L'autre image est celle d'une volaille dont le croupion serait exposé aux yeux de tous. Le coup de projecteur des médias internationaux sur le Nigeria a fait apparaître la médiocrité de nos dirigeants au grand jour. Chaque fois que nos hauts responsables s'exprimaient devant la presse – que ce soit Labaran Maku [ministre de l'Information], Doyin Okupe, [conseiller du président pour les affaires étrangères], ou même Ngozi Okonjo-Iweala [ministre des Finances], qui a fait ses études à Harvard –, ils paraissaient misérables. Les Nigériens, qui n'avaient jamais eu l'occasion de voir leurs dirigeants sans leur uniforme du dimanche, ont été

choqués par le manque d'autorité dont ils faisaient preuve.

Puis, bien sûr, il y a l'image d'une communauté internationale bien au fait de la corruption de nos dirigeants, mais plutôt indulgente à leur égard. La crise lui a permis de s'exprimer. Pour la première fois, elle a eu l'air de penser que l'approvisionnement en pétrole ne devait pas être son seul intérêt au Nigeria. En public, elle a oublié son langage diplomatique pour faire la leçon à notre gouvernement – même si, en privé, les affaires restent sans doute les affaires.

S'ils s'efforcent de paraître calmes, nos dirigeants sont pourtant pris de panique. Il ne leur suffit plus de parader. Les Nigériens commencent à se rendre compte qu'ils ont intérêt à ce que leurs responsables soient préparés aux fonctions liées à leur mandat. Ils prennent conscience que le pays est pénalisé par la présence de personnes non qualifiées à des postes de responsabilité. La

Les Nigériens sont choqués par le manque d'autorité de leurs dirigeants

SOURCE



SAHARA REPORTERS

New York, Lagos (Etats-Unis, Nigeria)
saharareporters.com

Considéré comme le “WikiLeaks africain”, Sahara Reporters encourage les citoyens à parler de sujets peu couverts, comme la corruption et les méfaits des gouvernements africains. Le site d'information nigérian, basé à New York pour des raisons de sécurité, livre une information dégagée de toute crainte ou de favoritisme. Les éditeurs reçoivent, vérifient et éditent les informations envoyées par les citoyens sur le terrain.

MALI

Retour vers le chaos

La défaite de l'armée malienne à Kidal replonge le pays dans la guerre. L'immense effort de reconstruction entrepris après l'intervention française est remis en cause.



—L'Indicateur du **renouveau** (extraits) Bamako

Quelle chute vertigineuse en si peu de temps ! Les derniers événements dans le Nord ont fini de convaincre les plus chauvins des Maliens de l'état de déliquescence avancée de notre outil de défense. Conséquence : en moins d'une journée de combats à Kidal, l'armée nationale a une fois de plus été mise en déroute par une coalition d'apatrides, de bandits, de narcotrafiants et de criminels djihadistes. Kidal est totalement sous leur contrôle depuis mercredi [21 mai] et plusieurs autres villes et localités du Nord seraient dans leur ligne de mire. Le gouvernement, après avoir ordonné le "repli tactique" de nos soldats sous les feux nourris des ennemis de la nation, a unilatéralement déclaré un cessez-le-feu immédiat sur toute l'étendue du territoire, sonnait ainsi le glas du peu de fierté nationale qui pouvait encore rester à un peuple complètement sonné, désabusé et honteusement trahi. Le Mali subit ainsi la pire défaite militaire de son histoire après celle d'Aguelhok, le 23 janvier 2012, avec l'égorgeage de soldats abandonnés par l'Etat.

Ce fait gravissime pour l'honneur et la dignité de notre pays remet malheureusement en cause



— s'il ne réduit pas à néant — tous les maigres acquis de la courte période d'accalmie ayant suivi l'intervention de l'armée française à travers l'opération Serval en janvier 2013.

En effet, il importe de rappeler que le Mali revenait de loin, de très loin même. Car, au début de ce mois de janvier 2013, les principaux fondements d'un pays n'existaient quasiment plus dans le cas du Mali. L'Etat était en lambeaux. Les deux tiers du territoire, sinon plus, étaient occupés par les forces obscurantistes, les populations opprimées et soumises

à toutes sortes d'exactions et d'humiliations au quotidien. Une population dite "du Sud" qui semblait plutôt préoccupée par des combats de positionnement, la course aux postes et à l'enrichissement rapide ; une armée défaite, complètement désorganisée, démoralisée et démobiliée ; une économie sous perfusion de l'assistance humanitaire à travers le soutien de la communauté internationale, entre autres. Voilà où nous étions en cette fin 2012 et ce début 2013.

La France de François Hollande a senti le danger. Se sentant investie d'une mission et d'une obligation historique vis-à-vis du Mali, de l'Afrique et de l'humanité tout entière dans le cadre de la défense et de la préservation des libertés fondamentales et de la démocratie, elle s'est vue obligée de prendre sa responsabilité en lançant les premières frappes aériennes sur les positions avancées des djihadistes et autres terroristes. Le Mali venait d'être sauvé. La suite est connue. Dans le cadre des résolutions des Nations unies, le pays reconnu dans son intégrité territoriale et sa souveraineté a été libéré de ses occupants obscurantistes, des élections présidentielle et législatives ont été organisées.

Occupation. Malgré toutes les insuffisances, liées principalement au contexte politico-sécuritaire du pays, ces élections ont permis d'engranger des acquis incontestables et indéniables, notamment le retour du Mali dans le concert des nations. Elles ont également permis la reprise de la coopération avec l'ensemble de ses partenaires, le retour progressif de l'Etat et de ses services déconcentrés sur l'ensemble du territoire et l'enclenchement d'un processus de normalisation devant déboucher sur l'instauration d'une paix durable et définitive.

L'essentiel de ces acquis vient d'être remis en cause à la suite de décisions et d'actes inappropriés et inopportuns.

L'essentiel des acquis vient d'être remis en cause

↳ Dessin d'Aguilar paru dans *La Vanguardia*, Barcelone.

L'élément déclencheur restant incontestablement la visite forcée du Premier ministre, Moussa Mara, à Kidal le 17 mai dans les conditions de préparation que l'on sait désormais. Les conséquences sont là. Il s'agit aujourd'hui de les assumer et de les gérer plutôt que de se morfondre dans de purs enfantillages. Il ne saurait y avoir d'autres responsables que ceux qui sont à l'origine des événements, notamment le Premier ministre et son gouvernement. Certains seraient tentés d'exiger aujourd'hui leur démission. A quelle fin ? A quoi cela servirait-il aujourd'hui, dans une situation si désespérée et critique, que le gouvernement démissionne ? A la situation militaire déjà catastrophique, faut-il ajouter la crise institutionnelle et politique ? Le pays ne s'en relèverait pas de sitôt.



DÉCRYPTAGE

Intervention. Alors, il y a lieu pour nous tous (Etat, populations et groupes armés) de revenir à la raison avec réalisme, objectivité et responsabilité pour ne pas davantage compliquer une situation déjà très complexe. L'Histoire se chargera de situer toutes les responsabilités. Etant donné que chacun sait à pré-sent à quoi s'en tenir, il y a lieu de reprendre le processus où il a été abandonné avec l'appui et le soutien inestimables et impératifs de la communauté internationale, notamment la France et les Nations unies.

Plus une minute ne doit être perdue dans le dilatoire, la duperie et la flagornerie inutilement abjecte, honteuse et humiliante. Trop, c'est trop ! Le peuple est fatigué. Le pays est déjà par terre, nul besoin d'aggraver sa situation par des actes insensés, irresponsables et inopportuns.

Le gouvernement doit prendre des mesures urgentes. Parmi celles-ci figurent en bonne place l'interdiction de toute manifestation de soutien ou de protestation, la consolidation du cessez-le-feu s'il était entre-temps respecté par toutes les parties, le nécessaire rétablissement de la confiance entre tous les acteurs et partenaires, l'amorce immédiate d'un dialogue entre tous les Maliens.

—Bréhima Sidibé
Publié le 21 mai

Kidal: pourquoi la France n'intervient pas

Les militaires français comme les casques bleus ont un mandat restreint.

—L'Indépendant (extraits) Bamako

La tragédie qui s'est jouée à Kidal le samedi 17 mai [lire ci-contre], a permis à un grand nombre de nos concitoyens de mieux comprendre les missions dévolues à l'opération Serval et à la Minusma.

Les forces spéciales françaises et celles de l'ONU sont déployées dans la capitale de l'Adrar des Ifoghas, plus généralement dans le nord du Mali, pour y traquer et anéantir les hordes narco-djihadistes qui l'avaient occupé près d'une année durant, menaçant de déstabiliser durablement l'ensemble du Sahel occidental. Il s'agit en l'occurrence d'Aqmi (constitué principalement d'Algériens et de Mauritanien) et du Mujao (formé de ressortissants ouest-africains).

En revanche, elles n'ont pas vocation à aider les forces armées maliennes à combattre et à annihiler les groupes rebelles "nationaux". A cet égard, les différentes résolutions du Conseil de sécurité sur le Mali ne souffrent aucune ambiguïté. Elles recommandent aux autorités maliennes de trouver une issue pacifique au contentieux avec lesdits groupes par le dialogue. L'accord préliminaire de paix de Ouagadougou du 18 juin 2013 va dans le même sens.

Voilà pourquoi ni les soldats français ni ceux de la Minusma ne sont intervenus pour appuyer leurs frères d'armes du Mali aux prises avec les assaillants du MNLA [Mouvement national de libération de l'Azawad] le 17 mai à Kidal. S'agissant des soldats français, il convient de préciser qu'ils n'étaient qu'une petite quarantaine au moment des faits, la France ayant décidé, depuis le 13 décembre 2013, de rendre symbolique son dispositif kidalois à cause des critiques incessantes dont elle est la cible de la part des Maliens.

—Saouti Labass Haïdara
Publié le 21 mai

LIBYE

Un pays entre plusieurs feux

Séparatistes, partisans de l'ancien régime ou extrémistes islamistes... Leurs rivalités entraînent la Libye sur la voie de la somalisation.

—Your Middle East
Stockholm

Le 17 mai, tandis que les combats faisaient rage à Benghazi, dans l'est de la Libye, une nouvelle offensive se préparait contre les milices islamistes, à l'initiative de l'Armée nationale libyenne, qui regroupe certaines unités des anciennes armées de terre et de l'air, sous les ordres du général Khalifa Hafter. Les autorités par intérim ont dénoncé cette opération, parlant d'une "tentative de coup d'Etat". C'est la dernière d'une série de nouvelles alarmantes en provenance de ce pays d'Afrique du Nord.

En mars, après qu'un pétrolier nord-coréen battant pavillon panaméen a quitté sans encombre le port [d'Al-Sedra], dans l'Est, avec à son bord un chargement illégal de pétrole brut vendu par les rebelles, faisant fi des menaces d'intervention militaire du gouvernement, l'ancien Premier ministre libyen [Ali Zeidan], privé de la confiance du Parlement, a fui le pays [le 11 mars]. Des milices stationnées à Misrata, dans le Nord-Ouest, ont lancé une offensive contre les rebelles de l'Est, ce qui fut considéré dans un premier temps (à tort) comme l'amorce d'une guerre civile entre l'est et l'ouest du pays.

Tout cela nous amène à une question que personne n'ose poser tout haut à Tripoli : la Libye est-elle sur le point d'imploser ? Le pays prend-il le chemin de la Somalie, et donc de la déliquescence ?

L'été dernier, des séparatistes ont bloqué des terminaux pétroliers dans l'est du pays pendant plusieurs mois [jusqu'en avril]. La plupart sont d'anciens rebelles qui avaient conduit le soulèvement de Benghazi avant de se retourner contre le gouvernement par intérim après la chute de Muammar Kadhafi, en 2011. L'économie du pays ne se porte guère mieux. Le pétrole est une source vitale de revenus

pour la Libye, et ses exportations d'or noir, à la suite du blocus des terminaux, ont chuté de 1,4 million de barils par jour en 2011 à 235 000 aujourd'hui. Avant la guerre, le pays avait plus de 100 milliards de dollars [73 milliards d'euros] d'excédent budgétaire.

Autonomie. Sur le plan de la sécurité, la situation ne s'améliore pas, loin de là : les milices détiendraient 8 000 personnes en toute impunité. Un grand nombre d'entre elles auraient été torturées. L'ambassadeur de Jordanie vient d'être remis en liberté après avoir été enlevé [le 15 avril] et détenu pendant un mois. Les enlèvements sont devenus quotidiens dans les grandes agglomérations. Des millions d'armes, dont des armes lourdes, sont aujourd'hui éparpillées dans tout le pays, et même jusqu'en Syrie et en Arabie Saoudite. Le mépris du droit est devenu la règle. Les milices et les chefs tribaux se servent des armes fournies par la communauté internationale voilà trois ans pour mettre la main à la fois sur les villes et sur les sources de revenus. Kadhafi ayant tout

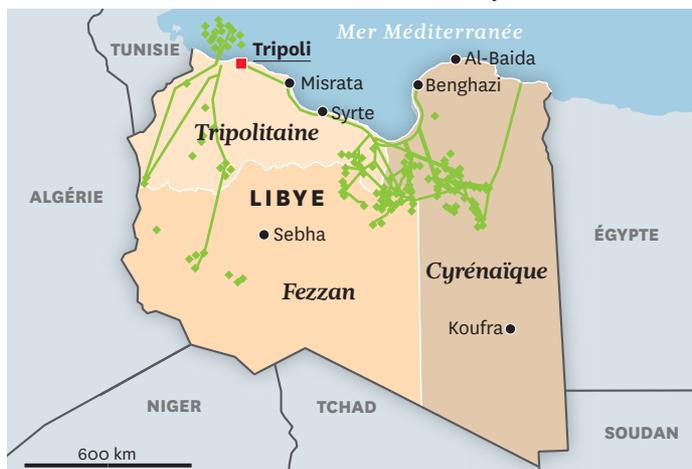
anéanti, tout en Libye était – est toujours – à reconstruire.

Que veulent les séparatistes ? Ils n'exigent pas seulement plus d'autonomie, mais quelque chose qui se rapprocherait de l'indépendance. La Cyrénaïque (Barqah en arabe) a pris des mesures concrètes en ce sens : pour commencer, elle a mis sur pied un gouvernement fantôme. Le 4 novembre 2013, elle proclamait unilatéralement son statut d'"Etat semi-autonome". La province séparatiste a même annoncé la création d'une compagnie pétrolière indépendante après avoir pris le contrôle de plusieurs ports commerciaux, étape préalable à la création d'une Force de défense de la Cyrénaïque. Le gouvernement autoproclamé de la Cyrénaïque se plaint d'être écarté de l'échiquier politique. L'est de la Libye concentre la plupart des richesses nationales sous la forme de gisements de pétrole.

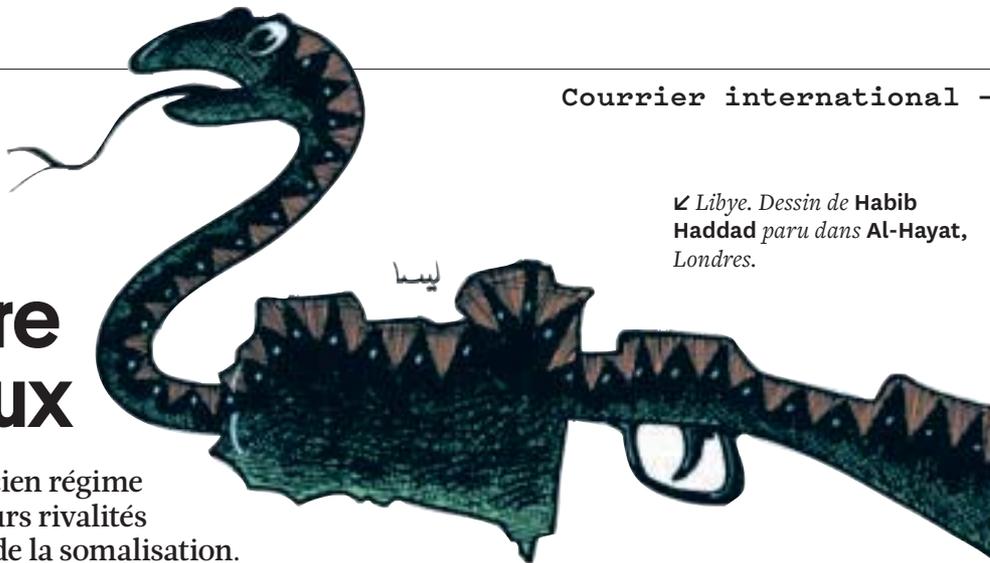
La vérité est que la Libye n'a pas toujours été un pays unifié : avant d'être envahie par l'Italie [en 1911], elle était divisée en trois territoires, lesquels sont représentés par les trois couleurs du drapeau national actuel. Une vieille légende grecque veut que Carthage (dans la région de la Tripolitaine, à l'ouest) et la Cyrénaïque (à l'est) "[soient] convenues de tracer la frontière

Trois régions pour un Etat

Les trois provinces historiques de Libye (limites approximatives) Exploitation et transport d'hydrocarbures



Libye. Dessin de Habib Haddad paru dans *Al-Hayat*, Londres.



Le général Hafter, héros ou voyou ?

Cet ancien proche de Kadhafi s'attaque aux islamistes qui terrorisent le pays.

—The Washington Post
(extraits) Washington

Deux semaines avant d'orchestrer l'attaque de deux grandes villes libyennes, Khalifa Hafter faisait la cour à un allié potentiel lors d'un dîner. Cet ancien général, un des leaders de l'opposition, a passé des années en exil dans le nord de la Virginie [Etats-Unis] avant de rentrer chez lui pour la révolution libyenne de 2011. Mais ce soir-là, il semble inquiet. "Vous pensez que c'est du suicide ?" demande-t-il à son nouvel ami et soutien, l'homme d'affaires Fathallah Ben Ali, qu'il rencontre dans la ville de Benghazi, dans l'est de la Libye.

Aujourd'hui, Khalifa Hafter, 71 ans, est à la tête de ce qui est peut-être le mouvement le plus dangereux pour le gouvernement libyen depuis le renversement de Muammar Kadhafi, en 2011. Les attaques menées ces derniers jours par ses hommes contre les milices à Benghazi [le 16 mai] et à Tripoli [le 18 mai] ont fait plus de 70 morts et des dizaines de blessés. Dans la capitale, des miliciens qui lui sont fidèles ont pris d'assaut le Parlement [et annoncé sa suspension].

Sauvetage. Selon ses amis, Hafter préparait cette opération depuis des mois. Son but est de débarrasser le pays des milices islamistes, qu'il accuse de terroriser le pays. Le gouvernement central libyen, trop faible, n'est pas parvenu à former une armée et des forces de police unies à partir de la multitude de milices armées nées de la révolution. Il n'est pas non plus parvenu à mettre fin aux assassinats et aux enlèvements qui mettent à mal ce pays riche en pétrole.

"Aujourd'hui, les gens sont désespérés", commente Bilal Bettamer, 24 ans, un habitant de Benghazi qui a organisé dans la ville une manifestation massive contre

séparant leurs sphères d'influence respectives à l'endroit où se rencontreraient les coureurs envoyés par chacune". D'après la légende, les athlètes se seraient rencontrés à peu près à mi-chemin, sur la rive sud du golfe de Syrte. Dans les années 1950, un régime fédéral était en vigueur, symbolisé par la Constitution de 1951. Après quoi, la Libye a été partagée en trois régions administratives : la Tripolitaine au nord-ouest, le Fezzan au sud-ouest et la Cyrénaïque à l'est. Dotées chacune d'une assemblée législative régionale, les trois zones jouissaient d'une grande autonomie.

Tribus rivales. De nos jours, d'autres régions se sont essayées à leur tour à la démocratie. Misrata, par exemple, a organisé l'élection de son conseil municipal l'année dernière. Le gouvernement central n'y a rien trouvé à redire – alors que Benghazi a eu recours aux diatribes et à la violence, Misrata s'est contentée d'agir. Un autre cas s'est présenté en mars 2012, lorsqu'une tribu libyenne, les Toubous [population noire estimée à au moins 800 000 personnes], a menacé de faire sécession dans le Sud après plusieurs jours de sanglants combats avec des tribus arabes rivales, notamment la tribu d'Abou Seif, dans la ville de Sebha, et la tribu des Zwaï, à Koufra, non loin de la frontière tchadienne. A travers le pays, certains dissidents frustrés, en particulier des extrémistes – les mêmes qui sont accusés d'être responsables de l'attentat de Benghazi [contre l'ambassade des Etats-Unis] le 11 septembre 2012 – ont aussi eu recours à la violence. Beaucoup de Libyens craignent qu'ils ne se satisfassent pas d'une semi-autonomie et que les membres des mouvements séparatistes réclament l'indépendance totale, emboîtant ainsi dangereusement le pas de leurs frères du Soudan du Sud, au risque de précipiter le pays dans une nouvelle guerre civile.

—Itxaso Domínguez de Olazábal
Publié le 20 mai

MAROC

Répression jusqu'à l'obstination

Mouad Belghouate a été arrêté le 18 mai à Casablanca. Depuis septembre 2011, c'est la troisième fois que ce rappeur protestataire se retrouve derrière les barreaux.



—Jadaliyya (extraits)
Washington

En arrêtant et en faisant tabasser à maintes reprises un artiste qui dit sans détour ce qui ne va pas au Maroc et se sert du rap comme d'un moyen d'expression salutaire, le Makhzen (régime marocain) vient rappeler, s'il en était besoin, que le pays est loin d'être une démocratie.

“C'est le comble de la hogra (en darija, arabe dialectal, c'est être soumis à une oppression doublée d'une humiliation) ! Ils me font haïr ma vie !” Ces mots sont prononcés par Hamza Belghouate, le frère de Lhaqed [l'indigné, celui qui a la haine], Mouad Belghouate, pendant une conversation téléphonique au cours de laquelle nous évoquons avec tristesse la toute récente arrestation de Mouad. Tout s'est passé le 18 mai, à l'entrée d'un stade de Casablanca.

Dès qu'il est arrivé devant le portail avec son frère et ses amis, la

police s'est approchée du groupe et a aussitôt interpellé Mouad. On l'a ensuite accusé d'avoir acheté des tickets au marché noir. Ils ont menotté Mouad et l'ont emmené avec son frère, tout en laissant partir leurs amis, qui avaient les mêmes tickets, achetés au marché officiel.

“A croire que c'était prémédité, note Hamza. Ils l'ont frappé aux mains, j'ai vu les marques... ils nous ont traînés dans l'un de ces fourgons de police bleus et ont recommencé à nous battre. Ça laisse toujours un arrière-goût horrible. Ils nous ont insultés et tabassés pendant les cinq heures d'interrogatoire. C'était tellement humiliant. Ils m'ont pris mon téléphone portable, puis ils nous ont emmenés au Quinzième (nom de l'un des postes de police de Casablanca). Puis ils ont gardé mes affaires, m'ont laissé partir et ont gardé Mouad sous les verrous.”

Tandis qu'il disait ces mots, je me suis rappelé un statut Facebook que Mouad avait mis en ligne juste la veille. Il se moquait du fait que le roi Mohammed VI se rende à la

☞ *Lhaqed (l'indigné, celui qui a la haine) est le pseudonyme du rappeur Mouad Belghouate. Dessin de Khalid Gueddar, Maroc.*

prière du vendredi en se faisant accompagner, le long du trajet, d'un groupe de musiciens traditionnels. En terre d'islam, il s'agit de quelque chose de très irrespectueux, étant donné la solennité spirituelle de la prière du vendredi, et c'est une faute d'autant plus grave que le roi est “commandeur des croyants” et qu'il tire une part de sa légitimité de son statut religieux.

Mouad, très critique du système, a participé, à Casablanca, aux manifestations du 20 février [mouvement né en 2011] pour la démocratie, en publiant des morceaux de rap sur YouTube. En septembre 2011, il est poursuivi en justice, accusé et condamné pour agression à la suite d'une plainte déposée par un royaliste [il passe quatre mois en prison]. En mars 2012, il est à nouveau arrêté pour une chanson dénonçant les abus de la police [il est condamné à un an de prison]. Une fois libéré, l'événement qu'il avait prévu pour le lancement de son nouvel album [en février 2014] a été interdit. De toute évidence, les autorités le harcelaient pour avoir exprimé bruyamment ses opinions politiques.

Contestation. L'espoir d'une démocratisation du Maroc s'ameuise. Le régime a démantelé le mouvement contestataire du 20 février, considérant les grandes manifestations de 2011 comme un copier-coller des autres événements de la région. Une telle attitude pourrait lui coûter cher. De fait, ses tentatives d'étouffer la contestation en utilisant un dérivatif – à savoir le Parti de la justice et du développement (PJD), une formation conservatrice [tendance islamiste] jusqu'alors écartée de la politique par le palais, puis présentée comme un facteur de changement – tournent court.

L'intégration sans faille de ce parti dans le système après les élections législatives anticipées de 2011 et son incapacité à défendre ses électeurs contre la soumission aux ordres reçus d'en haut ont notamment donné lieu à des mesures d'austérité qui grèvent

le budget du Marocain moyen. Comme tous les partis qui ont fait des compromis avec le Makhzen, le PJD a montré clairement qu'il n'avait ni l'envie ni la capacité de manifester le moindre désaccord avec le gouvernement de l'ombre (l'équipe de conseillers nommés par le roi, qui ont toute la confiance de celui-ci). Au lieu de cela, il a servi de bouclier au régime, lui permettant de se ressaisir après la vague de contestation de 2011.

Echec lamentable. Trois ans après, le ministère de l'Intérieur est toujours le bras armé du palais. Il supervise les élections et sert à étouffer les voix qui s'élèvent pour appeler à des réformes. Les entreprises du roi et de son entourage sont des monopoles prospères, tandis que ses conseillers s'occupent des relations avec l'étranger. Bref, la situation n'a guère changé.

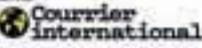
Face à l'échec lamentable du gouvernement, la population est de plus en plus lassée des solutions provisoires. Se poser en garant de la stabilité tout en sabotant les tentatives de démocratisation ne peut que conduire à leur perte le régime et ses politiques soumis.

En maniant la tactique de l'arrestation et de la libération, le régime s'assure de temps à autre de gros titres flatteurs dans les journaux, du type “Un militant a été libéré”. Mais pour les militants qui vivent cette injustice, c'est un vrai cauchemar. La stratégie du régime consiste à briser des vies et à démoraliser les gens qui ont des opinions. Pour ce faire, il multiplie les condamnations arbitraires. Une fois encore, un procès absurde va s'ouvrir.

—Zineb Belmkaddem
Publié le 20 mai


ARCHIVES
courrierinternational.com

“Mouad Belghouate : ouvrier le jour, rappeur la nuit”, l'article de l'hebdomadaire marocain **Tel Quel**.

Actuelles Le samedi à 13h10
Virginie Herz présente le magazine de celles et ceux qui font bouger un monde encore largement dominé par les hommes.
Chaque semaine, retrouvez l'actualité des femmes dans le monde avec  **LIBERTÉ • ÉGALITÉ • ACTUALITÉ**



à la une

GOOGLE MAÎTRE DU FUTUR

Le géant américain est aujourd'hui la marque la plus puissante du monde. Une position qu'il doit avant tout à ses innovations. Mais son fondateur et PDG, le tech-gourou Larry Page, n'entend pas en rester aux voitures, lunettes ou gadgets. Google attire désormais les meilleurs chercheurs du monde, qui travaillent sur la robotique, l'intelligence artificielle, la lutte contre le vieillissement... Objectif affiché : faire le bien de l'humanité. Que l'humanité soit d'accord ou non.



Larry veut décrocher la lune

Malgré sa discrétion, Larry Page, le cofondateur de Google, inspire toute l'entreprise. Son mantra : dix fois plus. Son rêve : changer le monde. Ses pistes : l'accès pour tous à Internet, la création d'un cerveau artificiel et la formule de l'immortalité.

— **Der Spiegel** (extraits) *Hambourg*

L'été dernier, 30 curieux objets ont fait irruption dans le ciel bleu de la Nouvelle-Zélande : sur 5 mètres de large et 12 mètres de haut, transparents et flottant mollement au vent, ils avançaient vers les étoiles comme des méduses géantes remontant à la surface de la mer. Des méduses avec des antennes et des technologies de radiofréquence. Les chercheurs d'ovnis étaient en émoi. CNN a couvert l'événement. Mais personne n'a fait le lien entre cette apparition céleste et la série d'offres d'emploi tout aussi curieuse publiée quelques mois auparavant : "Urgent. Profils recherchés : couturiers et experts en ballons. Emetteur de l'offre : Google. Nom de code du projet : Loon [barjot, dingue]."

C'est une équipe bien étrange que celle que l'entreprise a réunie au fil des mois, en catimini, dans son laboratoire secret de Californie. Des ingénieurs en textiles et des experts en aéronautique, des techniciens WiFi et des programmeurs. Leur mission, construire un aéronef comme il n'y en a jamais eu, plus robuste que les ballons météo qui résistent le mieux aux intempéries, avec une durée de vie suffisamment longue pour effectuer le marathon auquel on le destinait : un voyage de cent jours dans les airs, pour faire trois fois le tour de la Terre, porté par les courants éoliens constants qui serpentent autour de la planète. Les ballons doivent monter haut, jusque dans la stratosphère. Ils sont reliés à des bases au sol. Leur mission commence à une vingtaine de kilomètres d'altitude : connecter le monde à Internet. Ils sont conçus pour envoyer un signal WiFi jusque dans les coins les plus reculés du globe.

Deux tiers de l'humanité ne disposent pas d'une connexion rapide à Internet, des millions de personnes n'y ont pas accès du tout. Un fait que les patrons de Google se sont mis en tête de changer. Construire des infrastructures demande du temps et de l'argent, il faut poser des câbles, envoyer des satellites dans l'espace. Le réseau de ballons pourrait être la solution, une solution tout aussi folle qu'élégante, espèrent les ingénieurs californiens.

Il s'agit encore d'un projet pilote : les ballons ont fourni Internet à une cinquantaine de foyers néo-zélandais. Mais, si tout se passe bien, ils relieront bientôt des centaines de millions de foyers au World Wide Web. D'ici à la fin de la décennie, l'ensemble de l'humanité doit être connecté. C'est en tout cas ce que souhaite Larry Page, ce visionnaire de 40 ans, fondateur et PDG de Google. Si le moyen le plus rapide d'y parvenir est de mettre en place un réseau d'un millier de ballons gravitant autour de la planète, alors ainsi soit-il.

Google pense en grand. Quand le groupe parle



↑ **Les rêves fous de Larry Page, le patron de Google, façonnent toute la stratégie de recherche de l'entreprise.**

Photo Bruno Fert/
Picturetank

← **Dessin de Joe Magee, Royaume-Uni.**

de ses projets, il ponctue ses propos d'expressions comme : "l'humanité", "à l'échelle planétaire", "des milliards d'utilisateurs". Ceux qui pensent plus petit se font vite reprendre par leurs collègues ou depuis les hauteurs de l'entreprise : c'est lilliputien ! il faut voir plus grand ! avoir plus d'ambition ! Google a changé depuis que Larry Page, après une parenthèse de dix ans, en a repris les rênes [en avril 2011]. Le fondateur génial et excentrique, timide et audacieux, est en train de réformer le groupe de fond en comble.

Toutes les données du monde. L'image de Google est loin d'être entièrement positive. L'entreprise est le pionnier d'Internet sans qui la vie en ligne ne serait pas concevable. Mais c'est aussi la pieuvre insatiable qui rafle nos données. Google suscite des sentiments contradictoires comme peu d'autres groupes, de l'admiration et du respect, de la colère et de la peur. Mais cette image est devenue floue, elle se brouille à vue d'œil. Si l'on se penche plus près, tout ce qu'on voit, c'est que Google a commencé à se mouvoir à toute allure. Mais où va le groupe ? Et quelles en seront les conséquences pour nous ? Car, quand Google bouge, il n'est pas rare que des secousses se fassent sentir tout autour de la Terre.

"Nous avons toujours, toujours, toujours été une entreprise ambitieuse", insiste Amit Singhal, visionnaire développeur en chef de Google. "Mais avec Larry nos ambitions ont nettement changé ; elles sont encore plus grandes, plus audacieuses." Aujourd'hui, nombreux sont les managers de Google à avoir ce genre de phrase à la bouche. Larry Page a fait du "dix fois plus" le mantra du groupe : tout ce que fait la firme doit être dix fois plus grand, dix fois

mieux et dix fois plus rapide que ce qui existait auparavant. Il s'agit de "changer le monde", répète-t-il avec obstination, impassiblement. Comme pour dire : ce ne sont pas des mots creux, je le pense vraiment. Est-ce voir grand ? Ou bien est-ce de la folie des grandeurs ?

Cela fait longtemps que Google n'est plus seulement une entreprise de l'Internet. Très vite, il est devenu un groupe high-tech mondial, une superpuissance économique qui enregistre 60 milliards de dollars de chiffre d'affaires et 13 milliards de dollars de bénéfices. Le système d'exploitation Android domine le monde des smartphones. Le groupe installe des réseaux de câbles en fibre de verre, il produit des ordinateurs portables, des tablettes et des logiciels. Mais ce n'est pas fini. Larry Page est en train de faire de Google une machine du futur, une machine avec laquelle doit être forgé le monde de demain, qu'elle va façonner et orienter.

Les voitures sans conducteur et les Google Glass [des lunettes-ordinateurs qui donnent accès à la réalité augmentée] constituent une première étape. Les laboratoires Google lancent sans cesse de nouveaux chantiers – le tout dernier : le projet Ara, avec lequel le groupe compte développer un téléphone portable modulable [et personnalisable]. Si ces travaux ressemblent à de la science-fiction, ils sont menés avec le plus grand sérieux. Dans un nouveau service, les meilleurs ingénieurs de Google planchent sur des robots intelligents. Le projet Google Brain développe des ordinateurs qui imitent le cerveau humain. Des turbines éoliennes volantes doivent permettre de produire de l'électricité verte à peu de frais et en grande quantité. Les spécialistes des moteurs de recherche travaillent à une base de données géante qui doit mettre en réseau l'ensemble des savoirs du monde. Et Google X, le laboratoire secret fondé par un ingénieur allemand, mène maints autres projets qui semblent tout droit sortis de la série *Star Trek*.

Depuis le retour de Page, le budget de recherche de Google a doublé. En 2013, il était de 8 milliards de dollars. Ce que le groupe ne peut pas développer lui-même, il l'achète – les brevets comme les entreprises. Dernière acquisition en date, → 34



DER SPIEGEL

Hambourg, Allemagne

Hebdomadaire, 1 million d'ex.

www.spiegel.de

Un grand, très grand magazine d'enquêtes, lancé en 1947, farouchement indépendant, et qui a révélé plusieurs scandales politiques. Depuis sa création, *Der Spiegel* pratique le journalisme d'investigation et a déclaré la guerre à la corruption et à l'abus de pouvoir. Son site Internet – avec sa propre rédaction et ses propres correspondants – est le magazine en ligne qui a le plus de succès en Allemagne. Une version anglaise, avec la traduction de certains articles et enquêtes, existe depuis 2004.

33 ← pour 3,2 milliards de dollars : Nest, la société du concepteur de l'iPod, Tony Fadell, qui conçoit des appareils intelligents, comme des thermostats. [Google a depuis racheté trois autres sociétés, les britanniques DeepMind Technologies (intelligence artificielle) et Rangespan (big data), et l'israélienne SlickLogin (authentification sonore).] Google courtise aussi les grands scientifiques : généticiens, neuroscientifiques, électrotechniciens, ingénieurs en génie mécanique, chimistes. Tous ces projets et ces expériences sont reliés par une même idée, celle d'améliorer la vie des hommes avec des machines intelligentes, que ce soit au bureau, à la maison ou en voiture.

Larry Page veut des pas de géant, les petits pas de souris, pense-t-il, font tomber les entreprises dans la médiocrité. "Il y a quelque chose de complètement absurde dans la façon dont les entreprises sont dirigées. Elles se limitent à faire ce qu'elles ont toujours fait", répète-t-il. Certains investisseurs de Google craignent que le groupe ne dilapide ses milliards de bénéfices en projets fous. En réalité, grâce à ces énormes profits, Larry Page et l'autre cofondateur de Google, Sergueï Brin, font probablement aujourd'hui ce qu'ils ont toujours voulu faire. "Cela ne devrait surprendre personne que nous investissions massivement dans des projets qui semblent insolites ou spéculatifs." Ce qui est clair, c'est que la concurrence entre les grands groupes technologiques s'est durcie, et que la peur de louper la prochaine grande tendance règne.

Non aux lèche-culs. Laszlo Bock, directeur des ressources humaines chez Google, est responsable de 50 000 personnes dans 40 pays. Il parle un peu allemand. Ses parents ont fui la Hongrie pour se réfugier avec lui en Autriche. Lorsque nous abordons le sujet de la philosophie du groupe, il veut d'abord savoir comment traduire "butt kissing" : lécher le cul. Car c'est précisément cela que l'on cherche à éviter chez Google, les employés qui se préoccupent de satisfaire leurs supérieurs au lieu d'améliorer les produits. Laszlo Bock passe beaucoup de temps à se demander comment augmenter la satisfaction – et donc l'efficacité – des employés. Il a monté une unité de recherche interne, composée de sociologues et de psychologues, qui établit tous les six mois un profil psychographique des employés de Google : quels sont leurs valeurs, leurs centres d'intérêt, leurs modes de vie ? "Nous organisons l'ensemble de l'entreprise en fonction des réponses des Googlers", résume Laszlo Bock. Notre culture repose sur la transparence. Chaque employé a le droit de savoir à quoi nous travaillons et a son mot à dire sur la façon dont

l'entreprise fonctionne." Une déclaration surprenante, qui ne correspond pas à l'image donnée à l'extérieur : celle de *nerds* qui travaillent derrière des portes closes pour transformer nos données en dollars. Google suscite des réactions contradictoires. D'un côté, la société s'attire critiques, condamnations et méfiance. De l'autre, le service de Laszlo Bock est assailli chaque année par 2 millions de candidatures.

Pour se rendre au service des ressources humaines de Google, il faut traverser tout le campus du groupe. Le Googleplex, un peu à l'écart de la baie de San Francisco, est un vaste parc de plusieurs hectares où l'on sent l'air marin, le parfum des fleurs et parfois la marijuana. En chemin, on croise un peu tout ce qui fait que Google est Google – tout ce qui est "googley", car c'est ainsi que l'on parle ici. Les nouveaux collaborateurs sont des "Noogles". Les vélos colorés parkés un peu partout, mis à disposition des Googlers pour

effectuer les longs trajets entre deux bâtiments, sont des "G-bikes". Les luxueuses navettes qui transportent chaque jour des milliers d'employés entre San Francisco et le Googleplex sont des "G-busses". La culture du groupe porte la marque de ses deux fondateurs. Tous deux avaient une vingtaine d'années lorsqu'ils ont créé Google, en 1998. En 2001, ils ont confié sa présidence à Eric Schmidt [auparavant directeur général de Sun Microsystems et PDG de Novell, deux éditeurs de logiciels], car Google avait besoin d'un dirigeant expérimenté pour assurer sa croissance et son entrée en Bourse. Ils ont repris ses rênes en 2011 : Sergueï Brin est à la recherche, Larry Page décide de l'orientation du groupe. Ces dernières années, il a rationalisé Google, il l'a débureaucraté et rendu plus rapide.

Larry Page, fils de deux informaticiens, a été scolarisé dans une école Montessori.

↓ Dessin de Cost paru dans *Le Soir*, Bruxelles.

"Il faut faire des pas de géant. Les petits pas de souris font tomber les entreprises dans la médiocrité"

Larry Page,
PDG DE GOOGLE



LA CONSTRUCTION D'UN EMPIRE

SEPTEMBRE 1998 > **Naissance de Google.** Larry Page et Sergueï Brin présentent une version expérimentale de leur moteur de recherche.

OCTOBRE 2000 > Arrivée de la publicité. **AdWords** sélectionne des textes publicitaires en fonction des résultats d'une recherche.

JUIN 2003 > Lancement d'**AdSense.** Cette régie publicitaire en ligne sélectionne et publie les annonces en fonction du contenu d'une page.

OCTOBRE 2006 > Google acquiert la plateforme vidéo **YouTube** pour 1,8 milliard de dollars. Aujourd'hui, plus de cent heures de vidéos sont chargées chaque minute.

MAI 2007 > **Street View.** Des appareils photo spéciaux installés sur des voitures prennent des clichés à 360 degrés pour les services Google Maps et Google Earth.

SEPTEMBRE 2008 > Lancement de **Chrome**, qui fait concurrence à Internet Explorer (Microsoft) et à Firefox (Mozilla) pour occuper la place de leader des navigateurs Internet. > Riposte au système d'exploitation iOS d'Apple, Android équipe près de 80 % des smartphones.

NOVEMBRE 2011 > *The New York Times* évoque les recherches de Google en matière d'intelligence artificielle. Le projet prendra plus tard le nom de **Google Brain.**

Beaucoup de ceux qui le connaissent disent que cette expérience l'a profondément marqué. Il a appris à prendre tout à contre-courant. Et à toujours dire ce qui lui passe par la tête, tant pis si, comme c'est souvent le cas, ses interlocuteurs en ont les cheveux qui se dressent sur la tête. Un soir, lors d'un dîner, quelqu'un lui a demandé à quel problème urgent le gouvernement devait absolument s'attaquer. Réponse : "Coloniser Mars !" Larry Page apparaît rarement en public. Il ne parle presque jamais à la presse. On connaît peu de chose de sa vie privée, si ce n'est qu'il est marié à une bio-informaticienne et qu'il a deux enfants. On dit de lui qu'il est introverti et extraordinairement intelligent, et qu'il a terriblement confiance en lui. "Larry a encore fait un voyage dans le futur et il est revenu nous dire de quoi ça a l'air", voilà le genre de blague que l'on se raconte chez Google.

Larry Page ne cesse de se plaindre du manque d'ambition généralisé dans ce monde. Il peut avoir l'air impatient et s'ennuie vite. Dès les premiers jours de Google, il a martelé qu'il ne voulait pas se contenter de fabriquer de jolis objets de consommation, mais avait pour ambition d'être un inventeur comme son modèle, Nikola Tesla [ingénieur et inventeur serbe du début du xx^e siècle. Ses principaux champs d'expérimentation étaient l'énergie électrique et la radiocommunication. Il a déposé plus de 700 brevets.] Lorsque Page parle d'Apple, cela donne à peu près ceci : "Apple fait un très, très petit nombre de choses, et ça fonctionne plutôt bien. Mais je trouve que ce n'est pas satisfaisant. Il y aurait tellement de manières de nous faciliter la vie avec la technologie."

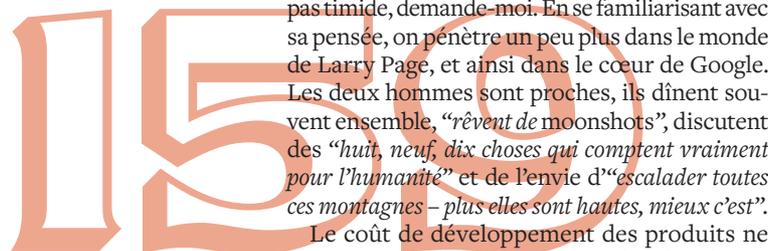


Sa philosophie du "dix fois mieux", il la résume ainsi : il est plus simple de tout faire dix fois mieux que d'améliorer les choses de 10 %. Car quand on avance à petits pas on ne trouve jamais d'idée radicalement meilleure. C'est pour ça que Google préfère recruter des généralistes que des spécialistes. "Quand on a passé toute sa carrière à faire la même chose, on résout les problèmes comme on l'a toujours fait au lieu de chercher une nouvelle approche", explique Laszlo Bock. Et, lorsqu'on veut accomplir de grandes choses, il ne faut pas avoir peur des grands échecs. Google travaille systématiquement à "déstigmatiser l'échec", souligne-t-il. "Nous confions à nos collaborateurs des problèmes insolubles, ces gens superintelligents s'échinent dessus, ils deviennent fous, furieux, et ils se plantent. Mais après ils ont appris ceci : 'J'ai échoué et ce n'est pas la fin du monde.'"

Stars et tsars de la recherche. Non loin du campus principal de Google se trouve un autre site, anonyme, plus sécurisé, un discret bâtiment de brique et de verre. Là, il y a peu de programmeurs, mais beaucoup d'ingénieurs électriciens, de constructeurs de machines et de techniciens de laboratoire. On y croise souvent Sergueï Brin. C'est ce lieu qui fait de Google l'entreprise la plus innovante, mais aussi la plus insolite au monde : Google X, le laboratoire futuriste du groupe, dont le nom est une allusion à la recherche de l'inconnu(e), de la grande solution. C'est là qu'est née la voiture sans conducteur, et qu'ont été imaginés les Google Glass et le projet Loon. Actuellement, le laboratoire travaille à une technologie permettant de construire des logements à vitesse grand V, possiblement avec une gigantesque imprimante 3D. Il y a aussi en test ces turbines éoliennes volantes d'une dizaine de mètres de long et pourvues de quatre hélices qui génèrent de l'électricité. Elles décrivent des cercles dans l'air, à plusieurs centaines de mètres de hauteur, envoyant de l'électricité à une station de base.

Mais le projet fou, le coup qui voudrait devenir un coup de maître, quelque part entre l'audace et l'imaginaire pur, a pour nom *moonshot* – le tir vers la Lune. Un nom inspiré de la célèbre annonce faite au début des années 1960 par l'ancien président des Etats-Unis John F. Kennedy, qui voulait envoyer un homme sur la Lune avant la fin de la décennie.

Google X a été fondé et construit par Sebastian Thrun, l'un des grands experts mondiaux en robotique et en intelligence artificielle. Son nom figure sur toutes les listes d'"inventeurs les plus créatifs" et de "penseurs les plus brillants"



MILLIARDS DE DOLLARS

C'est la valeur estimée de la marque Google, qui vient de dépasser Apple pour prendre la tête du classement BrandZ Top 100 2014, établi par le cabinet américain Millward Brown. La marque à la pomme, qui arrive juste derrière Google, totalise 148 milliards de dollars, et IBM, troisième du classement, 107 milliards. Si Google est la marque la plus puissante du monde, "c'est parce qu'elle a su miser sur l'inventivité [...] et lancer de nouveaux produits basés sur des innovations majeures", affirmait le 21 mai Peter Walshe, directeur de l'activité BrandZ chez Millward Brown, dans une interview à **Bloomberg TV**.

au monde. C'est une star. Sebastian Thrun est originaire de [la ville allemande de] Solingen. Il est allé à l'université à Hildesheim et à Bonn. Il parle anglais avec un accent allemand marqué et, quand on lui pose des questions, il clignote chaleureusement des yeux comme pour dire : allez, ne sois pas timide, demande-moi. En se familiarisant avec sa pensée, on pénètre un peu plus dans le monde de Larry Page, et ainsi dans le cœur de Google. Les deux hommes sont proches, ils dînent souvent ensemble, "rêvent de moonshots", discutent des "huit, neuf, dix choses qui comptent vraiment pour l'humanité" et de l'envie d'"escalader toutes ces montagnes – plus elles sont hautes, mieux c'est".

Le coût de développement des produits ne compte pas chez Google, explique Sebastian Thrun : "Notre objectif est tellement grand que l'argent qu'il faudra dépenser pour y parvenir est sans importance." L'idée séduit, à condition de gagner de l'argent autrement et suffisamment. Et elle explique pourquoi Google est largement seul sur le terrain du *moonshot*. Les petites entreprises n'ont pas assez de ressources, les grandes ne veulent risquer ni leurs profits ni le cours de leurs actions à la Bourse. Larry Page, lui, est convaincu que les entreprises qui ne font plus de paris à long terme sont vouées à disparaître. Il y a quelques semaines, Google X a présenté une lentille de contact qui mesure constamment la glycémie. Elle pourrait faciliter la vie à des millions de diabétiques. C'est une idée qui aurait dû venir d'une entreprise pharmaceutique ou de technologie médicale.

Quand on passe devant le bureau de Ben Gomes, on ne soupçonne pas que c'est là que travaille un des penseurs les plus influents du groupe. C'est une petite pièce sobre comme il y en a beaucoup dans le complexe : moquette morne, bureaux fonctionnels. Il la partage avec trois autres ingénieurs. Ben Gomes est un des premiers collaborateurs de Google, il a joué un rôle dans deux des trois premiers brevets, il a participé au développement du moteur de recherche. Son surnom : le "tsar de la recherche". C'est à lui que l'on doit de voir ce que l'on voit quand on fait une recherche sur Google. Le moteur de recherche est le *moonshot* originel, le premier projet démentiel. A l'époque, quand le web était jeune, qui pouvait imaginer de faire des recherches dans des millions de documents en quelques fractions de seconde ?

"Lorsque je suis arrivé chez Google, en 1999, l'objectif était de trouver les mots d'une requête dans un document", se souvient Ben Gomes. A présent, les mots clés sont "nouvelle intelligence artificielle" et "interaction homme-robot". Le moteur de recherche traite des centaines de milliards de requêtes → 36

SEPTEMBRE 2012 > La Californie autorise des tests avec des voitures sans conducteur.

FÉVRIER 2013 > Présentation des **Google Glass**. Cette paire de lunettes suscite une vive opposition : certains considèrent sa caméra intégrée comme une atteinte à la vie privée.

MAI 2013 > Google achète **Makani Power** : la start-up développe des sortes de dragons volants qui, à faible altitude, génèrent de l'électricité éolienne et la transmettent au sol via un câble.

JUIN 2013 > Présentation du projet **Loon**. Un réseau de ballons doit relier à Internet les régions les plus reculées de la planète.

SEPTEMBRE 2013 > Création de **Calico**. Le laboratoire de bio-technologie mène des recherches sur la santé et l'allongement de la vie.

DÉCEMBRE 2013 > Google collectionne les entreprises robotiques, dont **Boston Dynamics**, spécialisée dans les robots qui marchent et sont capables de porter des charges. Les robots de Google grimpent sur des échelles et courent comme des guépards.

JANVIER 2014 > Pour 3,2 milliards de dollars, Google rachète **Nest**, un fabricant de thermostats intelligents. Il souhaite faire son entrée dans l'"Internet des objets". > **Google X Lab** planche sur une lentille de contact pour diabétiques qui mesure la glycémie dans le liquide lacrymal.

35 ← par mois, il reconnaît les synonymes, complète les requêtes, corrige la grammaire, combine les actualités, les vidéos et les images.

Il y a deux ans, les scientifiques de Google ont relié 16 000 cœurs d'ordinateurs à une machine et leur ont montré trois jours de vidéos YouTube. La machine, espérait-on, fonctionnerait comme le cerveau d'un nouveau-né : bombardée d'informations, elle commencerait à ordonner le monde et à reconnaître les objets récurrents. L'expérience fut concluante. Après 10 millions d'images vidéo, l'ordinateur reconnaissait les objets, les êtres humains et les chats. Le projet porte le nom de Google Brain – le cerveau Google. Le système essaie d'imiter les connexions neuronales du cerveau humain. Il a déjà simulé 1 million de neurones et 1 milliard de connexions. Avec une tendance à la hausse exponentielle. Le grand chercheur dans ce domaine est depuis trente ans Geoffrey Hinton, professeur d'informatique à l'université de Toronto. Grisonnant et mince, distingué, articulant chaque phrase avec précaution, il a consacré sa carrière et sa vie au rêve de créer des systèmes informatiques "qui simulent l'intelligence organique". Il voudrait des ordinateurs qui "agissent de façon plus humaine". Créer de l'intelligence artificielle est depuis toujours le grand objectif de l'informatique, mais longtemps les progrès ont été modestes. Or voilà que les choses changent, à grand train, grâce aux théories qui travaillent depuis longtemps Geoffrey Hinton. "Deep learning" [l'apprentissage en profondeur], ainsi s'appelle le domaine autour duquel se réunissent les spécialistes de l'informatique et des neurosciences. L'idée, c'est de faire des machines plus intelligentes, qui développent une compréhension humaine de leur environnement.

Un résumé de l'intelligence humaine. Geoffrey Hinton travaille depuis un an pour Google. Il aurait aussi pu aller chez IBM ou Microsoft, mais il s'est décidé pour Google "parce qu'on n'y fait pas de différence entre les scientifiques et les ingénieurs". Tous ceux qui ont des théories intéressantes peuvent participer à l'élaboration du produit. Il n'a fallu qu'un an pour que Google applique les résultats des recherches de Geoffrey Hinton. Le temps presse, car, depuis que le but du *deep learning* est devenu clair, la concurrence dans ce domaine de recherche est âpre. En janvier, Google a payé 450 millions de dollars pour acquérir Deepmind, un petit laboratoire britannique spécialisé en intelligence artificielle. Si les ordinateurs parviennent à mieux reconnaître les objets, les personnes et les langues, on pourra concevoir de nouveaux produits. Siri, l'assistant parlant pour l'iPhone d'Apple, et la voiture sans conducteur de Google ne sont que des premiers essais.

Ces progrès reposent sur une idée radicalement nouvelle : l'intelligence humaine découle d'un seul algorithme. On a longtemps cru le contraire, qu'il y avait des milliers de sources différentes et que, pour créer de l'intelligence artificielle, il fallait construire d'innombrables systèmes informatiques pour chaque aptitude : le langage, la logique, la vision. "Nous sommes fascinés par l'idée que le cerveau apprend constamment de la même manière, dit Geoffrey Hinton. Et, dès lors qu'on a compris cette manière de fonctionner,

on peut enseigner à un système la vision, l'écoute, le toucher, voire la pensée logique."

Un objectif intermédiaire, suffisamment proche de nous pour que nous puissions le saisir, est l'utilisation quotidienne de la commande vocale d'ordinateurs. Maintenant que "la masse critique est atteinte", le chercheur pense que les progrès se poursuivront à pas de géant. Dans le domaine de la reconnaissance visuelle ils se retrouvent de plus en plus dans la vie quotidienne. Il existe déjà des applications qui reconnaissent les formes et les motifs, et trient elles-mêmes nos montagnes de photos – en mettant par exemple d'un côté les couchers de soleil et de l'autre les chats.

À l'automne dernier, *The New York Times* a révélé ce que venait de faire Andy Rubin pendant les neuf mois précédents. On dit de lui que c'est l'un des cerveaux les plus doués du secteur des technologies : il a construit le système d'exploitation Android pour Google, puis il a soudain disparu. Et lorsqu'il a refait surface il était à la tête d'un nouveau service de Google spécialisé dans les robots. Andy Rubin a étudié la robotique. Il a travaillé comme ingénieur chez Carl Zeiss, une entreprise technologique allemande. À l'époque, il avait déjà de grandes ambitions, mais pas de moyens. Ces derniers mois, Google a acquis pour lui huit entreprises leaders dans la recherche en robotique. Il y a par exemple Schaft, une équipe de spécialistes japonais qui a développé un type avancé de robot humanoïde, Bot & Dolly, qui fabrique les systèmes de caméra robotisés utilisés dans le blockbuster *Gravity*, et Industrial Perception, qui a mis au point des bras de robots. Et puis il y a Boston Dynamics. Dans les cercles de spécialistes, l'entreprise est célèbre pour ses robots qui courent plus vite que les plus rapides des hommes, qui escaladent les murs et grimpent aux arbres. Sur Internet, des vidéos montrent des monstres métalliques qui rappellent à en faire froid dans le dos le film *Terminator*. Boston Dynamics a travaillé pour le Pentagone.

Et voilà que les théories du complot germent en ligne : Google serait-il en train de constituer une armée de robots pour réduire l'humanité en esclavage ? Pour l'instant, en tout cas, Google a des desseins bien moins apocalyptiques. Son but est de révolutionner les robots de nos usines avec des machines plus faciles à utiliser, qui apprennent à comprendre leur environnement et peuvent effectuer des tâches complexes – dans la fabrication d'électronique par exemple. Voilà ce que racontent des ingénieurs au fait du projet.

Mais Google a des ambitions encore plus grandes. Il est rare que Larry Page divulgue ce qu'il a en tête. En septembre, il a fait une

“Notre objectif est tellement grand que l'argent qu'il faudra dépenser pour y parvenir est sans importance”

**Sebastian Thrun,
FONDATEUR DE GOOGLE X**



↑ **La principale richesse de Google ? Ses immenses centres de données, matière première de la recherche.**

Ici, celui de The Dalles dans l'Oregon, aux Etats-Unis.

Photo Camerapress/ Gamma-Rapho

exception, peut-être parce que c'est son *moonshot* le plus osé, celui qui dépasse tous les autres projets technologiques : "J'ai le plaisir d'annoncer la création de Calico, une entreprise qui se focalisera sur la santé, plus précisément sur le vieillissement et les maladies qui apparaissent avec l'âge." Calico est le Google X des biotechnologies. Sa mission : trouver la jeunesse éternelle – à tout le moins repousser la mort. Découvrir pourquoi le corps humain déchoit et devient souffreteux avec l'âge. Et comment ralentir ce processus. La direction de Calico a été confiée à Arthur Levinson, le président du conseil de surveillance d'Apple, qui a dirigé pendant des années Genentech, une des grandes entreprises de biotechnologie du monde. Ces derniers mois, Arthur Levinson a commencé à recruter des médecins et des biologistes de renom, dont le médecin en chef du géant pharmaceutique Roche et le généticien de Princeton David Botstein. Depuis, Google ne s'est plus exprimé officiellement sur ce sujet. "Nous cherchons encore la bonne approche", dit l'un des pontes de l'entreprise. "S'agit-il d'allonger la vie ? Ou de rester actif et en bonne santé jusqu'à la fin ?" Sans doute un peu des deux.

La quête de la pierre philosophale. Une chose est certaine : il faut commencer par mener des recherches de base. Dans un premier temps, Calico sera plus un institut de recherche qu'une entreprise pharmaceutique, explique notre source. Les chercheurs sont encore en train de rassembler des études, des foules de données sur les processus biologiques, les maladies et la mort. Et personne ne sait mieux que Google gérer des montagnes de données. Le lien entre poids, taille et durée de vie est intéressant, précise le chercheur. Cela pourrait valoir la peine d'étudier un groupe de personnes de petite taille du Canada, dont beaucoup vivent au-delà de 100 ans. Et que penser de la minuscule espèce de chauves-souris



La recherche sans labo

Chez Google, les chercheurs sont partout et ils ont accès aux données comme aux équipes. Un modèle qui attire les meilleurs universitaires.

—**Technology Review** Cambridge (Massachusetts)

Chez certains géants de l'informatique, Microsoft et IBM par exemple, le directeur de la recherche règne sur un service installé dans des locaux soigneusement isolés de la foire d'empoigne de l'activité principale. Alfred Spector, le directeur de la recherche de Google, n'a qu'une petite équipe, mais pas de service ni de locaux propres. Il passe la plus grande partie de son temps à arpenter les open spaces encombrés où sont installées les divisions produits. C'est là que se déroule la plus grande partie de la recherche fondamentale de l'entreprise.

Les équipes qui planchent sur [le système d'exploitation pour mobiles] Android ou sur les centres de données sont chargées de repousser les limites de la science informatique tout en gérant les affaires courantes.

“Il n'est pas nécessaire d'enfermer nos chercheurs dans une coquille protectrice à l'intérieur de laquelle ils phosphorent sur des idées géniales, affirme Alfred Spector. La recherche est une collaboration qui implique toute l'entreprise, le talent est partout.” Selon lui, cette méthode permet à Google de faire rapidement des avancées fondamentales – puisque les chercheurs ont accès aux montagnes de données [générées par les activités de l'entreprise] et à un vaste terrain d'expérimentation – et de les transformer très rapidement en produits.

En 2012, par exemple, les erreurs de reconnaissance vocale des applications pour mobile développées par Google ont diminué de 25 %. La raison : la société s'est mise à faire appel à de très grands réseaux de neurones artificiels – c'est-à-dire au *deep learning*, ou “apprentissage en profondeur”.

Cette approche permet à Google de gérer un casse-tête auquel sont souvent confrontés les grands groupes, explique Alan MacCormack, de la Harvard Business School, qui étudie l'innovation et le développement des produits dans le secteur des nouvelles technologies. “Nombre d'entreprises s'efforcent de trouver un équilibre entre la stratégie, qui définit ce qu'elles seront dans cinq ans, et les efforts de recherche, qui déboucheront sur des innovations inattendues. Le modèle de Google lui permet de mener tout cela de front.”

De plus, en intégrant les spécialistes de la recherche fondamentale au cœur de l'entreprise, Google encourage les autres employés, qui dans toute autre structure seraient très loin de la recherche et du développement, à apporter leur contribution et leurs idées, ajoute-t-il.

Alfred Spector assure même que Google X, la très secrète division qui abrite le projet [de lunettes à réalité augmentée] Google Glass et le projet de voiture sans chauffeur, est plus un atelier de développement qu'un labo de recherche, tout projet ayant pour finalité la commercialisation

du produit. “Ils [cette division] pratiquent la même méthode que le reste de Google, un mélange d'ingénierie et de recherche, qu'ils incorporent dans des prototypes et des produits.”

Pour Cynthia Wagner Weick, professeure de gestion à l'université du Pacifique, si Google a adopté cette méthode, c'est parce que ses fondateurs étaient déterminés à ne pas isoler la recherche fondamentale. “Ce qui les intéresse, c'est la résolution de gros problèmes, pas seulement l'informatique et les communications”, explique-t-elle.

Supermachine à fric. Google puise également dans les forces vives les universités pour doper sa recherche fondamentale. L'entreprise consacre chaque année plusieurs millions de dollars au financement de plus d'une centaine de bourses de recherche et de quelques dizaines de bourses de doctorat. Elle accueille en permanence une trentaine d'universitaires, qui peuvent rester jusqu'à dix-huit mois. Et, ces dernières années, elle a débauché plusieurs chercheurs, en particulier dans le domaine de l'intelligence artificielle. Ceux qui rejoignent Google peuvent continuer à publier tout en ayant accès à des ressources, à des outils et à des données impossibles à obtenir dans leur université.

Ces chercheurs ont de plus en plus de mal à faire progresser un domaine comme l'informatique sans l'implication des entreprises, estime Alfred Spector. Or, pour mettre au point et tester des idées nouvelles, il faut absolument avoir accès à de grandes quantités de données et à des systèmes qui fonctionnent. “C'est grâce à Google, plus qu'à toute autre société, que cet empirisme est pratiquement devenu la norme. L'apprentissage automatique [un des champs de recherche sur l'intelligence artificielle] et le fonctionnement à l'échelle réelle permettent de faire des choses très différentes. Il n'y a aucun intérêt à couper les chercheurs des données.”

Combien de temps encore Google pourra-t-il attirer les meilleurs chercheurs ? Difficile à dire, vu le foisonnement de start-up dans la Silicon Valley. “Nous sommes revenus à l'époque où il y avait une foule de start-up qui exploraient de nouveaux territoires”, déclare Alan MacCormack. Et si les concurrents peuvent amasser des données plus intéressantes, ils seront peut-être en mesure d'absorber la magie qui règne sur la recherche de Google.

La menace est bien réelle : l'année dernière, l'entreprise s'est fait rafler un pont de l'apprentissage en profondeur par Facebook. Elle est toutefois protégée, à court terme, par les montagnes d'argent dont elle dispose et qu'elle compte bien dépenser. “La chance de Google, poursuit Alan MacCormack, c'est d'avoir une supermachine à fric qui peut financer beaucoup d'expérimentations et de recherches.”

—**Tom Simonite**
Publié le 18 mars

de Sibérie qui ne pèsent que quelques grammes mais vivent jusqu'à 40 ans ? Bien sûr, il ne s'agit pas d'en rester à la théorie. Selon notre source, le but est de produire, à terme, des médicaments qui permettront de rendre la vie plus longue ou meilleure, peu importe. Un marché potentiel qui se chiffre en milliards.

Il existe donc un risque que Google s'approprie nos données encore plus goulûment, en restant sourd à nos objections, en posant sur le reste du monde un regard encore plus arrogant. Mais la cause de cette arrogance n'est pas la malveillance. Ni la cupidité, comme c'est le cas de ces banquiers d'investissement qui s'étaient pris pour les “maîtres du monde”. Google est, comme tant d'autres sociétés de la Silicon Valley, animé par l'idée de rendre le monde meilleur grâce au progrès. La cause de l'arrogance du groupe – et du danger –, la voilà : Google prétend décider tout seul de ce qu'est le progrès, de ce qui est mieux pour nous, et des effets secondaires que nous devons être prêts à accepter. Cette présomption vient de ce qu'il est convaincu que le Googleplex réunit certains des individus les plus intelligents au monde et que, s'ils travaillent tous suffisamment dur et réfléchissent suffisamment longtemps, ils trouveront nécessairement les bonnes solutions pour le bien de l'humanité. Même si la moitié de l'humanité n'est pas d'accord. Même si elle en éprouve un malaise. La direction du groupe et le personnel connaissent cette méfiance et ce scepticisme. Et ils n'aiment pas cela. Certains signes donnent à penser que Google devient plus raisonnable, plus réfléchi. Petit à petit. “Il y a chez nous un grand débat sur la protection des données et la transparence”, confie Sebastian Thrun.

Restent ces questions : devons-nous nous inquiéter ? ou bien pouvons-nous nous réjouir ?

—**Thomas Schulz**
Publié le 1^{er} mars



ARCHIVES
courrierinternational.com

“San Francisco se rebelle contre les geeks” : entre la métropole californienne, berceau de la contre-culture, et les entreprises de la Big Tech, le fossé se creuse. Le 1^{er} mai, les anti-high-tech ont bloqué le passage des Google Bus et porté plainte contre l'entreprise. Cet article paru dans *CI* n° 1200, du 31 octobre 2013, fait partie d'un dossier intitulé “Le pire des mondes”, qui recense les critiques dont Google, Facebook et autres font l'objet. Pointée du doigt : leur suffisance.

trans- versales. formation



Etudiants : partir à tout prix



FOCUS

Chaque année, plusieurs millions de jeunes envisagent de quitter leur pays pour poursuivre leur cursus à l'étranger. Mais les coûts d'inscription à l'université et les frais liés à l'expatriation constituent le principal frein à cet élan.

✎ Dessin d'Emiliano Ponzi,
Italie.

Le Québec conteste l'exception française

La province canadienne voudrait aligner les droits de scolarité des étudiants français sur ceux des autres étrangers. Cela se traduirait par un triplement du coût de l'inscription.

— **Le Devoir** (extraits) Montréal

Sij'avais su que je devrais payer 10 000 dollars [canadiens, soit 6 700 euros] par année pour faire mon MBA, j'aurais réfléchi à deux fois avant de venir au Québec", assure Aurélien Binet, qui étudie à l'université Laval. Comme lui, une partie des 12 000 étudiants français inscrits dans les universités québécoises se demandent s'ils ne devront pas bientôt plier bagage faute de pouvoir faire face à une hausse annoncée de 180 % de leurs droits de scolarité. Une pétition a déjà recueilli 600 signatures [ce chiffre est aujourd'hui de 3 200]. Selon M. Binet, ceux qui souffriront le plus de cette hausse sont les étudiants qui ne sont pas assurés de trouver un emploi rémunérateur à la fin de leurs études. "Ceux-là repartiront rapidement pour la France", dit-il.

Pendant la campagne électorale, le chef du Parti libéral, Philippe Couillard [devenu Premier ministre le 23 avril], a affirmé qu'il fallait hausser les droits de l'ensemble des étudiants des pays francophones au niveau de ceux payés par les étudiants des autres provinces canadiennes. Cela porterait de 2 300 à 6 300 dollars [4 200 euros] le coût moyen d'une année de premier cycle.

A Paris, la nouvelle a créé un choc et l'on s'agite dans les ministères. Une telle hausse, annoncée sans la moindre consultation préalable, est perçue comme une rupture de contrat remettant en question ce qui a jusqu'ici représenté le cœur de la coopération France-Québec. La révision d'une telle entente porte une "symbolique forte", estime le consul général de France à Québec, Nicolas Chibaëff, qui rejette toute "approche strictement comptable". Au Conseil du Trésor, on évoque un manque à gagner de 75 millions de dollars [50 millions d'euros] par année pour les universités québécoises, où près de la moitié des

étudiants étrangers sont français. Leur nombre a augmenté de 90 % depuis 2006.

Si les Français sont exemptés des droits supplémentaires normalement payés par les étudiants étrangers, c'est en vertu d'une lettre d'entente signée en 1978 par le ministre de l'Éducation, Jacques-Yvan Morin, au moment où le Québec a instauré ces droits. Mais cette lettre ne faisait que confirmer l'esprit des ententes précédentes, selon lequel les étudiants québécois devaient être considérés comme des Français en France et les étudiants français comme des Québécois au Québec. Pour l'ancien ministre [de l'Éducation] Marcel Masse, il ne fait pas de doute qu'une hausse des droits des étudiants français serait "contraire, à tout le moins, à l'esprit des accords de coopération France-Québec" signés en 1967.

"La situation est urgente", reconnaît Frédéric Lefebvre, de passage la semaine dernière au Québec. Selon ce député, qui représente les Français d'Amérique du Nord à l'Assemblée nationale française, cette hausse irait à l'encontre non seulement des accords historiques qui lient la France et le Québec, mais aussi des accords de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne. Sans oublier l'entente signée avec la France sur la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles. "Nous avons pris de l'avance sur le reste de l'Europe et du Canada. Il ne faut absolument pas casser cet élan, dit Frédéric Lefebvre. M. Couillard veut renforcer l'attractivité du Québec pour les étudiants francophones, il ne faudrait pas qu'une décision administrative fasse le contraire."

Si les étudiants français sont si nombreux au Québec, c'est en bonne partie parce que les universités québécoises font du recrutement intensif en France. "Ces étudiants ne sont pas un problème, c'est plutôt un investissement", dit l'historien Denis Vaugeois, qui fut le premier directeur général des relations internationales du Québec entre 1970 et 1974. "Ce sont des candidats extraordinaires à l'immigration. Ils sont bien formés et s'intègrent parfaitement. Au fond, c'est le Québec qui est gagnant !"

Si l'exemption de droits de scolarité dont jouissent les Français au Québec apparaît comme un manque à gagner, c'est aussi parce qu'en retour peu d'étudiants québécois vont en France. Moins de 1 000 Québécois s'inscrivent dans les universités françaises, souvent pour de très courts séjours. L'époque est bien révolue où, comme dans les années 1960 et 1970, les élites québécoises envoyaient leur progéniture étudier dans l'Hexagone.

"Les Français sont des candidats extraordinaires à l'immigration. Ils sont bien formés et s'intègrent parfaitement"



↓ Dessin de Tomasz Walenta,
Pologne.



Comment expliquer ce déséquilibre ? D'abord parce que la France compte 65 millions d'habitants et le Québec 8 millions. De plus, depuis la mise en place du programme européen Erasmus et l'uniformisation des diplômes en Europe, la mobilité est devenue la norme en France. Tous les étudiants de l'Institut de sciences politiques de Paris, par exemple, doivent faire un séjour d'études à l'étranger. Avec l'Allemagne, la France est le pays européen où les étudiants sont le plus mobiles.

“Nous serions prêts à accueillir beaucoup plus d'étudiants québécois”, affirme Nicolas Chibaëff. Selon lui, il faudrait élargir cet accueil à l'enseignement professionnel et technique. La France demeure le troisième pays attirant le plus d'étudiants étrangers, après les Etats-Unis et le Royaume-Uni. Une récente étude TNS Sofres révélait que 91 % des étrangers qui poursuivent des études supérieures en France ont une image positive de ce pays.

Du côté québécois, on mentionne souvent les amphithéâtres bondés, les difficultés à trouver du travail et les tracasseries administratives. La Délégation générale du Québec reçoit chaque année des appels d'étudiants qui cherchent une caution pour louer un appartement. La difficulté d'accéder aux grandes écoles a aussi été soulevée par les fonctionnaires québécois. Si certaines, comme HEC, Polytechnique et les écoles de commerce, coûtent cher, la majorité imposent des droits inférieurs ou équivalents aux universités québécoises et demeurent accessibles aux Québécois sur dossier ou au prix d'un concours qui peut cependant exiger deux ans de préparation intensive. Il faut “sortir par le haut” de ce débat, estime Nicolas Chibaëff. “Et il faut surtout en profiter pour donner un nouvel élan à la mobilité des étudiants québécois en France.”

— **Christian Rioux**
Publié le 14 avril

Quitter le Royaume-Uni pour moins cher

Les universités étrangères attirent les jeunes Britanniques en proposant des cursus moins onéreux et des cours en anglais.

— **The Guardian** (extraits) Londres

Daniel Hughes voulait depuis toujours faire un master, mais le coût du cursus au Royaume-Uni l'en avait dissuadé. Ce diplôme revient en moyenne à 6 000 livres [7 370 euros] par an et certaines universités demandent plus du double. “Je me disais que je poursuivrais mes études à l'étranger après avoir obtenu mon diplôme [de premier cycle] à l'université de Bangor [au pays de Galles] et travaillé pour le NHS [le système de santé public britannique], confie-t-il. Je parle un peu suédois et les masters sont gratuits en Suède, c'était donc logique de chercher de ce côté-là.”

Aujourd'hui âgé de 29 ans, le jeune homme est en deuxième et dernière année de master médias et communication à l'université de Stockholm et prépare un mémoire sur les raisons du succès des séries télévisées policières scandinaves auprès du public britannique. Daniel Hughes est l'un de ces nombreux Britanniques qui poursuivent leurs études en Europe dans des → 40

INSEAD
The Business School for the World

Degree Programmes

A world of possibilities
www.insead.edu

WITH
CEFAM
REACH YOUR INTERNATIONAL BUSINESS AMBITIONS

ÉCOLE INTERNATIONALE DE MANAGEMENT,
PROGRAMMES DU BAC AU MBA.
100% DOUBLE-DIPLÔME // FRANCE / ÉTATS-UNIS.

• Titre certifié Niveau I par l'État.
• BBA et MBA.

CONCOURS
BBA ET MBA :
Mercredi 11 juin
Mercredi 16 juillet

EN ASSOCIATION AVEC DES UNIVERSITÉS AMÉRICAINES ACCRÉDITÉES PAR L'AACSB

Northwestern University Boston
TEMPLE UNIVERSITY Philadelphia
PAGE UNIVERSITY New York City
SIENNA COLLEGE Loudonville
RIDER UNIVERSITY Lawrenceville

CEFAM
CENTRE D'ÉTUDES FRANCO-AMÉRICAIN DE MANAGEMENT

Contact : Marc-Henri Wach - 04 72 85 73 63 - marchenri.wach@cefam.fr
www.cefam.fr

39 ← universités proposant des masters en anglais pour beaucoup moins cher qu'au Royaume-Uni, voire pour rien du tout.

D'après l'Institute of International Education, le nombre de masters en anglais a bondi de 42 % ces deux dernières années en Europe, pour dépasser les 6 600, Pays-Bas, Allemagne et Suède montrant la voie.

Comme leurs homologues suédoises, les universités publiques allemandes ne perçoivent pas de frais de scolarité. *“Les universités allemandes se sont donné pour priorité d'attirer les diplômés du premier cycle du Royaume-Uni”*, confie Andreas Hoeschen, qui dirige le bureau londonien du Service allemand d'échanges universitaires. *“Ce n'est pas une question de gain financier mais d'internationalisme. Avoir un campus plus international bénéficie aux étudiants allemands et, en termes d'employabilité, c'est un gros avantage pour les jeunes de faire un master à l'étranger.”*

Nicholas Crawford, 23 ans, est l'un de ces étudiants. Il prépare un master de politique publique à la Hertie School of Governance, à Berlin, après avoir étudié la philosophie à l'université de Cambridge. *“Pour quelqu'un comme moi qui veut poursuivre une carrière internationale et travailler dans le monde entier, il est cohérent d'avoir sur son CV une université*

autre que celle de son pays d'origine”, explique-t-il. Sans être gratuite, la Hertie School, qui est un établissement privé, est moins chère que ses équivalents britanniques. Nicholas Crawford perçoit une bourse qui couvre 50 % de ses frais de scolarité, ce qui réduit ceux-ci à 11 000 livres [13 510 euros] pour deux ans. Son master comprend un stage obligatoire et il espère en trouver un dans une organisation en relation avec la diplomatie. Même s'il aime ce qu'il fait, il trouve que la pédagogie, qui repose sur une série de tâches pour lesquelles il est évalué, est plus proche de celle d'un premier cycle.

L'université de Maastricht, aux Pays-Bas, est un établissement relativement nouveau. Créée il y a trente ans pour redynamiser une ancienne ville minière, elle fonde son enseignement sur la résolution de problèmes. Les étudiants sont également encouragés à se former les uns les autres, à faire des présentations et des recherches et à travailler en groupe. Ils gèrent eux-mêmes leurs études et la présence sur le campus de jeunes de 50 nationalités différentes leur permet de se former des perspectives internationales.

“La raison principale qui m'a poussée à venir à Maastricht, c'est le programme”, explique Nadia Grant, 23 ans. Diplômée de l'université de Glasgow, elle prépare un

master de droit international. *“J'ai regardé partout en Europe et c'était la seule maîtrise qui incluait les langues.”* Elle apprécie la méthode d'enseignement, même s'il lui a fallu un peu de temps pour s'y habituer. Ses cours changent toutes les sept semaines. Deux cours se déroulent en même temps, de sorte qu'elle couvre beaucoup plus de domaines qu'elle ne le ferait au Royaume-Uni. *“C'est vraiment intense. On ne peut pas se laisser aller.”* Conséquence, elle travaille plus dur et a de meilleurs résultats.

Margaret Price, elle aussi inscrite à Maastricht, prépare une maîtrise en études européennes. Elle ne cache pas qu'elle a choisi ce cursus parce qu'il était bon marché. *“En plus, j'ai toujours voulu vivre à l'étranger. C'était le meilleur moyen de le faire et d'avoir un bon diplôme à la fin.”* Les frais de scolarité sont moins élevés qu'au Royaume-Uni et le gouvernement néerlandais accorde des bourses et des prêts généreux. Comme Nadia Grant, Margaret Price trouve le cursus beaucoup plus intense que ce qu'elle a connu à Bristol. *“On est beaucoup plus impliqué et c'est plus interactif. C'était intimidant au début. Il faut prendre confiance en soi, mais après c'est très stimulant.”*

—Lucy Hodges
Publié le 29 avril

Tout est une question de coût !

Pour les Britanniques comme pour les Américains, le montant des frais d'inscription demeure la principale raison de choisir ou non de traverser l'Atlantique.

—The New York Times (extraits)
New York

Si la forte augmentation des frais de scolarité dans leur pays incite les Britanniques à envisager de poursuivre leurs études à l'étranger, leurs homologues américains hésitent à se lancer dans cette voie de peur de s'endetter. C'est ce qui résulte d'une étude publiée le 24 avril par l'Education Intelligence, la branche

Vous partez vivre et travailler à l'étranger

MFE

Maison des Français de l'Étranger

DOUANES

DÉMARCHES

ADMINISTRATIVES

FISCALITÉ

PROTECTION

SOCIALE

SANTÉ

SCOLARISATION

Toute l'information sur l'expatriation

La MFE vous accueille, informe et conseille

UN ESPACE D'ACCUEIL, DU LUNDI AU VENDREDI DE 14h À 17h

des consultations avec des experts et des ateliers mensuels gratuits

UN SITE INTERNET WWW.DIPLOMATIE.GOUV.FR/MFE

de l'information pour toutes vos questions liées à l'expatriation

un forum de discussion

Maison des Français de l'Étranger

48, rue de Javel - 75015 PARIS

tél. : 01 43 17 60 79

📧 : info.mfe@diplomatie.gouv.fr

Retrouvez-nous aussi sur Facebook

MFE - Maison des Français de l'Étranger



MFE

Maison des Français de l'Étranger



↳ Dessin de Belle Mellor, Royaume-Uni.



recherche du British Council [l'agence culturelle britannique chargée, notamment, de promouvoir l'apprentissage de l'anglais]. Selon cette enquête, qui porte sur 7 000 étudiants britanniques et américains, 37 % des Britanniques interrogés songent partir étudier à l'étranger, contre 20 % l'année dernière. En revanche, les Américains ne sont plus que 44 % à envisager de faire de même, contre 56 % en 2013.

Les étudiants américains semblent plus aventureux que leurs homologues britanniques

Quelque 57 % des Britanniques prêts à partir invoquent l'augmentation des frais de scolarité pour expliquer leur projet. Dans les universités de leur pays, soumises à des coupes budgétaires, ces frais sont passés de 3 000 livres [3 690 euros] en 2012 à 9 000 livres [11 000 euros] pour le premier cycle. "Ici, il faut payer un prix très élevé pour aller à l'université", commente Elizabeth Shepherd, l'auteur du rapport. Les jeunes commencent donc à regarder ailleurs." Pour 32 % des étudiants américains, le coût représente au contraire le principal obstacle non universitaire au départ : en ces temps d'augmentation des frais de scolarité, les jeunes craignent de s'endetter encore davantage en partant à l'étranger.

L'enquête avait pour objectif de comprendre les obstacles, réels ou perçus, qui empêchent les jeunes de s'expatrier. "Les étudiants de ces deux pays ont l'impression d'avoir accès au meilleur enseignement au monde chez eux et craignent de ne pas retrouver cette qualité ailleurs", analyse Elizabeth Shepherd.

Chacun des deux pays est la destination de choix des étudiants de l'autre. Les Etats-Unis viennent en tête pour un tiers des Britanniques, et la Grande-Bretagne pour 19 % des Américains. Pour les Britanniques, l'environnement linguistique est un facteur

particulièrement important : l'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande, des pays anglophones, font partie de leurs dix premières destinations. Par rapport à l'année dernière, ils s'intéressent cependant davantage à des pays européens comme les Pays-Bas et l'Allemagne, et en particulier pour leurs établissements qui proposent des cours en anglais. La possibilité d'un enseignement en anglais "n'a pas été abordée en particulier dans les questionnaires, mais elle a été portée à notre attention. On constate un intérêt croissant pour ces cursus", précise Elizabeth Shepherd.

La peur de ne pas s'intégrer représente le principal obstacle non universitaire pour les étudiants britanniques, qui expriment "une certaine anxiété" à l'idée de se rendre à l'étranger et de rencontrer des gens d'une culture différente, qui parlent une autre langue. Les Américains semblent plus aventureux. La possibilité d'améliorer ses perspectives d'emploi compte beaucoup pour les Britanniques : 88 % de ceux qui songent à partir sont convaincus que cette expérience sera pour eux un avantage quand ils chercheront du travail.

Toujours soucieux des coûts, 23 % des Américains intéressés par des études à l'étranger connaissent aujourd'hui les programmes subventionnés par l'Etat, contre seulement 6 % en 2013. La possibilité d'obtenir une aide financière influence directement l'opinion de 59 % d'entre eux.

Maintenant que l'information s'est améliorée et que les offres sont mieux identifiées, les études à l'étranger sont mieux considérées. Mais il reste des progrès à faire, estime Elizabeth Shepherd. "Notre étude montre qu'il y a encore beaucoup d'obstacles. Les deux pays ont certes pris des mesures pour diffuser cette culture de l'expatriation académique au niveau national et institutionnel, mais amener les étudiants à reconnaître la valeur et l'intérêt des études à l'étranger représente un autre défi."

—Patrick Blum
Publié le 4 mai

PÔLE EMPLOI / EURES Un réseau pour accompagner votre mobilité professionnelle



Vous avez un projet de mobilité professionnelle à l'étranger ? Les équipes spécialisées à l'international de Pôle emploi mettent à votre disposition tous les services dont vous avez besoin pour réaliser votre projet.



AFRIQUE DU SUD
Ingénieur(e) d'études en génie électrique - Réf. 015PMDV

ALLEMAGNE
Chef cuisinier(ère) - Réf. 014CJTN

AUTRICHE
Responsable réception hôtelière
Réf. 016BTSZ

BULGARIE
Conseiller(ère) clientèle à distance
Réf. 015YVXR

**CHAQUE JOUR,
PLUS DE 1,5 MILLION
D'OFFRES D'EMPLOI
EN EUROPE,
VIA LE RÉSEAU EURES**

CAMBODGE
Téléprospecteur(trice) - Réf. 015YVXR

CANADA
Technicien(ne) de laboratoires d'analyses médicales - Réf. 016DNHZ

MAROC
Négociateur(trice) en immobilier
Réf. 016BYPN

NORVÈGE
Responsable de projet industriel
Réf. 015PSNF

NOUVELLE-CALÉDONIE
Chef de projet informatique - Réf. 015YVGY

TAÏWAN
Designer(se) en joaillerie h/f - Réf. 014XYMO

Renseignements auprès
des conseillers
Pôle emploi / EURES
de votre région.

Information et profils
de poste détaillés :
www.pole-emploi.fr
<http://eures.europa.eu>

séjours linguistiques

ETUDIANTS 16+ /
ADULTES /
PROFESSIONNELS

**VOTRE ÉTÉ
EN V.O.**



BOA LINGUA
LYON, TÉL. 04 72 77 50 30
PARIS, TÉL. 01 84 16 93 50
PRIX ET BROCHURES SUR
WWW.BOALINGUA.FR



↓ Dessin de Falco,
Cuba.

Aider les plus démunis à partir aussi

Malgré les difficultés financières et les réticences de leurs proches, quelques Américains issus de minorités s'expatrient pour passer leur diplôme.

—**Washington Monthly**
Washington

Lorsqu'il a franchi l'océan Pacifique pour poursuivre ses études au Japon, Ricardo Parras a traversé une zone de fortes turbulences émotionnelles. Ayant grandi à Los Banos, ville majoritairement hispanique de Californie, le jeune homme avait l'habitude d'être entouré d'hispanophones. Ses proches lui manquaient, certains d'entre eux ne comprenaient d'ailleurs pas pourquoi il avait décidé d'aller passer son diplôme à plus de 8 000 kilomètres de chez lui. "La famille est très importante dans la culture mexicaine", explique Ricardo Parras, qui poursuit ses études de commerce international sur le campus tokyoïte de l'université [américaine] Temple.

Les avantages sociaux, académiques et professionnels d'un séjour à l'étranger sont de plus en plus évidents et le nombre d'Américains qui franchissent le pas a triplé depuis vingt ans. Ces séjours font bonne impression dans un CV, ils renforcent les compétences linguistiques et améliorent le taux de réussite aux examens.

Cette opportunité, les enfants d'une première génération d'immigrés et ceux qui sont issus des minorités ont toutefois moins de chances de pouvoir la saisir. Les étudiants issus de minorités représentent un peu moins de 40 % de la population universitaire américaine et seulement 24 % des jeunes qui partent à l'étranger, selon l'Institute of International Education. Les Noirs et les Hispaniques représentent respectivement 13 % et 11 % de la population estudiantine, mais seulement 5 % et 7,5 % de ceux qui vont à l'étranger.

Les études démographiques montrent que les jeunes noirs et hispaniques sont surreprésentés dans deux catégories : les étudiants pauvres et les premiers de leur famille à aller à l'université. Or les jeunes aux revenus modestes ont non seulement des difficultés à financer des études à l'étranger, qui supposent de payer un billet d'avion, les frais de délivrance du passeport et les coûts d'inscription, mais ils sont aussi peu au fait de ces programmes – ou les croient réservés à leurs camarades privilégiés.

L'Institute of International Education s'est donné pour objectif de doubler le nombre d'Américains

étudiant à l'étranger au cours des cinq prochaines années, en portant une attention particulière aux moins riches d'entre eux. "Les séjours à l'étranger sont une formation de base dans notre économie mondialisée", explique Daniel Obst, vice-président adjoint de l'institut.

C'est d'ailleurs l'une des raisons qui ont incité plusieurs étudiants modestes ou issus de minorités à partir pour Tokyo. Certains étaient également fascinés par la culture japonaise ou avaient vécu dans ce pays lorsqu'ils servaient dans l'armée américaine [qui dispose de bases au Japon]. Ils ont toutefois été confrontés à divers obstacles – dont le scepticisme de leurs proches et la limite de leurs moyens financiers – qui en disent long sur la difficulté d'étendre l'accès aux études à l'étranger.

Jamal Burke est un Africain-Américain de Brooklyn fasciné par la culture nipponne du dessin animé et du jeu vidéo. Lorsqu'il a annoncé à ses proches qu'il comptait partir au Japon – où aucun d'entre eux n'était jamais allé –, ils ont cru à une

Ouvrez votre carrière à l'international
avec les tests TOEIC®



Les tests TOEIC :
- 4 compétences évaluées
- Choisis par 14 000 entreprises et organismes
- Pris en compte dans 150 pays
www.etsglobal.org

ETS TOEIC

www.englishfromusa.com

université
PARIS DIDEROT
PARIS 7

**Stages intensifs
du 30 juin au 4 juillet 2014**

> niveau débutant : 15h
(option calligraphie)
> niveau avancé : 23h

J'APPRENDS LE CHINOIS
à l'institut Confucius
Paris Diderot

中文



+ d'infos : www.confucius.univ-paris7.fr



plaisanterie. “Seule ma mère a compris que j’étais sérieux”, se souvient-il.

On retrouve ces réticences parentales et ces malentendus dans toutes les catégories sociales et ethniques, constate Paul Gaspari, responsable des services aux étudiants de l’université Temple à Tokyo. Ces inquiétudes sont toutefois plus fortes au sein des familles modestes dont les enfants sont les premiers à fréquenter l’université. “Ils ne savent pas ce qu’ils peuvent attendre de l’université en général”, ajoute Paul Gaspari. Et voilà que leur enfant se retrouve sur un campus à l’étranger alors qu’ils savent à peine ce qu’est un visa.”

Les Noirs représentent seulement 5% des étudiants américains qui vont à l’étranger

L’argent est un autre problème. Lorsque Samantha Rios-Arizala, dont la mère est équatorienne, a décidé d’aller étudier sur le campus tokyoïste du Lakeland College, elle a rencontré bien plus de difficultés que ses camarades plus aisés. Avant son départ, elle a longtemps travaillé dans un magasin d’informatique pour pouvoir payer son billet d’avion et un premier mois de loyer. Elle a comparé les prix des billets tous les matins pendant des semaines avant de trouver un vol abordable le jour du nouvel an. “J’ai dû me battre pour arriver ici”, reconnaît-elle.

La nouvelle initiative de l’Institute of International Education vise à faciliter la tâche aux étudiants comme Samantha Rios-Arizala en diffusant les bonnes pratiques des institutions qui ont déjà élargi l’accès à leurs programmes internationaux.

Le Spelman College [à Atlanta], historiquement fréquenté par des jeunes filles noires, encourage tous les étudiants modestes intéressés par un séjour à l’étranger à demander la Gilman Scholarship, une bourse nationale visant à faciliter les séjours à l’étranger des jeunes recevant déjà la Pell Grant [bourse du gouvernement fédéral destinée aux étudiants issus de familles défavorisées]. L’université Temple propose également une “bourse passeport” pour les étudiants n’ayant jamais demandé ce document.

L’institut s’efforce également de mobiliser les community colleges [établissements supérieurs, souvent publics, proposant des cursus en deux ans et dont les frais d’inscription sont moins élevés que ceux des universités], dont peu d’étudiants partent à l’étranger.

Ricardo Parras, qui est passé d’un community college à l’université Temple, au Japon, espère que son expérience ne l’aidera pas seulement à trouver du travail dans le commerce international mais que cela encouragera aussi ses enfants à partir un jour à l’étranger. “A quoi bon vivre sans défi ? Dans quelques années, je pourrai penser et dire à mes enfants : j’ai vraiment fait ça ? J’arrive pas à y croire.”

—Sarah Carr
Publié le 8 mai

L’auberge espagnole, ce n’est pas du cinéma

Un million d’étrangers viennent étudier en Espagne, attirés par l’offre éducative et culturelle. Ils représentent aussi une manne pour l’économie du pays.

—El País (extraits) Madrid

La meilleure période de notre vie est celle où l’on a peu de responsabilités et beaucoup de temps libre : les années d’université. Lorsque Cássio Romano était étudiant, il a vécu à la Casa do Brasil, un *colegio mayor* de Madrid destiné aux jeunes Brésiliens [le *colegio mayor* se distingue de la simple résidence universitaire par les activités culturelles ou sportives qu’il propose]. Même si plusieurs décennies ont passé depuis ses études, Cássio Romano est resté ici. Depuis vingt ans, il dirige cette institution. Il y avait été attiré pour de nombreuses raisons : sa vocation, les soirées, l’amitié, les rencontres, les voyages. “Après

avoir vécu ça, je n’ai plus eu envie de quitter cette ambiance”, résume ce Brésilien d’origine italo-espagnole.

A l’instar de centres comme celui de Nuestra Señora de Luján [du nom d’une ville d’Argentine], le Colegio Guadalupe ou le Colegio Africa, la Casa do Brasil défend la mixité culturelle et invite des étudiants d’autres pays à venir se former en Espagne. Maestro Pantera reçoit tous les samedis matin dans le parc du *colegio*. “Nous avons des activités avec des groupes de différents âges et avec des gens extérieurs au *colegio*”, explique ce professeur de capoeira, avec un fort accent que le temps passé à Madrid n’a pas pu effacer. Le centre propose hébergement, nourriture, blanchisserie → 44

COMMENT ENVISAGER DE FAIRE DU COMMERCE INTERNATIONAL SANS INTÉGRER LES DONNÉES GÉOPOLITIQUES ?

THE AMERICAN BUSINESS SCHOOL PARIS

REJOIGNEZ 1 PROGRAMME ET OBTENEZ 2 DIPLOMES :

- MBA IN GEOPOLITICS & INTERNATIONAL BUSINESS / INTERNATIONAL INVESTMENTS
- MASTER D’ETUDES POLITIQUES, SPÉCIALITÉ MANAGEMENT DE L’INFORMATION STRATÉGIQUE DE SCIENCES PO AIX-EN-PROVENCE

Contact tél. (33)1 80 97 65 50
www.absparis.com sciencespo.aix

Établissement d’enseignement supérieur technique privé

ILERI ÉCOLE DES RELATIONS INTERNATIONALES À PARIS DEPUIS 1948

CONCOURS D’ENTRÉE 2014 : Jeudi 10 juillet (à partir de mardi 3 juillet)

LE MONDE PREND UNE AUTRE DIMENSION

UN PARCOURS D’EXCELLENCE À L’INTERNATIONAL

- Bachelier en Relations Internationales
- Master 1 en Relations Internationales, 2^{ème} semestre dans une université partenaire à l’étranger
- M2 mention Études Internationales et européennes, spécialité sécurité internationale et défense
En partenariat avec l’Université Pierre Mendès France Grenoble II, diplôme d’État
- M2 en Intelligence Économique, spécialité management de l’information stratégique
En partenariat avec Sciences Po Aix, diplôme d’État
- Master mention Manager de projets internationaux, spécialité relations internationales et action humanitaire
en partenariat avec l’École 3A, titre certifié Niveau 1

UNE FORMATION UNIQUE, DES DÉBOUCHÉS MULTIPLES
Organisations internationales, ministères, diplomatie, institutions européennes, ONG, entreprises internationales, secteur de la défense, cabinets conseil, journalisme, collectivités locales, territoriales...

ILERI Paris, l’école référente des relations internationales depuis 1948

www.ileri.fr
7 - 11 Avenue des Châteaux
75017 Paris - FRANCE
+33 (0)1 40 53 00 44



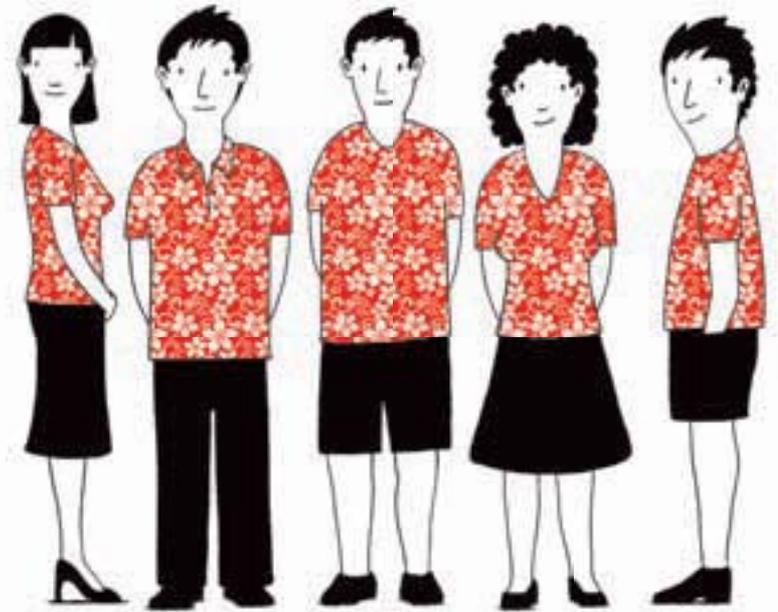
→ Dessin de Tomasz Walenta,
Pologne.

43 ← et repassage à plus d'une centaine d'étudiants à partir de quelque 900 euros par mois. "Nous sommes plus qu'une simple résidence, précise le directeur de cette institution fondée en 1962. Nous faisons partie de l'ambassade du Brésil et nous menons une importante action culturelle." Et il ajoute : "Ce modèle, qui mêle hébergement et culture, est très authentique."

La notion de *colegio mayor* est spécifique à l'Espagne. Le film français *L'Auberge espagnole* [de Cédric Klapisch, sorti en 2002], qui résume la vie d'un groupe d'étudiants pendant une année à Barcelone, en donne une idée assez juste. "Dans d'autres pays, les étudiants vivent plus souvent dans des résidences,

c'est un modèle plus individualiste", souligne Elena Utrilla, directrice générale de la fondation Colegios Mayores Maex-Aecid. "Dans des centres [comme la Casa do Brasil] on met l'accent sur la vie en collectivité, ce qui est très important aujourd'hui, surtout du fait de l'augmentation des possibilités de mobilité professionnelle, poursuit-elle. Connaître des gens d'autres pays, coexister avec eux, est quelque chose de très positif. Cela nous rapproche."

Par le biais de la fondation, elle gère les *colegios* Guadalupe et Africa. Ceux-ci proposent plus de 360 places à Madrid, les tarifs variant entre 980 et 1 100 euros par mois. Guadalupe est la doyenne de ce type d'institutions. Elle a été créée en 1947 pour



attirer des étudiants latino-américains. Aujourd'hui, dans ses couloirs, on entend les accents dominicain, colombien, marocain ou encore américain. Au Colegio Africa, on croise des Asiatiques, des Africains et aussi des Latino-Américains.

Près de 1 million de personnes se sont rendues en Espagne en 2012 pour profiter de son offre éducative, soit 25 % de plus que l'année précédente. Le tourisme éducatif a le vent en poupe et "ces colegios font partie de ce qu'on appelle la marque Espagne", explique Elena Utrilla. A ce titre, ils bénéficiaient naguère de financements publics, qui, avec les bourses d'étudiants, ont été balayés par la crise il y a deux ans. Heureusement, ces centres affichent complet. "Notre mission n'a pas changé, assure la directrice. Nous encourageons la vie en commun et nous tenons à ce que les gens gardent un très bon souvenir de leur séjour ici." Il semble que ce soit le cas : le taux de satisfaction des étudiants-touristes est de 8,5 sur 10, selon les chiffres de Turespaña, qui vient de présenter le portail Study in Spain, en collaboration avec l'Institut espagnol du commerce extérieur [Icex], le ministère de l'Education et l'Institut Cervantes. A partir de son site Internet, ce portail informe sur l'offre éducative espagnole et ses atouts.

On ne fait pas que résider dans ces *colegios* : on y vit. Ils ne ferment presque jamais, ni pendant les week-ends, ni à Noël, ni pendant la Semaine sainte, ni en été. "Beaucoup

d'étudiants sont très loin de leurs familles, si bien que les grandes dates, nous les fêtons tous ensemble", note Elena Utrilla. Elle attache autant d'importance au séjour qu'aux études.

L'étudiant étranger est très intéressant pour le pays qui l'accueille. Ses dépenses moyennes sont supérieures à celle des autres visiteurs – il y a deux ans, en Espagne, elles ont représenté plus de 2 milliards d'euros –, il fait des séjours plus longs et réside aussi hors saison. En outre, ces étudiants deviennent les meilleurs ambassadeurs du pays d'accueil. "Leur relation avec le milieu socioculturel où ils vivent les amène à vouloir renouveler l'expérience, commente Isabel Borrego Cortés, secrétaire d'Etat au Tourisme. Que ce soit pour perfectionner leur connaissance de la langue ou de la culture, pour rendre visite à des amis ou pour monter à leurs proches les lieux où ils ont vécu."

De tels brassages culturels sont particulièrement appréciés à la Casa do Brasil. "Il serait ridicule d'avoir seulement des Brésiliens, souligne Cássio Romano. Nous hébergeons des étudiants du monde entier et nous recherchons les synergies culturelles." Et d'ajouter : "Il s'agit d'apprendre, mais sans se limiter au cursus universitaire, en s'imprégnant de la culture." Il ne fait pas allusion aux fêtes qui y sont organisées. "Celles de la Casa do Brasil ont toujours été très réputées", souligne un étudiant.

—Pablo León
Publié le 30 avril



École Pratique des Hautes Études

Patios Saint-Jacques, 4-14 rue Ferrus – 75014 Paris
Tél. : 01 53 63 61 59

www.ephe.fr

Enseignement et formation à la Recherche

Sciences de la Vie et de la Terre
Sciences Historiques et Philologiques
Sciences Religieuses

- **Diplôme EPHE**
- **Master Biologie Santé Ecologie**
Signalisation et Systèmes intégrés en Biologie
Environnement et Gestion de la Biodiversité
Systèmes complexes : Cognitions Naturelle et Artificielle
Psychologie de la Cognition
- **Master Sciences historiques, philologiques et religieuses**
Sciences des religions et sociétés
Études européennes, méditerranéennes et asiatiques
- **Études Doctorales**
- **Diplôme post-doctoral**
- **Habilitation à diriger des recherches**

Toutes nos formations sont accessibles au titre de la formation continue

Programme de

Mastères CINEMA

Privé

- Production / Distribution

2 ans d'études

- Scénario

Fiction / Documentaire
Série Télé

Accessible à partir de Bac+3

www.esra.edu

GRUPE ESRA PARIS 15^{ème} - 135, ave Félix Faure
01 44 25 25 25 - M 8 Lourmel - T 23 Balard



Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

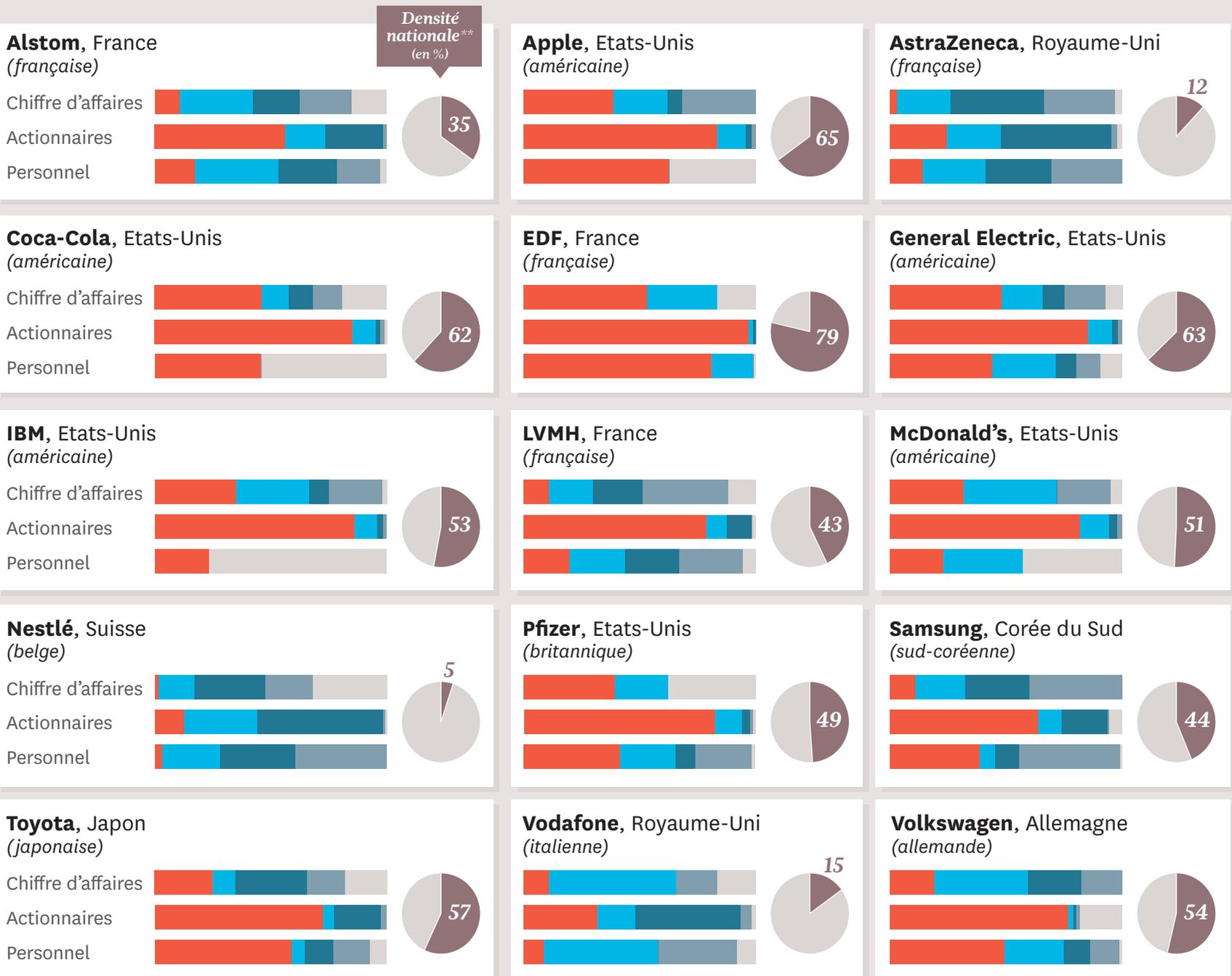
Chauvinisme économique

Un soi-disant "champion national" peut entretenir des liens plus distendus qu'on ne le croit avec son pays.

Entreprise, pays d'implantation du siège
(Nationalité du PDG)

Répartition par régions du chiffre d'affaires, des actionnaires* et du personnel
(en 2014 ou selon la dernière année disponible)

National Europe Amérique Asie Reste du monde



* Basée sur la structure du capital décrite par les rapports annuels. ** Chiffre combinant la part nationale du chiffre d'affaires, du personnel et des actionnaires, chacune comptant pour 30 % de la densité totale ; celle-ci est augmentée de 10 % si le PDG a la même nationalité que l'entreprise.

Sources : Bloomberg ; comptes des entreprises; estimations de "The Economist"

La source



THE ECONOMIST. Cette grande institution de la presse britannique, ouvertement libérale, s'adresse à tous ceux qui s'intéressent à l'actualité internationale. Elle émaille ses articles de nombreux graphiques. Celui-ci, publié dans l'édition du 17 mai,

rebondit sur l'offre d'achat, mal accueillie, du "champion" français Alstom par l'américain General Electric. Mais qu'est-ce qu'un champion national ? C'est ce que doit déterminer la densité nationale. D'après elle, Alstom ne serait qu'à un tiers français.

360

MAGAZINE

1948, angle mort • Plein écran.....	50
Il court, il court Manole • Culture	52
Les tablettes de la foi • Tendances	55

Prendre des risques.” René Pérez prononce ces mots dans un claquement de langue, sourcils froncés. Son accent portoricain lui fait avaler les consonnes et chanter chaque voyelle. “Il faut prendre des risques”, répète le chanteur du groupe latino-américain le plus populaire de ces dix dernières années – 21 Latin Awards au compteur, des millions d’albums vendus dans le monde. L’espace d’un instant, les yeux en amande de René perdent de leur timidité, tandis qu’il cherche un signe de complicité sur le visage de son interlocuteur. Que veut-il dire par là, au juste ? Prendre le risque de tomber dans des contradictions sans en avoir honte. C’est du moins ce qu’il laisse entendre.

Il est vrai que Calle 13 incarne des paradoxes qu’il serait difficile de résoudre d’un seul coup. Les deux membres du groupe en sont tout à fait conscients : ils chantent la révolution dans des spectacles parrainés par de grandes multinationales ou des personnalités politiques polémiques, dénoncent la famine en Amérique latine dans un documentaire financé par Red Bull et fustigent le capitalisme tout en acceptant d’être sponsorisés par Adidas. René Pérez et Eduardo Cabra, alias Residente et Visitante, leurs noms d’artistes, reconnaissent qu’il n’est pas toujours facile de marcher sur cette corde raide, très fine, et parfois un peu trop tendue. “*Tout le monde se contredit à un moment ou à un autre, pour la bonne et simple raison que rien n’est jamais tout blanc ou tout noir, fait valoir Residente. Il est impossible d’être cohérent tout le temps, jour après jour.*”

Les deux Portoricains ne doivent cependant pas avoir tout faux, eux qui ont réussi à dissiper un scepticisme généralisé quant à l’authenticité de leur engagement et à gagner la sympathie de millions de gens sur la planète. L’époque d’*Atrévete-te-te* est désormais loin derrière eux – ce morceau aux rimes absurdes composé sur des rythmes de reggaeton qui les avait propulsés vers la gloire, en 2005. *Multi_Viral*, leur cinquième et dernier disque en date [sorti en 2014], annonce des temps nouveaux. Parmi les nouvelles chansons, peu renvoient à l’ambiance festive et sexuelle des premiers albums. Le reggaeton et la cumbia ont laissé place à un hip-hop puissant, mêlé de funk, de hard-rock et d’airs folkloriques remixés à la sauce électronique. Qui plus est, en s’assurant le concours de l’“hacktivist” Julian Assange, de l’auteur-compositeur cubain Silvio Rodríguez, de l’écrivain uruguayen Eduardo Galeano [célèbre pour avoir écrit *Les Veines ouvertes de l’Amérique latine*, Plon, 1981] et du dirigeant amérindien Vernon Foster, le



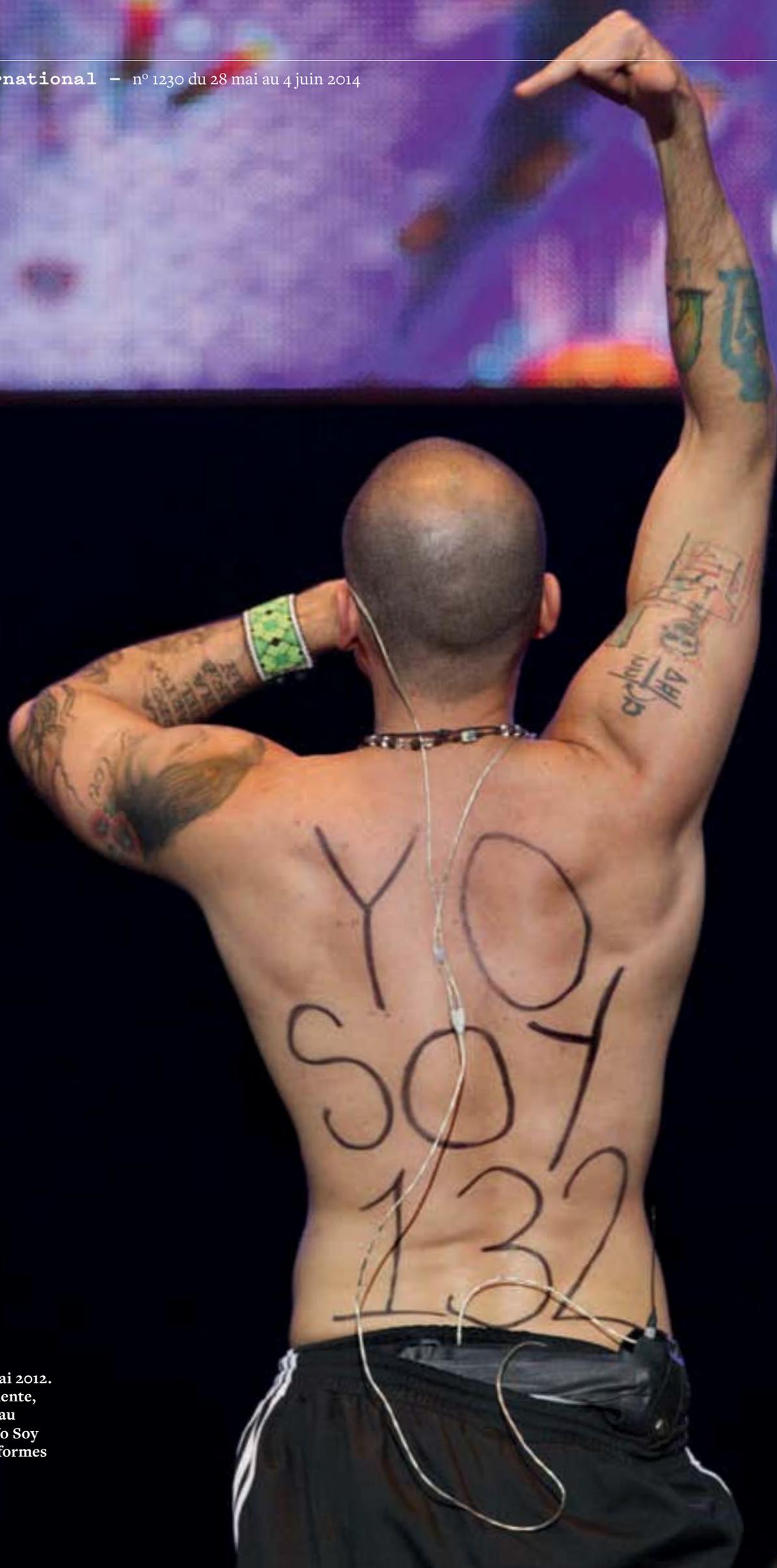
duo Calle 13 semble vouloir asseoir sa légitimité comme figure de la gauche latino-américaine.

La critique musicale a censuré le disque, son engagement politique et social, ainsi que sa cohérence musicale et idéologique. Mais les détracteurs ont également durci le ton. Entre admiration massive et critiques viscérales, Calle 13 poursuit sa tournée de promotion.

René et Eduardo se connaissent depuis l’enfance. Après de multiples divorces, le père d’Eduardo a épousé la mère de René pour former une immense famille au sein de laquelle on ne se préoccupait pas vraiment de savoir si on était frères de sang. Aujourd’hui encore, des décennies plus tard, les deux musiciens continuent à se considérer comme frères plutôt que comme demi-frères, amis ou collègues. C’est de leur famille que vient leur conscience politique. René, par exemple, a grandi entre deux univers. Le premier était la salle Sylvia Reach, où il assistait aux répétitions et aux représentations du Teatro del 60, un collectif d’acteurs indépendants de Porto Rico où sa mère était comédienne. Le second était le monde de son père, un avocat qui, avant de se rallier à la révolution sandiniste au Nicaragua, défendait des causes ouvrières et participait tous les → 48

CALLE 13: LA RÉVOLUTION FINIT PAR PAYER

**Dérouter, provoquer,
le célèbre groupe
de hip-hop portoricain
sait faire. Il accepte
le sponsoring
de multinationales
pour mieux diffuser
ses chansons contestataires,
collaborant au passage
avec Julian Assange.
Aimé ou détesté, haï ou adulé,
il ne laisse personne indifférent
en Amérique latine.
—Eme-Equis [extraits], Mexico**



↑ Concert à Mexico, mai 2012. René Pérez, alias Residente, manifeste son soutien au mouvement étudiant Yo Soy 132, qui réclame des réformes de fond au Mexique.

Photo E. Verdugo/AP/Sipa



46 ← mois aux manifestations d'électriciens et d'employés des égouts. C'est ainsi, entre banderoles, débrayages, appels à la grève, propagande et théâtre indépendant, que René a passé le plus clair de son enfance.

Chacun connaît l'histoire. La première fois que Calle 13 s'est produit au festival de culture musicale ibéro-américaine Vive Latino, à Mexico, en 2007, il a été très mal reçu : les spectateurs lui ont jeté des bouteilles de bière remplies d'urine. Le duo est sorti sous les huées. Force est de reconnaître qu'aucun autre projet musical – du moins, pour les pays situés au sud du Río Bravo – ne semble cristalliser autant de passions que Calle 13.

"S'il y en a qui ne dansent pas ce soir, c'est qu'ils sont morts !" lance René en s'emparant du micro, alors que retentissent les premiers accords de *Fiestas de locos*. Le public ne se le fait pas dire deux fois : le sol du Foro Sol [le grand stade de base-ball de Mexico] tremble sous les bonds des milliers de spectateurs. Au quatrième morceau, un homme déboule sur la scène, attrape René par le cou et tente de lui arracher son micro. Cinq vigiles se jettent sur l'intrus et René lui assène un coup de poing dans le ventre. Une rumeur circulera bientôt : il s'agit d'un fan qui a réussi à passer entre les mailles de la sécurité pour approcher son idole.

Sexe, danse et rébellion : ce cocktail explosif atteint son apogée ici, dans les spectacles en live. Contrairement à la majorité des artistes hip-hop, qui chantent généralement sur une bande-son pré-enregistrée, Calle 13 est toujours accompagné par de vrais musiciens. Des orchestres entiers, dirigés par Visitante, confèrent une force inouïe à tous les morceaux. Vers la fin du concert, juste avant d'entonner *Latinoamérica*, que beaucoup considèrent comme leur titre le plus abouti, Residente marque une pause. "Je veux faire ici quelque chose qui nous tient à cœur", déclare-t-il. Apporter mon soutien à un prisonnier politique aux Etats-Unis." Il raconte le calvaire d'Oscar López, un indépendantiste portoricain emprisonné à Chicago depuis trente-deux ans, accusé de conspiration séditeuse. Oui,

↑ "Prendre des risques", le mantra de Residente, chanteur de Calle 13.

Photo Laura Gallo/Archivolatino-REA

➤ Plus discret que son comparse, Eduardo Cabra, alias Visitante, est le créatif du duo.

Photo Latin Content/Getty Images

SOURCE

EME-EQUIS
Mexico, Mexique
Hebdomadaire, 37 500 ex.
www.m-x.com.mx

Créé en 2005 par une équipe de journalistes collaborant aux plus grands titres de la presse mexicaine, le magazine n'hésite pas à enquêter sur des thèmes bousculant le conservatisme de la société locale. Son capital a été constitué par une société de lecteurs. Son nom fait référence à la façon dont on prononce, en espagnol, *m-x* (pour Mexique).

"trente-deux ans derrière les barreaux, martèle-t-il. Cinq ans de plus que Nelson Mandela."

Oscar n'a pas tiré un seul coup de feu, il n'a tué personne. Et il est condamné à soixante-dix ans de prison", poursuit-il, avant de demander aux spectateurs d'allumer leurs téléphones portables et de les brandir. Il recommencera ce rituel tout au long de la tournée de *Multi_Viral*. Les images, assure-t-il, seront envoyées au Congrès des Etats-Unis pour exiger la libération de López. Une chape de silence s'abat sur le Foro Sol. Les lumières brillent dans l'enceinte, qui ressemble à une immense ville tanguant dans la nuit. Un seul cri parcourt le stade : "Oeeeeeeee ! Oeeeeeeee ! René ! René !"

Le lendemain, la presse titre en manchette : "Residente, le chanteur de Calle 13, frappe un fan sur la scène du Vive Latino." Elle ne consacre que quelques lignes à Oscar López et à son histoire. René Pérez a l'air consterné. Chaque fois qu'un journaliste vient l'interviewer, il lui demande ce qu'il se passe dans les médias. Comment fonctionnent les journaux ? Pourquoi déforment-ils tout ? Pourquoi lui font-ils dire ce qu'il n'a jamais dit ? "Hier, ils ont sorti un article intitulé : 'Le chaviste René Pérez dit que...' Mais je n'ai jamais été chaviste, moi. J'ai discuté une ou deux fois avec [Hugo] Chávez, comme je me suis entretenu avec Daniel Ortega [le président du Nicaragua] et bien d'autres hommes politiques. De la même façon, si cet enfoiré de George Bush m'appelle et qu'il a envie qu'on discute, j'y vais. Parce que ça m'intéresse, pas parce que je suis d'accord avec lui."

Au-delà des opinions politiques de Calle 13, le traitement dont a bénéficié le duo a été l'un des principaux moteurs de son nouvel album. Au milieu de l'année dernière, René Pérez a rencontré à l'ambassade d'Equateur à Londres le fondateur de WikiLeaks, Julian Assange [sous le coup d'une mesure d'extradition vers la Suède, il y est réfugié depuis juin 2012] et, après plusieurs heures d'une conversation qui s'est poursuivie pendant des mois par vidéoconférence sur Internet, ils ont décidé de lancer ensemble une chanson sur la manipulation médiatique. Quelques jours après avoir annoncé cette rencontre, Residente écrivait sur son compte Twitter : "Nous soutenons [Assange] car il est victime d'une manipulation. On lui reproche d'avoir rendu publiques des informations auxquelles nous devrions tous avoir accès."

Cette collaboration a débouché sur le premier single éponyme du nouvel album : *Multi_Viral*. Un titre regorgeant de mots d'ordre et de références aux mouvements étudiants tels que Yo Soy 132 au Mexique ou 15-M en Espagne. Pour la version enregistrée en studio, ils ont invité Tom Morello, le militant et guitariste du groupe Audioslave et du mythique Rage Against the Machine, ainsi que la chanteuse et compositrice israélo-palestinienne Kamilya Jubran.

Quelques mois avant la sortie de l'album, René Pérez, interviewé par Julian Assange dans une vidéoconférence mise en ligne sur la chaîne YouTube de WikiLeaks, abordait le problème de la désinformation à Porto Rico et des intérêts des puissants immiscés dans les médias. "La majorité des médias ne disent pas la vérité. Nous devons

trouver de nouvelles façons d'obtenir l'information pour parvenir à nos propres conclusions. Il y a des gens qui vont à la guerre pour une idée fausse parce qu'ils sont convaincus qu'elle est vraie."

Depuis le début de sa carrière, Calle 13 a compris l'importance des nouveaux médias. Le groupe doit une grande part de ses succès à des réseaux comme YouTube, où en quelques semaines ses vidéos peuvent être vues plusieurs millions de fois. Maintenant qu'il retrouve son indépendance et démarre son propre label sous le nom d'El Abismo, *Multi_Viral* ne sera plus uniquement vendu dans le commerce : une version numérique du disque sera offerte à ceux qui assisteront aux concerts de la tournée. Tous les fans de Calle 13 sont en outre invités à pirater l'album sans scrupule.

Eduardo Cabra et René Pérez ont grandi à Trujillo, au nord-ouest de San Juan, la capitale de Porto Rico. C'est un quartier de la classe moyenne. Ils ont tout d'abord habité avec leur famille sur la Calle 11 [la 11^e rue], puis ils ont déménagé sur la Calle 13, qui quelques années plus tard devait donner son nom à leur groupe. C'est là que, lorsque le père de René et la mère d'Eduardo ont divorcé, sont nés les surnoms des musiciens : "résident" et "visiteur" étaient les termes par lesquels ils s'identifiaient en passant le barrage de police à l'entrée du quartier.

Le clip d'*Adentro*, le deuxième single tiré de leur nouvel album, a été enregistré à Morales, un quartier de la municipalité de Caguas, l'un des endroits les plus dangereux de Porto Rico, à quelques kilomètres à peine au sud de Trujillo. Là, le hip-hop est directement lié aux armes à feu et à la vente à la sauvette de drogue. Dans son clip, le premier à montrer des dizaines d'adolescents du quartier armés de pistolets et de mitrailleuses, Residente se balade en brillant ses rimes, euphorique : "T'es vraiment con/A rapper sur la manière d'exploser des crânes/Dans un pays où on te bute pour te voler une pièce." Puis, quelques secondes plus tard, il défonce une Maserati à grands coups de batte de base-ball et jette l'épave du haut d'une falaise.

"Pourquoi as-tu décidé de détruire ainsi une de tes voitures ?" "Une de mes voitures ?" s'écrit-il en laissant échapper un rire ironique. "Je n'en ai pas



trente-six ! C'est la seule bagnole que j'aie jamais eue de ma vie : je conduis comme un pied. Je l'ai achetée au début de ma carrière, d'occasion, quand j'ai commencé à gagner de l'argent. Je me suis amusé pendant trois mois avec cette putain de bagnole, et je n'y ai plus touché. Elle n'avait plus aucun intérêt. Je me demandais ce qui m'avait pris d'aller acheter ça. Même ma famille avait honte de moi. Imagine mon père, qui est allé au Nicaragua, qui a toujours défendu les ouvriers, et qui se retrouvait avec une Maserati dans son garage. Et puis j'ai tourné ce clip, où je critique le manque d'authenticité dans le rap, où je dis que les armes n'ont rien de cool, que le luxe n'a rien de cool. Comment voulais-tu que je ne fasse pas mon autocritique, alors que moi aussi je faisais partie de ce système ?”

Partout où passent René et Eduardo, les foules se pressent. Ce 1^{er} avril, devant l'auditorium Ricardo Flores Magón, à la cité universitaire de Mexico, des centaines d'étudiants ont affronté durant des heures le soleil, après la pluie et le froid, juste pour voir en avant-première le troisième clip de *Multi_Viral* et bavarder avec les membres de Calle 13. A l'intérieur de la salle, Eduardo et Cacho López, le réalisateur des vidéos du nouvel album, ne se pressent pas pour faire taire les applaudissements. Puis s'engage une conversation à bâtons rompus.

“Comment réconciliez-vous le discours de *Multi_Viral*, le message sur la démocratie, la libération des prisonniers politiques, la tolérance, l'éducation et le reste, avec le contexte de la tournée de Calle 13, promue par des entreprises comme Ocesa [le plus grand producteur de spectacles au Mexique et en Amérique latine] ? Est-ce que cela s'inscrit dans le paradoxe qui vous a toujours caractérisé, sur le mode ‘On fait ce qu'on n'aime pas pour faire ce qu'on aime’, ou bien est-ce devenu une contradiction commode pour faire passer un message à but philanthropique à travers l'industrie culturelle ?” Cette question fleuve soulève quelques ricanements dans la salle, mais cela ne dure pas longtemps. Les étudiants saisissent aussi bien que Calle 13 la critique sous-jacente. En d'autres termes, la rébellion de Calle 13 est-elle sincère ? “Bravo pour ta question, brother. J'aurais aimé savoir formuler des questions comme ça quand j'étais au lycée”, réplique René, l'air amusé. Mais il reprend très vite son sérieux et, penchant le buste en avant, répond : “Je ne pense pas que, pour être de gauche, on soit obligé de vivre dans la jungle. Il faut faire des choses nouvelles, utiliser des stratégies nouvelles. Détruire les outils que nous avons à notre disposition reviendrait à marquer contre notre propre camp. Si je dois monter sur une scène dirigée par je ne sais quelle entreprise pour faire passer un message, eh bien j'y monte. Si je n'y monte pas, quelqu'un d'autre y montera qui n'aura peut-être rien à dire. A Porto Rico, beaucoup de groupes contestataires ne sont jamais arrivés à rien parce qu'ils ont voulu rester cohérents avec leurs idées. Nous, nous avons décidé de changer les règles du jeu. C'est difficile, parce que du coup tout le monde te tombe dessus, jusqu'à ta propre famille, et on t'accuse d'être incohérent avec toi-même.”

Et c'est un peu comme s'il disait à ses détracteurs : essayez donc de prendre des risques, d'être incohérents, si vous le pouvez...

— Carlos Acuña
Publié le 20 avril

→ Calle 13 ne refuse pas le sponsoring de grandes marques (à gauche). Cela ne l'empêche pas d'être adulé dans toute l'Amérique latine (à droite), à La Havane, en 2010. Photos (gauche) Martin Roe/Retna/Corbis ; (droite) Javier Galeano/AP/Sipa

→ Le groupe multiplie les engagements : contre la compagnie pétrolière américaine Chevron, accusée d'avoir contaminé la forêt équatorienne (à gauche) ; aux côtés de Julian Assange, le fondateur de WikiLeaks (à droite). Photos (gauche) D. Ochoa/AP/Sipa ; (droite) AP/Sipa

Ce titre, co-interprété par Julian Assange, multiplie les références au 15-M, le mouvement des Indignés espagnols, ou encore au mouvement étudiant mexicain Yo Soy 132 (Je suis 132).

Extraits de chansons

Querido FBI (Cher FBI), 2005

“Je déverse ma diarrhée sur tous les agents fédéraux
Ils me donnent la nausée, ils me dégoûtent
Je sais que je suis en train de péter un plomb
A cause de vous, enfoirés de brutes
la Calle 13 est en deuil...”



Chanson composée pour dénoncer l'assassinat de Filiberto Ojeda Ríos, militant indépendantiste portoricain tué en 2005 lors d'un raid du FBI.

Calma Pueblo (Calme village), 2010

“Moi l'ennemi je l'exploite, personne ne me contrôle moi
Moi les gringos je les matraque,
avec la bénédiction de Coca-Cola
De tout le panier, je suis le seul fruit pourri
Adidas ne m'exploite pas, c'est moi qui en tire profit
[...]
Je fais entendre un autre refrain, moi j'entre par la sortie
J'infiltrer le système, je l'exploite de l'intérieur
C'est l'aïkido qui m'inspire
La force de l'ennemi, je la retourne contre lui”



Cette chanson a marqué un tournant pour le duo, qui détaille ici sa position militante.

Multi_Viral, 2014

“L'Etat a peur de nous
Car nous sommes à la fois les 132 et le 15-M
Quand la presse se tait nous, nous donnons les détails avec nos graffitis sur les murs à coups de bombes de peinture
Je lève haut ma pancarte je la montre
Qu'une seule personne la lise
Et déjà le monde commence à changer”

En bref

PORTO RICO, IDENTITÉ DOUBLE

Hispanophone de culture, de langue et de tradition depuis la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb, l'île de Porto Rico a été prise par les Etats-Unis à l'Espagne lors de la guerre de 1898. Située dans les Grandes Antilles, elle est depuis 1952 un Etat libre associé aux Etats-Unis. Ses habitants ont la citoyenneté américaine, mais ne peuvent voter à l'élection présidentielle. Ils ne paient pas d'impôts fédéraux. La diplomatie et la défense relèvent de Washington. Ce statut a été entériné à trois reprises par référendum en 1967, en 1993 et en 1998. Mais seul le Congrès des Etats-Unis peut changer le statut de l'île.

plein écran.



1948, angle mort

Il y a soixante-six ans, plus de 700 000 Palestiniens étaient chassés de l'Etat hébreu en train de naître. Un acte fondateur qu'en Israël on hésite toujours à mettre en scène.

—Yediot Aharonot (extraits)
Tel-Aviv

Prenons pour hypothèse que la Nakba [catastrophe, mot arabe pour désigner la création d'Israël] a bien eu lieu. Admettons, pour les besoins du raisonnement, que plusieurs centaines de milliers d'Arabes de Palestine n'ont pas disparu comme par enchantement. La croyance la plus communément partagée en Israël veut qu'ils se soient enfuis. Imaginons plutôt que quelqu'un les ait poussés à fuir ou les ait expulsés.

Mais pourquoi "imaginer" ? Quelqu'un s'est-il demandé ce que serait la mémoire de la Shoah sans le matériau documentaire amassé sur les camps d'extermination, sans les témoignages filmés par Claude Lanzmann, sans les procès de Nuremberg et sans des fictions comme *La Liste de Schindler*, *Le Pianiste* ou encore *La vie est belle* ? Désormais, toute tentative de nier l'évidence est vouée à l'échec.

Il y a soixante-six ans, en Palestine, il y avait tout au plus quelques caméras 35 mm. Mais le manque de documents filmés ne signifie pas que des organisations clandestines juives n'ont pas contribué à anéantir la communauté arabe de Palestine. Après tout, telles des stèles commémoratives, les ruines de dizaines de villages arabes subsistent au cœur des forêts plantées par le KKL [Fonds national juif], le long de chemins asphaltés et entre les tours de béton, comme autant de rappels du désastre

humain qui a accompagné la renaissance nationale hébraïque. Nous avons beau essayer d'oublier ou de nier, ce désastre hante la conscience des Palestiniens et le subconscient des Israéliens.

"Il n'est pas simple pour une société d'admettre les crimes du passé. Mais le refoulé finit toujours par remonter à la surface", prévient le cinéaste Ram Loewy, 73 ans. En 1978, il a réalisé un film sur la guerre d'indépendance de 1948, et en particulier sur l'expulsion d'habitants arabes. "Il s'agit certes d'une fiction, mais elle s'inspire de faits réels." Diffusé sur la télévision publique israélienne, *Khirbet Khizeh* est un jalon important dans l'histoire du cinéma israélien. Nombreux ont été ceux qui se sont insurgés contre

CINÉMA

ce long-métrage qui écornait l'image morale de l'armée. Loewy a même été menacé de mort. Son film est sorti deux ans plus tard en Jordanie dans une version doublée en arabe. Mais, en Israël, il a été rapidement remis au placard. Il fallut attendre quatorze ans pour qu'il soit de nouveau projeté, à Tel-Aviv, à l'occasion d'une rétrospective consacrée au cinéaste. "Il est difficile pour un réalisateur d'aborder ce sujet en toute liberté, notamment parce que les producteurs veulent éviter les problèmes. Si, aujourd'hui, quelqu'un se lançait dans une telle entreprise, il devrait batailler bien plus que de mon temps, et son combat serait sans doute perdu d'avance. Pourtant, je crois sincèrement que la télévision et le cinéma israéliens pourraient nous aider à faire évoluer notre perception des événements", poursuit Loewy. Peut-être, mais dans un

☞ Exode de Palestiniens après le massacre de Deir Yassin (avril 1948).
Photo Rue des Archives/Tallandier

"Il est difficile pour une société d'admettre les crimes du passé. Mais le refoulé finit toujours par remonter"

avenir très lointain. A part *Khirbet Khizeh*, on ne connaît à ce jour que deux longs-métrages de fiction à avoir remué le couteau dans la plaie : *Iyim Bachof* [Des îles sur la plage], de Yehud Levanon (2003), et *Mehilot* [Grottes], d'Udi Aloni (2006).

A la fin des années 1990, le chercheur Teddy Katz avait prouvé, en s'appuyant sur le témoignage d'anciens soldats, que Tantoura, un village de pêcheurs arabes, avait été le théâtre d'un massacre commis par une brigade Alexandroni (brigade créée en 1948 au sein de l'organisation clandestine juive Haganah). Ces révélations avaient fait scandale. Katz avait dû se rétracter et quitter l'université. Pour *Iyim Bachof*, Levanon s'est inspiré des travaux du chercheur. Il met en scène une famille israélienne typique, enracinée dans le terreau d'un village juif bâti sur les ruines d'un village de pêcheurs arabes. Cette famille est une métaphore de la société israélienne qui, chaque fois que la mémoire refoulée de la Nakba refait surface çà et là, a le sentiment de voir son intégrité menacée. Les distributeurs ont boycotté le film.

Dans *Mehilot*, d'Udi Aloni, l'écho du passé hante également le présent et alimente le malaise. Le héros, un soldat juif américain, a tué accidentellement une fillette palestinienne. En état de choc, il est interné dans un hôpital psychiatrique à Deir Yassin [théâtre d'un massacre de civils arabes en avril 1948]. Il y rencontre un survivant de la Shoah qui lui explique que les victimes du massacre essaient de communiquer avec lui.

"Toute la structure des films israéliens est construite autour du yoreh ou'vokheh [on tire et puis on pleure], mais jamais sur le péché originel. Systématiquement, par la magie du cinéma, après de tortueux tourments vécus par le héros israélien, la morale est sauve et tout rentre dans l'ordre, décrypte Aloni. La fiction israélienne préfère parler de 1967 que de 1948. S'attaquer de front à la Nakba, c'est voir le sol se dérober sous nos pieds." Rares sont donc les fictions israéliennes, y compris les plus politisées, à évoquer frontalement la Nakba. Cependant, certains artistes indépendants se lancent dans la réalisation de documentaires à caractère personnel. C'est le cas de Yulie Cohen-Gerstel. Dans *Tzion Admati* [Sion, ma terre], elle fait parler ses parents de leurs actions pendant la guerre d'indépendance, y compris leur participation à l'expulsion de villages [arabes] et à l'exécution d'habitants qui tentaient de fuir*.

Dans le monde arabe, de nombreuses organisations s'emploient à enregistrer

tant qu'il est encore temps les témoignages de réfugiés victimes de la Nakba. Des initiatives semblables existent aussi en Israël. Par exemple, le centre de documentation Zochrot [Mémoires] enregistre et archive les témoignages des soldats israéliens de l'époque. "Le cinéma pourrait s'emparer de notre matériau pour rendre visible l'invisible", espère Raneen Jereis, responsable de la documentation à Zochrot.

Comment explique-t-elle qu'il y ait infiniment plus de films sur l'occupation de 1967 que sur la Nakba ? "C'est une ligne rouge, y compris pour les militants de gauche israéliens qui luttent contre l'occupation. Il est plus facile de parler des blocus et de la Barrière [le mur de séparation entre Israël et la Cisjordanie] que de la Nakba. Ce blocage s'explique par la peur et la douleur. Notre ambition est de sensibiliser les Israéliens au fait qu'il y a eu une vie, ici, avant 1948. Il n'y aura jamais de paix si nous refusons de regarder en arrière, d'évoquer les réfugiés palestiniens et leur passé enfoui."

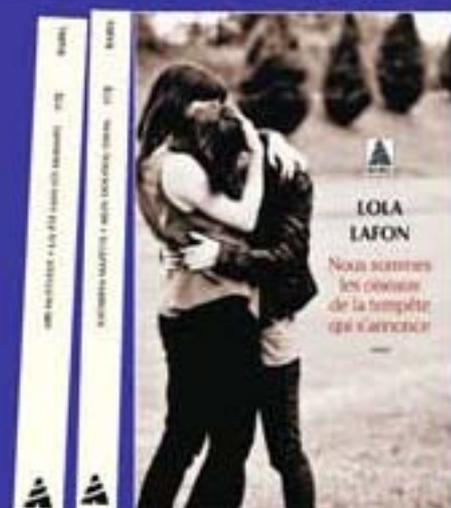
—Amir Bogen
Publié le 16 mai

* Si la fiction israélienne ne s'est pas beaucoup intéressée à 1948, plusieurs documentaires israéliens se sont penchés sur la question. On peut citer *House*, d'Amos Gitai, *Aqabat Jaber*, d'Eyal Sivan, et *Palestine, histoire d'une terre*, de Simone Bitton.

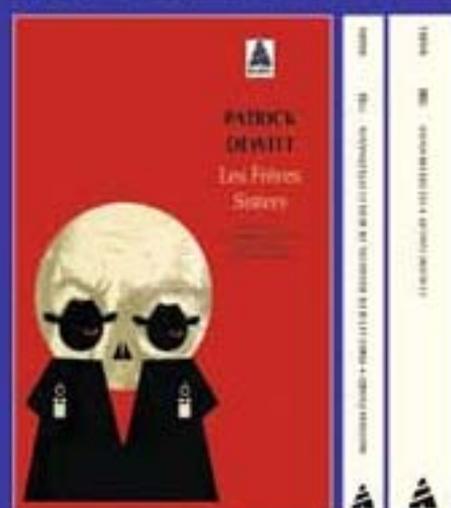
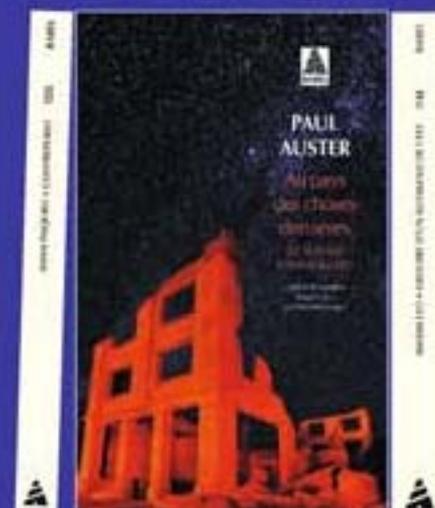
Repères

1948 — L'Etat d'Israël est créé. L'exil de 700 000 Palestiniens dans les pays limitrophes (la Nakba, ou catastrophe en arabe) a été longtemps présenté comme un départ volontaire à la suite des appels lancés par les religieux musulmans leur demandant de quitter leurs foyers. Il a fallu attendre les années 1980 pour que cette thèse officielle soit battue en brèche par les nouveaux historiens israéliens, qui démontrent l'existence d'un plan d'expulsion des habitants arabes basé sur des massacres et des campagnes d'intimidation.

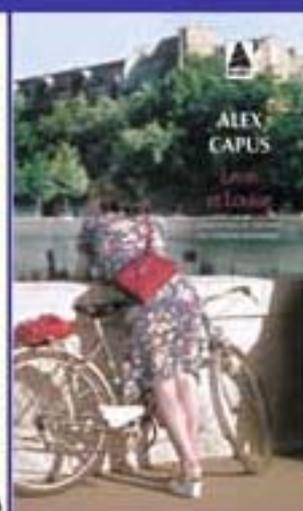
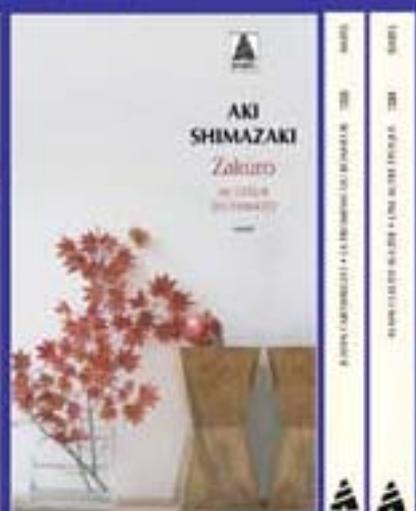
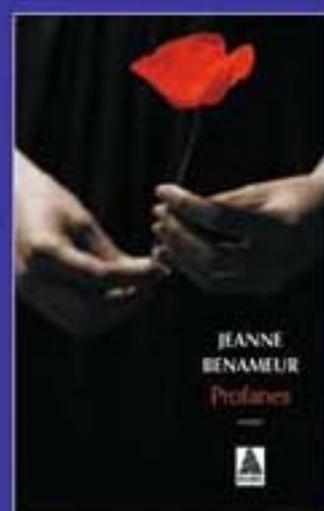
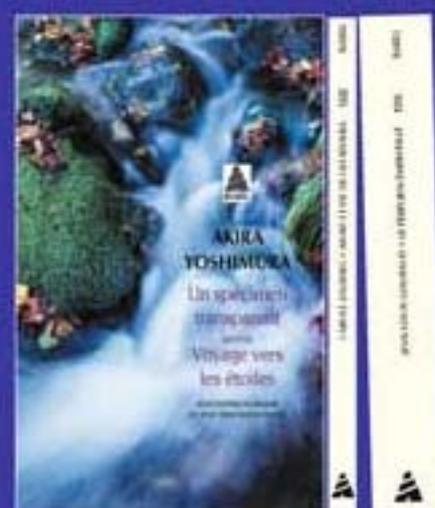
1967 — A la suite de la guerre des Six Jours, l'Etat hébreu occupe la Cisjordanie avec Jérusalem-Est, le plateau du Golan syrien, la bande de Gaza et le Sinaï égyptien. A partir de la fin des années 1970, les premières négociations de paix entre Israéliens et Palestiniens portent sur les territoires occupés de 1967, afin d'établir un futur Etat palestinien. Le territoire d'Israël acquis en 1948 ne fait plus partie des négociations.



TOUT CE QUE J'AIME EST EN BABEL



Les livres BABEL,
la promesse d'un bel été :
un BABEL offert pour l'achat
de deux BABEL !*



*À choisir entre *Un dieu un animal* de Jérôme Ferrari, *Contes curieux* de Praline Gay-Para, *L'Annuaire* de Yôko Ogawa et *Le Poète de Gaza* de Yishai Sarid, dans la limite des stocks disponibles.



Il court, il court, Manole

Pas facile d'interviewer cet acteur, l'un des plus talentueux de Roumanie. Marathonien des planches, il enquille les représentations et chaque jour file d'un théâtre à l'autre, aussi insaisissable qu'un courant d'air.

—Decat o Revista (extraits)
Bucarest

Fin janvier, 19 h 30 passé. Un vent tranchant incite à se pelotonner dans les replis de son manteau, avant de monter rapidement les marches du Théâtre national de Bucarest (TNB). Dans le foyer généreusement éclairé, quelqu'un distribue des photos en noir et blanc de Marius Manole torse nu – un dépliant promouvant le spectacle *Masculin/Féminin*.

La pièce qui se joue aujourd'hui est *La Disgrâce*, mise en scène par Radu

Afrim, d'après le drame écrit par Ion Luca Caragiale [in *Théâtre*, Editions de l'Unesco, 2002]. Le spectacle, à l'affiche depuis décembre 2012, continue à attirer des centaines de spectateurs tous les soirs. Marius Manole y incarne Ion le fou, emprisonné pour un crime qu'il n'a pas commis. Le gong résonne, le brouhaha du public baisse en même temps que les lumières.

Il y aurait bien des choses à dire à propos de Marius Manole... Qu'il est l'un des meilleurs acteurs de sa génération, l'un des plus prometteurs de Roumanie. Qu'il est entré au TNB en 2003, alors qu'il n'avait

que 25 ans, mais que cela ne l'a pas empêché de jouer partout, sur d'autres scènes, à Bucarest et en province, voire à l'étranger. Qu'il peut tout jouer, un chien, un mari, un amant, un enfant, un fou. Qu'il a été nommé deux fois pour le prix Uniter [prix roumain du meilleur acteur], mais ne l'a jamais remporté. Qu'il court trop d'un théâtre à l'autre.

Cette année, Manole est à l'affiche de plus de vingt spectacles différents. Une constante, chez lui, la hâte. Chaque jour, il file d'un bout à l'autre de Bucarest. Lorsqu'il ne court pas à un spectacle ou

à une répétition, il court derrière Luca, un chien noir comme le charbon, qu'il a acheté pour 200 lei [environ 50 euros] à un inconnu dans la rue. En janvier, Manole s'est produit dans quinze spectacles en douze jours. En février, il a donné trente représentations en vingt et un jours. Il commence à s'habituer à ce rythme. Il est devenu tel l'athlète qui, une fois qu'il s'est mis en tête de courir 50 kilomètres tous les matins, n'en dévie plus. Il concède qu'il n'est pas toujours parfait sur scène. *"Parfois je me répète, je me trompe aussi, et le public peut s'en rendre compte. Mais cela peut être plaisant de voir qu'un acteur n'est pas un robot qui fait tout à la perfection."*

Il y a aussi des moments, rares, où Manole n'a pas à être quelque part. Il se repose alors dans sa garçonnière, au septième étage d'un immeuble. Il regarde la télévision en compagnie de Luca et d'un chat sans nom. Il aime le saut à ski, le tennis et Roger Federer, le basket-ball, mais pas le football. Parfois il cuisine. Quand il n'est pas trop fatigué, il s'adonne à la lecture. Il lit plusieurs livres en parallèle, espérant

ainsi qu'il en lira plus. Actuellement, sur sa table de chevet, se trouvent un essai de Susan Sontag et un ouvrage de l'historien d'art Andrei Plesu.

Il note tous ses spectacles, ses rendez-vous et ses interviews sur son agenda, il a même engagé un spécialiste en relations publiques pour l'aider à organiser son emploi du temps et à assurer sa promotion. Si Manole accepte autant de rôles, c'est parce qu'il veut expérimenter, mais aussi parce qu'il lui est impossible de rester à ne rien faire. Il ne sait pas dire non, il a peur du moment où on ne lui proposera plus de rôles. Et il a les traites de son appartement à payer. Le metteur en scène Felix Alexa dit de lui : *"En plus d'être talentueux, Marius est un fanatique. Pour lui, le théâtre est une manière d'être."*

Le rideau tombe sur *La Disgrâce*. Les acteurs viennent saluer. Manole arrive le dernier, le visage et les vêtements encore maculés de terre. Les applaudissements redoublent.

En équilibre. 21 h 40. Il faut maintenant sortir de la salle, dévaler les escaliers tout en tirant son manteau sur les épaules. Chercher un taxi et prendre la direction du club B52. Il reste encore une vingtaine de minutes avant que ne débute *Noi 4* [Nous 4]. La salle est longue comme un wagon, sombre et envahie par la fumée de cigarette. Au bout, il y a la scène. Est-ce que Manole sera là à temps ? Comment va-t-il passer de son rôle dans *La Disgrâce*, celui d'un fou qui finit par s'enterrer vivant, à celui d'un mari partagé entre trois amours ?

22 h 30. La pièce débute. Victor, le personnage de Manole, fait son apparition. Il raconte à sa mère [incarner par Lia Bugnar, également auteure de la pièce] à quel point il s'est senti seul toute sa vie, et elle lui raconte quel bébé il était. Les rires des quelque 50 spectateurs sont si forts que parfois on n'entend plus les répliques. *"Et quand est-ce que je suis né, en fait, maman ?"* demande Manole. *"Le 10 octobre."*

Marius Manole est né le 10 octobre 1978, à Iasi [dans le nord-est de la Roumanie]. Il est Balance, un signe zodiacal qu'on dit en équilibre entre l'ordre et le chaos. Même si, interviewé en 2012, il disait ne pas se rappeler grand-chose de son enfance, celle-ci a marqué l'homme qu'il est devenu. La trace la plus évidente de ses origines moldaves [de Roumanie] est son accent, qui ne l'a pas quitté.

Enfant unique, Manole a grandi dans un deux-pièces, dans une famille d'ouvriers où il s'est senti aimé, même si ses parents n'étaient pas du genre démonstratif, ni envers lui ni entre eux. Il n'a pas beaucoup apprécié l'école. Impatient, il s'ennuyait vite et aimait explorer par lui-même. En sixième, il a voulu devenir photographe, alors son père lui a acheté un appareil photo. Il était très fier de son nouveau jouet, comme il l'est encore

"Cela peut être plaisant de voir qu'un acteur n'est pas un robot qui fait tout à la perfection"

Il peut tout jouer, un chien, un mari, un amant, un enfant, un fou

maintenant de chaque gadget, qu'il manipule avec plaisir.

Puis, à 16 ans, Manole s'est présenté un jour au Théâtre national de Iasi. Aux gardiens il a expliqué qu'il voulait devenir acteur. La chance a voulu que la metteuse en scène Eliza Boieru passe par là. Elle l'a emmené dans son bureau, lui a demandé de réciter un poème, et quelques semaines plus tard lui a trouvé un rôle dans une comédie musicale. Il a joué dans cinq ou six autres spectacles avant de terminer son lycée. Avec ses cachets, il se rappelle avoir acheté un sac et un blouson.

En 2001, il est à Braïla [dans l'est de la Roumanie]. Il a alors 24 ans. Au théâtre Maria Filotti, il joue le rôle de Paulie dans une adaptation de *Straight as a Line*, une pièce de l'Américain Luis Alfaro sur les relations entre une mère et son fils atteint du sida. Sa prestation lui vaut d'être remarqué par les critiques et les metteurs en scène bucarestois. *"Je n'oublierai jamais ses longues mains qui pendaient, douloureusement, comme les ailes d'un oiseau blessé"*, raconte la critique Oana Stoica.

En 2002, Manole tombe amoureux, ce qui l'amène de Braïla à Bucarest. Il vit avec peu d'argent et dort sur un lit sans matelas dans un foyer d'étudiants envahi par les cafards. Avec le recul, il dit que l'amour qui l'a fait venir à Bucarest n'en valait pas la peine. En 2003, il est embauché au TNB.

Dimanche après-midi. Impossible de marcher sans trébucher dans la neige qui monte au-dessus des chevilles. Courir d'abord vers l'Arcub, le théâtre où, à 20 heures, Manole

joue dans *Le Journal d'un fou*, de Gogol, pour récupérer un billet.

Le gardien me dit de revenir dans deux heures. Lutter de nouveau avec la neige qui tombe furieusement. A 15 heures, au café-théâtre Godot, doit commencer *Fais-moi une place!* [l'adaptation roumaine d'une pièce d'Anthony Michineau]. Sur le dépliant, il est indiqué qu'il faut être sur place un quart d'heure avant le début du spectacle. Le gong résonne. Quelques craquements, puis Manole fait son apparition, tirant derrière lui une énorme valise qu'il hisse dans un wagon de train. Il est Manuel, un mari qui s'en va célébrer Noël chez son frère après s'être fait larguer par sa femme, qui le trompait.

Fin du spectacle. Deux rappels, applaudissements. Il faut maintenant sortir et prendre la route de l'Arcub, encore. Manole brûle les planches, parle, crie, passe du calme à l'hystérie, transpire, pleure. Se demander encore une fois, pour la énième fois en deux jours, comment il fait pour courir de gauche à droite, par ce temps. Et surtout, pourquoi ?

Manole semble s'être transformé ces dernières années. La nature impulsive de sa jeunesse s'est assagie. Mais sa sensibilité lui est restée. Il a longtemps affirmé qu'il ne savait pas qui il était, qu'il connaissait ses rôles mieux qu'il ne se connaissait lui-même. Pendant l'adolescence, parce qu'il aimait l'adrénaline, il volait dans les magasins, de menus larcins. Il a même essayé de se suicider parce qu'un rôle lui avait échappé. Ses années bucarestoises ont apporté avec elles les excès, les cigarettes, l'alcool et les nuits sans sommeil. Mais le temps dévoile de plus en plus un Manole qui a découvert quoi faire de sa vie, au moins à court terme : jouer. La scène est l'endroit le plus sûr au monde pour un homme comme lui, qui n'aime pas interagir avec les autres, qui marche dans la rue avec des écouteurs sur les oreilles, en se faisant le plus invisible possible. Il n'a pas beaucoup d'amis, parce qu'il n'aime pas les amitiés qui l'obligent à faire ce qu'il n'a pas envie de faire.

Hospitalisé. Il ne se rebelle plus comme dans sa jeunesse. Il y a environ quatre ans, il avait dénoncé les petits salaires dans le théâtre. Aujourd'hui, il sait qu'il n'y a pas que les acteurs qui vivent avec peu, il y a aussi la plupart du public. Et puis il joue tellement qu'il n'a plus le temps de protester. Surtout depuis qu'il a trois, quatre, parfois cinq représentations par jour. Il joue tellement qu'il met sa santé en danger. En octobre de l'année dernière, pendant le Festival national du théâtre, Manole s'est évanoui en jouant *Crime et Châtiment*. La pièce a dû être arrêtée, il a été hospitalisé. Le lendemain, il était sur scène.

Pour suivre Manole dans ses spectacles, il faut avoir un agenda aussi bien organisé que le sien. S'abonner aux newsletters des théâtres, faire ses réservations tôt, prendre en compte les temps de trajet d'un théâtre à l'autre, sous la pluie, la neige, dans la circulation. Pour réussir à discuter avec lui, il faut s'armer de patience. Je parviens enfin, un dimanche, à l'intercepter entre deux représentations et une répétition. Assis sur un canapé, dans un hall capitonné du TNB, il raconte que ce qui lui permet de tenir, c'est sa passion pour le théâtre, ses engagements pris vis-à-vis du public, sa foi en Dieu, et parfois les vitamines. Au bout d'une heure, il saute comme un ressort. Il ne reste que quarante-cinq minutes avant le lever de rideau de sa prochaine pièce. Il part en trombe.

—Andreea Lupu

Publié dans le numéro de janvier-avril

Agenda

Le festival de Sibiu



Le 6 juin, Marius Manole se produira en Transylvanie pour l'ouverture du Festival international

de théâtre de Sibiu. Il sera à l'affiche de l'adaptation roumaine de *Fais-moi une place!*, une pièce du Français Anthony Michineau. Il sera accompagné sur scène de Medeea Marinescu, une actrice connue en France pour son rôle dans le film *Je vous trouve très beau* (2005). Le Festival de Sibiu est le troisième plus important festival de théâtre d'Europe, après ceux d'Avignon et d'Edimbourg. Sa 21^e édition aura lieu du 6 au 15 juin et fait la part belle aux danses du monde, avec des artistes venus d'Asie, d'Amérique du Sud et des quatre coins de l'Europe.

Plus d'infos sur www.sibfest.ro



SOURCE

DECAT O REVISTA

Bucarest, Roumanie

Trimestriel, 3 000 ex.

<http://www.decatorevista.ro>

"Qu'une revue", connu aussi sous le sigle DoR, est un magazine généraliste qui reflète et explique, selon le credo affiché par les fondateurs, *"les idées et les obsessions de la Roumanie d'aujourd'hui, en mots et en images"*. Indépendant, il a été lancé en 2009 par une poignée de jeunes journalistes. Depuis 2010, l'ONG qui édite le magazine organise les séminaires internationaux The Power of Storytelling, qui permettent des rencontres avec des journalistes américains primés au Pulitzer ou au National Magazine Award.

tendances.



La troisième roue de la confiance

INDE — Alors que la technologie s'était allègrement emparée de l'industrie du taxi en Asie, de nombreuses entreprises permettant de réserver en ligne ou de noter son trajet, elle avait jusque-là oublié les tricycles motorisés, pourtant omniprésents dans les grandes villes asiatiques. "Pour plusieurs raisons, comme le prix ou la sécurité, les rickshaws et autres tuk-tuk sont plutôt mal vus par les clients", note le site **Tech In Asia**. Afin d'y remédier, l'entreprise mGaadi s'est lancée à Bangalore. Elle compte déjà 2 100 chauffeurs de rickshaws dans son réseau. Elle permet de réserver le véhicule le plus proche du lieu où l'on se trouve, puis de noter la courtoisie et la conduite des chauffeurs, les plus mauvais étant écartés du réseau. Le système devrait bientôt s'étendre à d'autres villes indiennes avant de se développer à l'étranger.



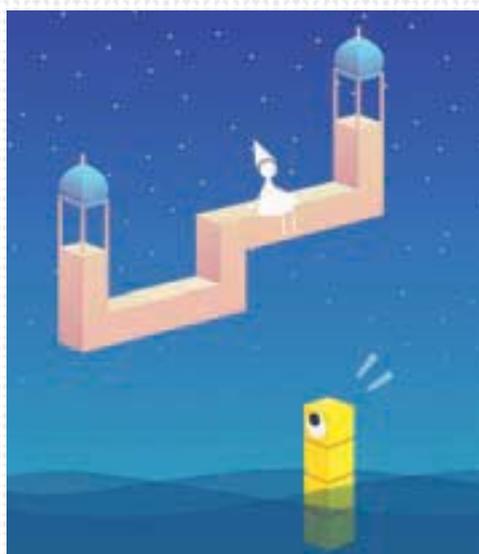
AP SIPA

L'air des hauteurs

ROYAUME-UNI — Pour son nouveau poème, l'auteur Simon Armitage a vu les choses en grand : il a fait imprimer *In Praise of Air* (Eloge de l'air) sur un panneau de 20 mètres de hauteur, accroché à un mur de l'université de Sheffield, où il est professeur. L'objectif est double : interpeller le passant sur la question écologique et "directement purifier l'air", écrit **The Guardian**. Car le panneau a été recouvert de microparticules de dioxyde de titane. Au soleil et au contact de l'oxygène de l'air, celles-ci réagissent avec l'oxyde d'azote et font ainsi baisser la pollution. Le poème permet d'absorber chaque jour l'équivalent de la pollution émise par vingt voitures et restera en place sur les murs de l'université pendant un an.



AP SIPA



DR



PHOTO

Monument de beauté Le concept du jeu *Monument Valley* est plutôt basique : le joueur doit guider son avatar dans des labyrinthes architecturaux et déjouer des illusions d'optique. Mais son principal intérêt réside dans son design, inédit pour un jeu sur tablette et mobile. Elu plus beau jeu sur tablette de 2014 par **Wired**, *Monument Valley* a aussi créé une avalanche de fan art, "car apparemment la beauté entraîne la beauté", s'enthousiasme le magazine **Kill Screen**. Résultat : des centaines d'"œuvres très inspirantes et géométriquement impossibles" ont envahi

Regarder courir les oies

CANADA — La ville d'Ottawa doit faire face à un problème de premier ordre : les oies et leurs déjections toxiques sur les plages de la capitale canadienne. Contenant la bactérie *E. coli*, les fortes concentrations d'excréments peuvent provoquer des maladies chez l'être humain, et en particulier chez les enfants. "Dans le passé, la mairie a mis en œuvre de nombreuses stratégies pour se débarrasser de ces oiseaux néfastes, mais l'année dernière elle est passée au high-tech avec le Goosebuster, le drone chasseur d'oies", s'amuse le magazine **Modern Farmer**. L'idée est venue d'un photographe qui, pour faire fuir les volatiles, a équipé son drone de stroboscopes et d'un haut-parleur émettant des cris de prédateurs. Il a de suite été encouragé par la municipalité à multiplier ses interventions. Après Ottawa, ce sont désormais des fermiers de l'Ontario qui se sont renseignés auprès de lui pour développer le système chez eux.



DR



BOLIGAN - MEXICO

Les tablettes de la foi

Chaque année, ils sont 4 millions de pèlerins à se rendre au sanctuaire de Fátima, au Portugal. Des chrétiens qui viennent guidés par leur foi... et leur signal WiFi.



un peu chaque jour. Cela nous montrera ce qu'il y a de plus essentiel dans notre vie : l'amour et la miséricorde." Pendant les instants de grande introspection, certains croyants baissent la tête pour prier – sans pour autant se séparer de leur tablette électronique.

Les prêtres, les religieuses, les plus pratiquants et les plus âgés de la congrégation se montrent les plus fervents adeptes de cette foi 2.0. Les petits bancs qui permettent de s'asseoir pendant la longue cérémonie sont aussi utilisés comme escabeau, ou trépied, pour les photos. Et à chaque moment important des dizaines de paires de bras se dressent pour filmer la scène.

D'autres préfèrent le selfie, surtout à la fin de la messe – les panneaux rappellent qu'il faut observer le silence et éviter les photos de groupe. Regina Gomes Chico, une Mexicaine de 32 ans, se prend en photo devant la Vierge. "C'est la deuxième fois que je viens, cela a beaucoup d'importance pour moi, et je veux enregistrer ce moment de dévotion. Je n'ai pas encore partagé de photos, mais je le ferai dès que j'aurai une connexion Internet."

Certains oublient instantanément les kilomètres parcourus et sont prêts à marcher encore un peu plus, juste pour pouvoir tourner leur vidéo sous plusieurs angles. C'est le cas de Francisco Melo, 66 ans, qui possède depuis décembre un "nouveau petit gadget" qui lui permet de publier sur Facebook des images réalisées sur le chemin des pénitents, que les pèlerins parcourent à genoux.

Maria Pica, 49 ans, vient à Fátima tous les ans depuis 2007 pour rendre grâce pour la survie de son petit-fils, né prématuré à un peu plus de vingt semaines. "Pour moi, le partage sur Facebook est une forme d'évangélisation, de partage de la foi. Je sais que tout le monde n'est pas de cet avis, que certains y voient de la futilité, mais tout dépend de l'usage qu'on en fait et du respect que l'on y met."

Sœur Maria Goretti, 33 ans, sœur missionnaire du Saint-Esprit, voit dans les nouvelles technologies le moyen de "toucher ceux qui sont loin, qui ne vont pas à la messe, mais qui ainsi peuvent se rapprocher de la vie de l'Eglise et vivre une foi dynamique, comme le préconise le pape François, qui a apporté une grande harmonie et une grande ouverture" dans la communauté des croyants. De fait, c'est pour des internautes qui se trouvent bien loin, au Mozambique pour être précis, que le père Pedro, 42 ans, publie une sélection des meilleurs moments de la journée. "Je ne mets presque aucun commentaire : la foi se passe de mots. Mais c'est une évidence, ces appareils nous permettent d'atteindre des endroits où nous n'allions pas auparavant et de faire acte d'évangélisation."

—Romana Borjas-Santos
Publié le 13 mai

Le supermarché de la corruption

LIBAN — "Permis de conduire, diplôme universitaire, bulletin de vote : tout est à vendre, y compris vos droits." C'est avec ce slogan qu'a ouvert ce mois-ci l'épicerie Dekkenet El-Balad (L'épicerie du pays), dans le centre de Beyrouth. Si l'on peut réellement y acheter tous les documents "officiels" libanais, le magasin est en réalité un outil utilisé par l'association Sakker El-Dekkene (Ferme l'épicerie) pour dénoncer la corruption de l'administration publique. En 2013, l'organisation Transparency International a classé le Liban "parmi les pays les plus corrompus au monde", relève **Now**. "Le plus gros problème est que l'on s'y est habitué, explique Ziad Jureidini, le président de l'association. Cette initiative a pour but de réveiller notre colère et de rappeler notre volonté commune de changer la situation." D'après le site d'informations libanais, l'ouverture du magasin "a attiré la foule dès le premier jour, y compris des policiers curieux venus jeter un coup d'œil".

—Público (extraits) Lisbonne

Des selfies devant la statue de la Vierge, des tablettes électroniques qui servent de pare-soleil, des bancs qui font office de trépied... Le pèlerinage à Fátima est toujours une profession de foi, mais les accessoires pour l'accomplir ont bien changé. Et, grâce aux réseaux sociaux, il n'est plus indispensable d'être sur place pour participer aux célébrations.

Dans une foule de quelque 200 000 personnes, des T-shirts fluo font ressortir un groupe d'une vingtaine de pèlerins. Emmenés par les pompiers volontaires de Peso da Régua [à 230 kilomètres de là], ils sont venus à pied jusqu'au site miraculeux de Cova da Iria, dans la commune de Fátima. Isabel Magalhães, 39 ans, tend les bras en tenant son smartphone du bout des doigts tout en se hissant sur ses pieds endoloris par la marche. Les yeux mi-clos pour se protéger du soleil, elle cherche le meilleur angle pour immortaliser l'instant en une photo qu'elle publiera ensuite sur Facebook, ajoutant un nouveau chapitre à ce voyage entamé une semaine plus tôt.

Au sanctuaire de Fátima, impossible de ne pas remarquer la présence des nouvelles

technologies. La tradition, avec ses mouchoirs et ses roses blanches, y côtoie désormais les smartphones, toujours plus nombreux.

Facebook est "un moyen de communication simple", juge le commandant des pompiers de Régua, António Fonseca, 40 ans. Son groupe de pèlerins compte tout de même 4,04 millions d'abonnés. "C'est une nouvelle façon de partager ce que je ressens en étant ici et qui ne s'explique pas. Evidemment, ne me suivent que ceux que cela intéresse", poursuit le capitaine des pompiers.

Sur les réseaux sociaux, le pèlerin des temps modernes partage tout : son adresse d'hébergement, ce qu'il mange, le nombre d'ampoules qui endolorissent ses pieds. Ce 13 mai [jour de la fête de Notre-Dame de Fátima], alors même que la messe est célébrée, le pape François publie un message sur Twitter : "Lisons les évangiles



A méditer cette semaine :
Invoque toutes tes énergies positives et adresse un compliment à quelqu'un qui n'a jamais eu droit à tes éloges.

SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Retrouvez l'horoscope de Rob Breznsny, l'astrologue le plus original de la planète.

+ L'INTENSITÉ +
D'UNE LÉGENDE*



1128
+ GRIMBERGEN +
BIÈRE D'ABBAYE - ABDIJBIER

ROUGE

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.